

I. 2. b. 10

OCDE  
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

PORTUGAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

SEPTEMBRE 1971

# STATISTIQUES DE BASE DU PORTUGAL

## LE PAYS

Superficie totale (milliers de km <sup>2</sup> )	91.5	Villes principales, population résidente en milliers d'habitants (1969) :	
Superficie agricole (milliers de km <sup>2</sup> )	49.0	Lisbonne	831
Superficie cultivée (milliers de km <sup>2</sup> )	43.7	Porto	325

## LA POPULATION

Population (en 1969, milliers)	9 583	Population active totale (en 1969, milliers)	3 296
Densité au km <sup>2</sup> (1969)	105	Population active civile occupée (en 1969, milliers)	3 109
Accroissement naturel net (moyenne 1964-1969, milliers)	88.0	<i>dont</i> : agriculture	978
Taux d'accroissement annuel (moyenne 1964-1969)	0.9	industrie	825
Émigration nette (moyenne 1964-1969, milliers)	19	construction	280
		autres	1 026

## LA PRODUCTION

Produit national brut en 1969 (millions de dollars des États-Unis)	5 642	Origine du produit intérieur brut au coût des facteurs en 1969 (en %) :	
Produit national brut par habitant en 1969 (en dollars des États-Unis)	600	Agriculture	18.6
Formation brute de capital fixe en 1969 :		Industrie et construction	43.7
En % du PNB	18.7	Services	37.7
Par habitant (en dollars des États-Unis)	115		

## ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Consommation publique en 1969 (en % du PNB)	13.1	Recettes courantes de l'Administration centrale en 1969 (en % du PNB)	15.9
<i>dont</i> : Défense	6.9	Structure des dépenses courantes en % du total (en 1969) :	
Investissements publics en 1969 en % du PNB	2.6	Administration centrale	78.0
des investissements totaux	13.8	Collectivités locales	3.7
		Sécurité sociale	18.3

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services en % du PNB en 1969	24.7	Importations de biens et services en % du PNB en 1969	28.6
Ventilation en % des exportations totales (moyenne 1965-1969, CTCl) :		Ventilation en % des importations totales (moyenne 1965-1969, CTCl) :	
Produits alimentaires et boissons (0, 1)	22.6	Produits alimentaires et boissons	12.8
Matières premières brutes et demi-produits (2, 3, 4)	13.7	Matières premières brutes et demi-produits	24.5
Produits manufacturés (5, 6, 7, 8)	62.4	Produits manufacturés	62.6
<i>dont</i> : Textiles (65)	19.6	<i>dont</i> : Produits chimiques (5)	9.4
Produits en bois et en liège (631, 632, 633)	6.7	Machines et matériel de transport (7)	29.3

## LA MONNAIE

Unité monétaire : Escudo

Escudos par dollar des États-Unis : 28.75

NOTE. On trouvera dans un tableau de l'Annexe une comparaison internationale de certaines statistiques de base, de caractère économique et démographique.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

# PORTUGAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

*L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :*

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

*Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.*

*La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Economiques et des Problèmes de Développement.*

L'examen annuel de la situation du Portugal par le Comité d'Examen des Situations Economiques et des Problèmes de Développement de l'OCDE a eu lieu le 27 juillet 1971.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>I Évolution de l'activité économique</b>	<b>5</b>
Demande et production	6
Emploi et marché du travail	14
Prix et salaires	18
Commerce extérieur et balance des paiements	21
<b>II Les orientations de la politique économique</b>	<b>32</b>
Monnaie et crédit	32
Politique budgétaire	39
Politiques industrielle et agricole	46
<b>III Politique de développement</b>	<b>49</b>
Révision du III <sup>e</sup> Plan	49
Exécution des programmes annuels d'investissement	50
<b>IV Perspectives et problèmes de politique économique</b>	<b>52</b>

### TABLEAUX

*(a) Texte :*

1 Demande et production	6
2 Formation intérieure brute de capital fixe	8
3 Production agricole	9
4 Indicateurs de la production industrielle	11
5 Indicateurs de l'activité dans le secteur du tourisme	14
6 Indicateurs de l'emploi	16
7 Estimation de l'émigration par pays de destination	17
8 Prix et salaires	18
9 Importations par catégories de produits	22
10 Évolution des exportations	
(a) Répartition par catégories de produits	23
(b) Répartition géographique	23
11 Balance des paiements	
(a) de la Métropole	28
(b) de la Zone Escudo	30
12 Masse monétaire et contreparties	35
13 Crédit bancaire	36
14 Évolution de la liquidité des banques commerciales	38

15	Compte du secteur public - dans l'optique de la comptabilité nationale	40
16	Situation financière du secteur public	41
17	Budget de l'Administration centrale	43
18	Projections du III <sup>e</sup> Plan de mise en valeur	49
19	Programmes d'investissement du III <sup>e</sup> Plan	51

## GRAPHIQUES

1	Pêche débarquée sur le continent	10
2	Production industrielle	12
3	Contribution relative des différents secteurs d'activité à la croissance du P.I.B.	13
4	Évolution de la structure de la population active	15
5	Prix et salaires	20
6	Structure du commerce extérieur par catégories de produits	24
7	Performance à l'exportation	26
8	Arrivées de voyageurs aux frontières par pays d'origine	29
9	Évolution de la balance des paiements de la Zone Escudo	31
10	Origine des mouvements intervenus dans les contreparties de la masse monétaire	34
11	Structure des finances publiques	42

## INTRODUCTION

Divers indicateurs permettent de penser qu'en 1970 l'activité a continué de se développer à un rythme soutenu dans le secteur industriel. Sur la base des données disponibles, il ne semble pas cependant que l'objectif d'un rythme annuel moyen de croissance du PIB de 7 % que le III<sup>e</sup> Plan avait initialement retenu pour la période 1968-1973 aura finalement été atteint au cours des trois premières années d'exécution. La réduction de l'important excédent de la balance des opérations courantes semblerait suggérer que le taux d'utilisation des ressources est désormais plus satisfaisant. Le courant migratoire a atteint une ampleur considérable et on a assisté à un développement de certaines tensions structurelles sur le marché du travail. Les salaires ont continué d'augmenter rapidement et la hausse des prix est demeurée sensible.

La politique économique est devenue nettement plus expansive au cours de ces deux dernières années et les grandes orientations qui ont été définies dans la Loi de Finances pour 1971 et dans d'autres documents officiels paraissent attester de la volonté des autorités de continuer à axer leur action sur l'objectif de la croissance économique et du développement des investissements productifs. On a aussi essayé de définir une approche plus globale et de mieux intégrer la politique conjoncturelle aux objectifs à plus long terme. Afin de rattraper les retards pris au cours de la période 1968-1970, et atteindre les objectifs du Plan, il a été décidé d'augmenter sensiblement les programmes d'investissements pour la période 1971-1973.

La première partie de cette Étude sera consacrée à l'évolution de l'activité économique intérieure et de la balance des paiements au cours des deux dernières années. Les grandes orientations de la politique économique seront examinées dans une deuxième partie. Une analyse de l'exécution du III<sup>e</sup> Plan au cours de la période 1968-1970 sera effectuée dans une troisième partie ; celle-ci comportera, en outre, une courte description des nouveaux programmes retenus pour la deuxième période triennale. Dans une dernière partie, on essaiera de dégager les perspectives et de discuter de quelques problèmes de politique économique.

## I ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

En dépit des efforts déployés depuis plusieurs années déjà par les autorités et des améliorations qui s'en sont suivies, les statistiques présentent encore de graves insuffisances. Certains indicateurs courants relativement importants n'existent pas, comme par exemple dans le domaine de la construction. Du fait même de la croissance économique et des changements structurels qu'elle

entraîne, certaines séries dont la fiabilité n'était déjà pas parfaite au moment de leur élaboration ont considérablement vieilli<sup>1</sup>. D'autre part, ces séries ne sont en général disponibles qu'avec beaucoup de retard ; c'est ainsi qu'on ne possède encore que très peu d'informations sur le premier semestre de l'année 1971. Les statistiques actuelles ne permettent pas véritablement de saisir les tendances récentes de l'activité économique, et il apparaît donc extrêmement malaisé de prévenir l'apparition de déséquilibres en prenant à temps les mesures correctives qui s'imposent. Tout aussi grave, en l'absence de statistiques annuelles fiables, en particulier dans le domaine des comptes nationaux, les autorités responsables de la politique économique ne peuvent que difficilement contrôler l'efficacité des diverses actions auxquelles elles ont eu recours.

### Demande et Production

Divers indicateurs donnent à penser que la demande intérieure finale qui avait accusé un certain ralentissement en 1966/67 a fait preuve d'une plus grande fermeté au cours des trois années ultérieures. La consommation privée a progressé à un rythme nettement plus élevé et on a assisté à partir de la fin de 1969

Tableau 1 Demande et production

	1968 aux prix courants		1965	1966	1967	1968	1969 <sup>1</sup>	1970 <sup>1</sup>
	En millions d'escudos	En % du PIB						
			Pourcentage de variation annuelle en volume, aux prix de 1963					
Consommation privée	107 336	73.4	6.6	4.0	2.9	12.0	7.4	..
Consommation publique	19 194	13.1	7.4	6.6	13.6	6.4	5.7	..
Dépenses civiles	8 456	5.8	6.9	6.5	8.0	6.3	13.8	..
Dépenses militaires	10 738	7.3	7.8	6.7	18.3	6.6	-0.3	..
Formation brute de capital fixe	27 190	18.6	10.5	17.4	5.8	0.9	6.7	..
Formation des stocks	22	—	..	..	..	..	..	..
Demande intérieure totale	153 742	105.1	7.4	2.9	6.1	9.7	6.8	..
Exportations, revenus de facteurs exclus	35 106	24.0	13.0	5.4	6.5	-4.0	-0.4	..
Importations, revenus de facteurs exclus	42 521	29.1	13.5	2.9	0.7	5.4	3.7	..
PIB aux prix du marché	146 327	100.0	7.0	3.6	7.8	7.4	6.0	..
PNB aux prix du marché	146 936	..	7.1	3.2	8.0	7.3	6.1	..
PIB au coût des facteurs	133 317	100.0	7.3	4.0	7.2	7.7	6.0	6.6
Agriculture, sylviculture, pêche	24 835	18.6	6.3	-9.7	10.6	3.2	-2.1	0.8
Ensemble de l'industrie	58 293	43.7	10.3	9.2	4.8	10.7	8.5	8.9
Services	50 189	37.7	4.6	5.3	8.4	6.3	6.8	4.8

<sup>1</sup> Taux de croissance estimés (1969) ou prévus (1970), obtenus en comparant les chiffres provisoires de l'année courante et ceux de l'année précédente.

Source : Mémoire soumis par les autorités portugaises à l'OCDE.

1 C'est ainsi que l'Institut national de la Statistique est en train d'élaborer un nouvel indice des prix à la consommation plus représentatif de la structure actuelle de la consommation des ménages, de même qu'un nouvel indice des prix de gros. L'élaboration d'un nouvel indice de la production industrielle est aussi envisagée.



à un raffermissement de la tendance de l'investissement privé, en réponse aux mesures de stimulation prises par les autorités pour mettre fin à l'évolution peu satisfaisante de cette catégorie d'investissement. La croissance des exportations qui avait connu une certaine reprise en 1969 est restée relativement soutenue en 1970. Du côté de l'offre, l'expansion de la production industrielle a été relativement rapide au cours des deux dernières années mais par suite d'un recul de la production agricole, en termes réels le taux de croissance du P.I.B. n'aurait pas dépassé 6 % en 1969. Il est fort probable toutefois qu'une expansion plus forte a eu lieu en 1970.

La consommation des ménages qui s'était vivement redressée en 1968 a continué de croître rapidement en 1969 ; si l'on en juge par les chiffres provisoires de la comptabilité nationale, en moyenne annuelle, les dépenses de consommation privées se seraient accrues d'environ 7,5 % en volume<sup>1</sup>. Cette évolution paraît liée au rythme relativement rapide d'augmentation des salaires réels, à l'expansion très vive des encours de crédit à la consommation, au flux croissant des remises d'émigrants et peut-être aussi aux effets de démonstration exercés par le développement du tourisme. Il est probable que les revenus agricoles se sont ressentis des résultats médiocres des récoltes de 1968 et 1969. Bien que des mesures aient été prises par les autorités pour modérer l'augmentation jugée excessive du crédit à la consommation, il semblerait qu'en 1970 la consommation privée ait continué de croître à un rythme relativement soutenu. Dans le secteur privé, la progression des salaires réels est demeurée importante et le raffermissement de l'activité industrielle et commerciale a sans doute influencé favorablement les revenus des entrepreneurs individuels et ceux des travailleurs indépendants. Dans le secteur public, les salaires et traitements des employés de l'Etat ont été assez fortement augmentés. D'après les statistiques provisoires de la balance des paiements, les entrées nettes au titre des transferts privés entre le Portugal métropolitain et l'extérieur se seraient accrues d'environ 22 % en 1970<sup>2</sup>.

La formation brute de capital fixe, pratiquement étale en 1968, a fait preuve de plus de dynamisme en 1969. Les mesures prises par les autorités à la fin de 1968 pour stimuler les investissements du secteur privé (mesures d'incitation fiscale et politique plus libérale du crédit) ont vraisemblablement joué un certain rôle dans cette reprise. Suivant les comptes nationaux provisoires, les dépenses d'investissement, en volume, se seraient accrues de 6,7 % en 1969. La reprise est particulièrement sensible pour les investissements du secteur

---

1 La consommation privée n'est pas obtenue à partir d'un compte d'affectation des ménages ou à partir de séries retraçant l'évolution des ventes des diverses catégories de biens de consommation. Le système utilisé par l'Institut National de la Statistique consiste à obtenir le produit intérieur brut dans l'optique de la production et à retrancher la consommation des administrations, la formation brute de capital et le solde de la balance extérieure. Les chiffres relatifs à la consommation privée supportent ainsi toutes les erreurs faites sur l'estimation des autres agrégats et sont donc particulièrement sujets à caution. C'est ainsi que, par suite d'une correction introduite à juste titre dans le calcul du produit intérieur brut et consistant à ne plus déduire, comme par le passé, de la valeur ajoutée par secteurs le montant des impôts directs mais uniquement celui des impôts indirects, le chiffre de consommation privée s'est trouvé en 1968 majoré d'environ 6 % par rapport aux anciennes séries. Etant donné l'impossibilité de reconstruire des séries rétrospectives, l'INS publie désormais deux séries de chiffres pour les années postérieures à 1967.

2 Les transferts privés représentent plus de 5 % du revenu national.

Tableau 2 Formation intérieure brute de capital fixe

	1968 aux prix courants		1965	1966	1967	1968	1969 <sup>1</sup>
	En millions d'escudos	En % du total					
INVESTISSEMENT TOTAL :	27 190	100.0	10.5	17.4	5.8	0.9	6.7
<i>Ventilation par secteurs</i>							
Entreprises privées	22 014	81.0	14.0	18.1	10.8	-1.9	7.1
Entreprises publiques	1 805	6.6	13.1	36.1	-27.9	14.5	5.5
État	3 371	12.4	-7.4	3.2	-3.1	14.6	4.4
<i>Ventilation par produits</i>							
Logement	6 386	23.5	10.4	23.8	18.1	-1.6	17.2
Autres investissements dans la construction	10 620	39.0	14.7	23.9	-25.0	11.5	-3.0
Machines et autres matériels	10 184	37.5	4.9	4.1	49.5	-6.7	9.6
<i>Ventilation par branches</i>							
Agriculture, sylviculture et pêche	2 042	7.5	-3.5	4.9	15.6	2.3	-6.2
Industries extractives et manufacturières	7 077	26.0	21.1	24.6	-9.2	-5.6	2.5
Autres branches	18 071	66.5	7.7	15.3	12.8	4.2	10.1

1 Estimations obtenues en comparant les chiffres provisoires de l'année courante et ceux de l'année précédente.

Source : Mémoire soumis par les autorités portugaises à l'OCDE.

privé lesquels avaient diminué de près de 2 % en volume au cours de l'année précédente. Il se pourrait même que la progression ait été encore plus marquée que ne le font apparaître les comptes provisoires qui, en général, ont tendance à sous-estimer assez largement les résultats effectifs. Les investissements des administrations publiques auraient augmenté d'environ 4 1/2 % contre plus de 14 % l'année précédente, mais l'ampleur apparente de cette décélération n'est pas très significative compte tenu du fléchissement de près de 3 % observé en 1967.

Les dernières estimations de comptabilité nationale n'indiquent qu'un rythme de progression assez modéré pour la formation brute de capital fixe en 1970, mais ces chiffres pourraient être considérablement sous-estimés. Divers indicateurs permettent en effet de penser que le raffermissement de la tendance de l'investissement productif s'est poursuivi. L'expansion des crédits à l'économie à moyen et à long terme a continué à un rythme rapide ; les résultats des enquêtes de production dans le secteur des biens d'équipement de même que les enquêtes sur les réalisations et les intentions d'investissement font, en effet, apparaître un renforcement de l'activité dans les industries de biens d'équipement. Cette évolution semble aussi être confirmée par l'augmentation très sensible des importations. S'il existe, pour les années antérieures, une relation entre les importations nettes de biens d'équipement (à l'exclusion du matériel de transport) et les dépenses d'investissement des entreprises, cette relation est

*Portugal*

loin d'être parfaite ; mais il est sûrement significatif qu'en 1970, les importations nettes de « machines, appareils et matériel électrique » se sont accrues de plus de 30 % par rapport à l'année précédente. On ne possède pas d'information sur l'évolution de la construction de logements en 1970.

Si l'on en juge par les autorisations budgétaires de dépenses accordées en 1970, la croissance de la formation brute de capital fixe des administrations publiques a dû se poursuivre à un rythme relativement rapide. Les autorités ont affirmé à plusieurs reprises leur intention d'accélérer le rythme de croissance des investissements publics. Ces derniers n'ont, en effet, guère augmenté au cours de la période 1962-1967 et ce n'est qu'au cours de ces trois dernières années que l'on a assisté à un développement un peu plus rapide.

On ne possède pas de statistiques détaillées sur les variations de stocks par secteurs et par produits. L'expansion très ferme des crédits à l'économie et la progression de près de 20 % des importations de matières premières et de demi-produits en 1970<sup>1</sup> suggèrent une augmentation du rythme d'accumulation des stocks « amonts » dans l'industrie. Les enquêtes de conjoncture effectuées deux fois par an par la Corporation de l'Industrie<sup>2</sup> sembleraient indiquer que les stocks de produits finis ont connu une certaine diminution. Il est probable que les meilleures récoltes de 1970 ont entraîné une reconstitution des stocks de produits agricoles, lesquels avaient été affectés en 1969 par la baisse de la production agricole.

**Tableau 3 Production agricole**  
*Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente*

	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Indice de la Production agricole	2	-22	30	2	-16	15
Céréales	4	-19	33	9	-21	8
Blé	30	-49	104	17	-39	19
Seigle, orge, avoine	35	-32	40	18	-29	-6
Maïs	-23	23	2	-5	1	5
Riz	-23	11	-5	2	18	13 <sup>2</sup>
Pommes de terre	-22	4	40	-16	4	8
Vin	8	-39	9	20	-31	40
Huile d'olive	75	-47	112	-34	36	-13
Viande <sup>1</sup>	6	4	-2	8	12	7 <sup>2</sup>
Bovins	36	4	-17	16	37	18 <sup>2</sup>
Ovins et caorubs	5	12	-3	—	-4	7 <sup>2</sup>
Porcins	-6	3	9	10	7	-7 <sup>2</sup>
Lait	8	-3	-1	9	8	3 <sup>2</sup>
Beurre	-7	-23	-3	44	2	8 <sup>2</sup>
Fromage	20	-6	3	-7	6	2 <sup>2</sup>
Pêche déchargée, total	-3	-11	11	-11	-10	5

1 Ces statistiques ne correspondent pas à celles du bétail abattu.

2 Chiffres provisoires.

Sources : Instituto Nacional de Estatística et Mémoire soumis par les autorités portugaises à l'OCDE.

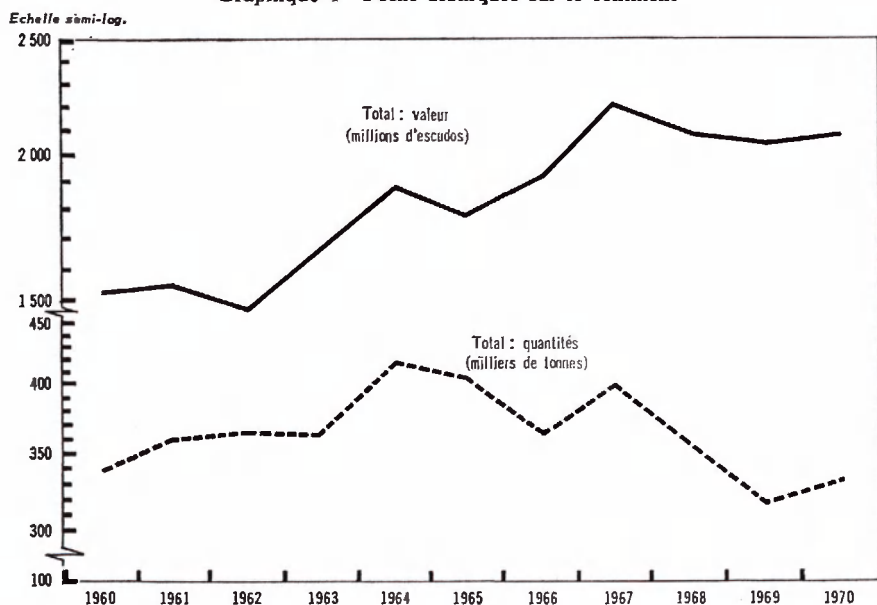
1 A l'exclusion des transactions sur diamants.

2 Ces enquêtes reposent sur un échantillon de plus de 2 000 entreprises employant 245 000 personnes et ayant un chiffre d'affaires de plus de 50 milliards d'escudos.

Sur la base des comptes nationaux provisoires, la valeur ajoutée dans le secteur de l'agriculture, la sylviculture et la pêche aurait subi un recul d'environ 2 % en 1969. Des résultats plus favorables ont été enregistrés en 1970. L'indice provisoire de la production agricole publié par l'Institut National de la Statistique fait, en effet, apparaître une progression d'environ 15 % en moyenne annuelle, alors qu'en 1969 l'indice définitif avait accusé une baisse du même ordre de grandeur. Les récoltes ont été particulièrement bonnes pour le blé, le maïs et le riz mais les résultats ont été en général médiocres pour les autres céréales. La production de vin et d'huile d'olive a aussi été relativement satisfaisante. La production de viande aurait augmenté d'environ 7 %. On a constaté une diminution de la production de viande porcine ; l'élevage des porcins a, en effet, été affecté par les conséquences de la peste africaine qui a sévi en 1969. La situation a été plus satisfaisante en ce qui concerne l'espèce bovine ce qui a permis une augmentation de la production de viande et de lait.

En 1970 la production forestière a enregistré un certain recul du fait surtout d'une diminution de la production de liège. La production de résine et de bois destiné à la fabrication de pâte à papier s'est en effet accrue sous l'effet de l'augmentation de la demande tant intérieure qu'étrangère. Pour la deuxième année consécutive, la campagne de pêche pour 1969 s'est soldée par des résultats défavorables ; le tonnage de poissons débarqués sur le continent a diminué de près de 10 %. La diminution des prises qui a concerné pratiquement toutes les espèces a été particulièrement sensible pour les sardines. Malgré une extension de la saison de pêche, le tonnage des sardines débarquées n'a pas cessé de décroître régulièrement depuis 1964. Les bancs de sardines ont tendance à

Graphique 1 Pêche débarquée sur le continent



Source : Estatísticas das pescas, Instituto Nacional de Estatística.

s'éloigner des côtes portugaises et la flotte sardinière qui est mal équipée pour la pêche en haute mer doit en outre faire face à l'intensification de la concurrence étrangère. La dernière campagne a été meilleure, surtout en ce qui concerne les prises de morues et les résultats de 1970 font apparaître une augmentation d'environ 5 % du poisson débarqué par rapport à l'année précédente.

Bien que l'activité semble avoir plafonné quelque peu dans le secteur industriel au cours des deuxième et troisième trimestres, il est probable qu'en moyenne annuelle ce secteur a connu un taux de croissance relativement élevé en 1969. Selon les comptes nationaux provisoires, la valeur ajoutée dans l'industrie se serait accrue de 9 % en volume ; compte tenu du redressement qui intervient généralement dans les comptes définitifs, il se pourrait que finalement les résultats ne soient pas trop éloignés de ceux de 1968. Le taux de croissance de la production industrielle qui ressort de la prise en compte de l'indice annuel est en effet identique au cours de ces deux années. Il est vrai qu'au cours des années antérieures des divergences parfois non négligeables avaient pu être constatées entre l'évolution de la valeur ajoutée dans l'industrie et celle des indices de la production industrielle<sup>1</sup>. D'après l'indice mensuel, la production industrielle n'aurait progressé que modérément en 1970. Cet indice qui ne couvre qu'un peu moins de la moitié des activités n'est toutefois pas très significatif et d'autres indicateurs permettent de penser que la croissance de la production a dû se poursuivre à un rythme relativement soutenu. D'après les dernières estimations de la comptabilité nationale, la valeur ajoutée dans l'industrie se serait accrue approximativement au même rythme que l'année précédente. On aurait en particulier noté une reprise très sensible de la production dans les industries

Tableau 4 Indicateurs de la production industrielle  
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	Volume du PIB imputable à l'industrie <sup>1</sup>	Indice de la production industrielle		Importations de produits de base et de produits semi-finis <sup>2</sup>
		Indice annuel <sup>1</sup>	Indices mensuels	
1965	9.8	6.2	5.0	18.7
1966	6.9	7.0	4.8	-5.6
1967	7.7	5.4	-1.0	4.5
1968	11.2	10.3	6.7	10.7
1969	8.9 <sup>3</sup>	10.3	8.8	10.3
1970	8.8 <sup>3</sup>	..	5.2	19.5

1 Y compris les industries extractives et la production d'électricité, à l'exclusion de la construction.

2 CTIC, Sections 2 à 4 et 6 (-667), aux prix courants.

3 Taux de croissance estimés (1969) ou prévus (1970), obtenus en comparant les chiffres provisoires de l'année en cours et ceux de l'année précédente.

Sources : Mémoire soumis par le Portugal à l'OCDE ; Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; statistiques du Commerce Extérieur de l'OCDE, Série B.

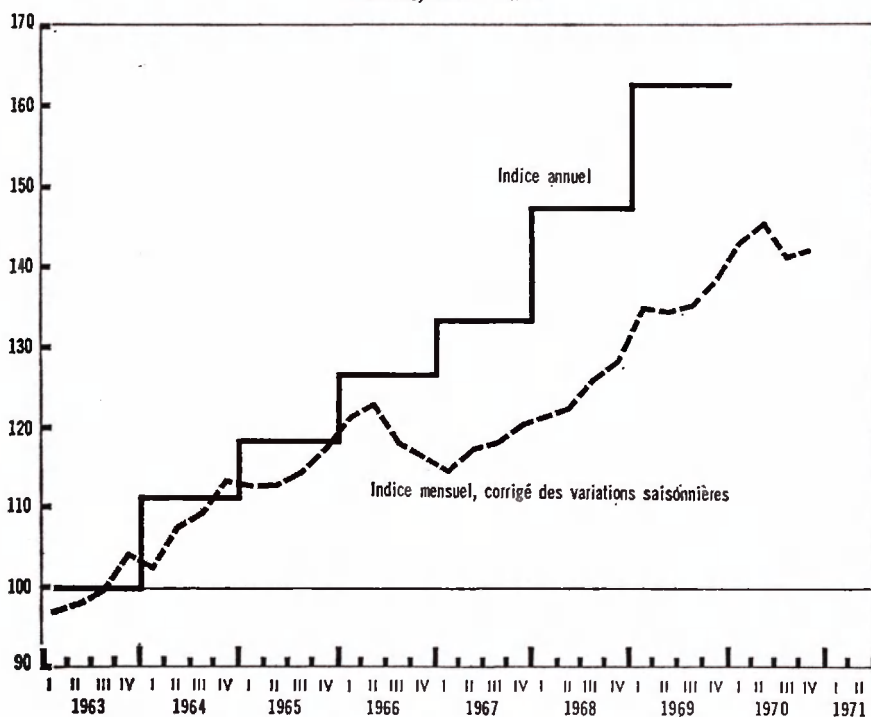
1 L'Association industrielle portugaise publie deux indices de production :

— un indice mensuel qui ne couvre qu'environ 47 % de l'ensemble des activités et dont la pondération est effectuée en fonction des valeurs ajoutées par secteurs, estimées pour l'année 1953 ;

— un indice annuel dont le champ est plus large et représente plus de 60 % de la valeur ajoutée globale dans l'industrie en 1958.

extractives. Les enquêtes de conjoncture dans l'industrie sembleraient même indiquer qu'une accélération assez marquée du rythme d'activité est intervenue depuis la fin de 1969. Le niveau des carnets de commandes des entreprises du champ de l'enquête aurait aussi accusé une augmentation sensible. La fragilité particulière de ces diverses statistiques impose cependant une grande prudence dans l'interprétation des résultats.

Graphique 2 Production industrielle  
Indices, 1963 = 100

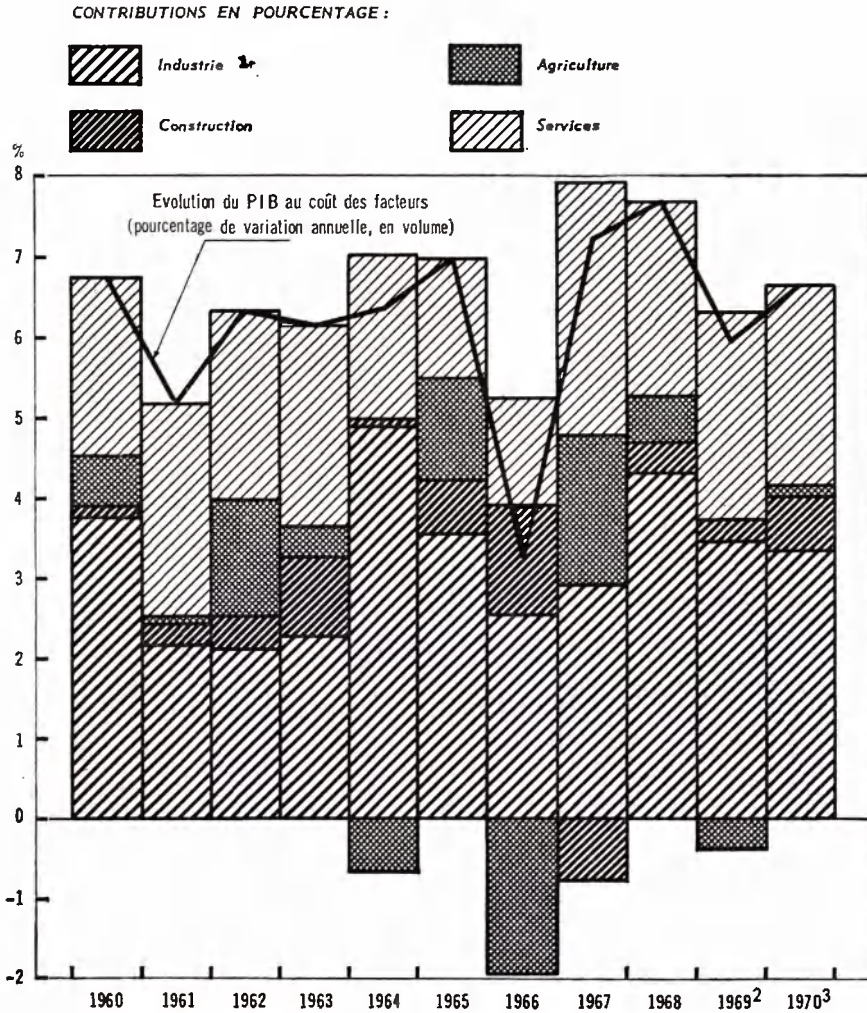


Source : OCDE, Principaux Indicateurs Économiques.

Selon les comptes provisoires, la valeur ajoutée dans le secteur de la construction aurait connu une hausse d'environ 5 % en 1969. On ne possède que très peu d'informations sur ce secteur pour 1970. L'Institut National de la Statistique ne publie pas un indice de production pour le bâtiment et les travaux publics. Il n'existe pas, d'autre part, de données sur le nombre de mises en chantier et de logements terminés ce qui ne permet pas d'apprécier l'évolution de l'activité dans la construction résidentielle. Au cours des dix premiers mois de 1970, la production de ciment hydraulique, qui avait augmenté de 13 % en 1969, était supérieure de près de 16 % à celle de la période correspondante de l'année précédente, ce qui semblerait indiquer que l'expansion de l'activité dans le secteur du bâtiment et des travaux publics a été assez satisfaisante.

Portugal

Graphique 3 Contribution relative des différents secteurs d'activité à la croissance du PIB



- 1 Industries extractives et manufacturières plus électricité, gaz et eau.
- 2 Estimation.
- 3 Prévision.

Sources : Comptes nationaux des pays de l'OCDE et Mémoire statistique soumis par les Autorités portugaises à l'OCDE.

La tendance de l'activité est demeurée relativement ferme dans le secteur des services au cours de la période 1967-1969. D'après les comptes nationaux, la valeur ajoutée dans ce secteur se serait accrue à un rythme annuel moyen d'environ 6 % au cours de la période. Les changements dans la structure de la consommation liés à l'urbanisation croissante et à l'élévation du niveau de vie

de même que l'expansion des activités touristiques, paraissent être essentiellement responsables de cette évolution. Les statistiques disponibles sur certaines activités particulièrement représentatives du secteur des services sembleraient indiquer que cette tendance s'est poursuivie en 1970. Pour l'ensemble des transports, l'activité a continué de se développer à un rythme rapide surtout en ce qui concerne les transports aériens dont le trafic s'est considérablement intensifié tant en ce qui concerne les passagers que les marchandises. L'activité commerciale stimulée par l'expansion de la demande intérieure a probablement fait preuve de dynamisme ainsi que paraissent le suggérer les recettes provenant de la fiscalité indirecte lesquelles, en 1970, ont été supérieures de 22 % à celles de l'année précédente. L'activité touristique qui avait connu une reprise assez marquée en 1969 a continué à faire preuve de fermeté en 1970. La progression du nombre total des hôtes (étrangers et nationaux) ainsi que celle des nuitées dans les établissements hôteliers du continent et des îles adjacentes s'est sensiblement accélérée par rapport à 1969, passant de respectivement 7,0 % à 10,9 % pour les hôtes et de 7,9 % à 13,2 % pour les nuitées.

Tableau 5 Indicateurs de l'activité dans le secteur du tourisme

	Nombre des hôtes			Nombre de nuitées		
	Total	Résidents au Portugal	Étrangers non résidents	Total	Résidents au Portugal	Étrangers non résidents
	<i>Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente</i>					
1965	..	..	..	7,5	—	19,4
1966	6.4	4.0	10.0	6.8	1.8	13.4
1967	8.9	4.1	15.9	3.8	-0.4	8.7
1968	-1.8	2.9	-7.8	-2.4	1.8	-6.9
1969	7.0	2.2	13.8	7.9	1.8	15.0
1970	10.9	8.1	14.6	13.2	6.7	19.8
1970 (en milliers)	2 868	1 570	1 298	8 290	3 978	4 312

Source : Instituto Nacional de Estatística, Estatísticas de Turismo et Boletim mensal de Estatística.

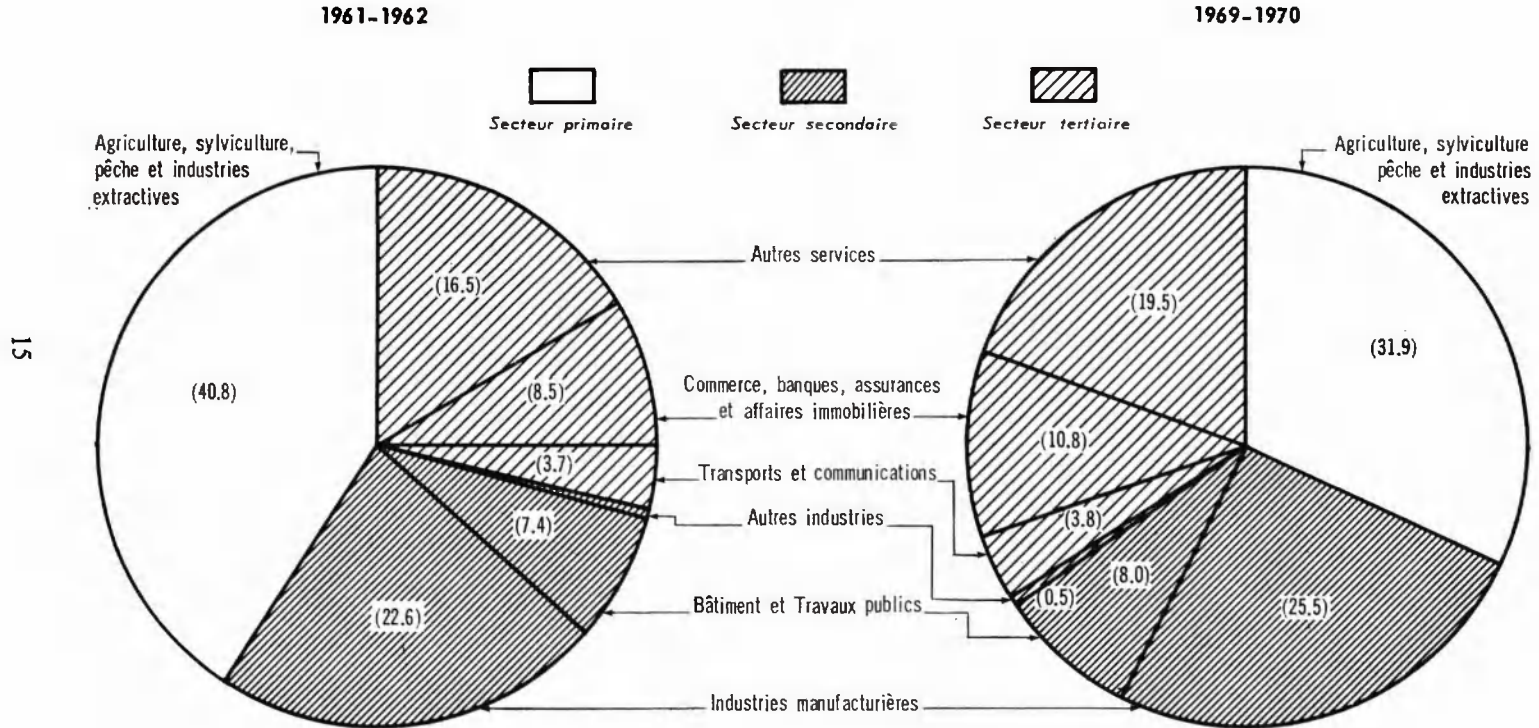
### L'Emploi et le Marché du Travail

Les statistiques concernant le marché du travail sont encore imparfaites au Portugal. Le Service national de l'emploi publie des informations sur le nombre des demandes et des offres d'emploi, tandis que le Fonds de Développement de la main-d'œuvre fournit aussi des données sur les licenciements collectifs<sup>1</sup> que les entreprises des secteurs non agricoles employant plus de dix salariés sont légalement tenus de lui communiquer. Toutes ces statistiques ne sont cependant pas très satisfaisantes. Les résultats des enquêtes trimestrielles sur l'emploi,

1 Ces statistiques se réfèrent au chômage « technologique » entraîné par des réorganisations, des fusions ou la cessation d'activités.



Graphique 4 Évolution de la structure de la population active  
(en % du total)



Sources : OCDE, Statistiques de la Population active et Mémorandum soumis par les Autorités portugaises à l'OCDE.

publiés depuis 1967 par le Fonds de Développement de la main-d'œuvre, ne permettent de se faire qu'une idée approximative de l'incidence des variations du rythme de l'activité économique sur l'emploi. Outre les imperfections d'ordre statistique, les fluctuations à court terme sont en partie noyées dans un mouvement structurel de transfert de population active entre secteurs et sont, d'autre part, amorties par l'émigration.

D'après ces enquêtes trimestrielles, le volume global de l'emploi dans les secteurs non agricoles serait resté approximativement stationnaire en 1969 et 1970. Dans le secteur de la pêche, la diminution des effectifs enregistrée en 1969 a fait place à une assez forte progression en 1970. Dans les industries manufacturières, l'emploi n'aurait varié que faiblement mais le recul assez sensible des effectifs, constaté dans les industries extractives et la construction, a été absorbé par la progression intervenue dans les services. L'augmentation rapide depuis 1969 des demandes d'emploi s'est accompagnée d'une progression beaucoup plus marquée des offres, mais ces statistiques sont difficiles à interpréter<sup>1</sup>.

Tableau 6 Indicateurs de l'emploi

1968	1969			1970			
	Juillet	Janvier	Octob.	Janvier	Avril	Juillet	Octob.

A ÉVOLUTION DE L'EMPLOI

Indices par branches d'activité, Janvier 1968 = 100								
Pêche	107.9	95.9	98.6	98.3	89.2	90.5	116.7	109.4
Industries extractives	99.0	99.9	95.1	93.2	89.5	85.3	91.2	90.1
Industries manufacturières	101.1	99.9	100.3	101.1	99.7	99.8	101.4	101.0
Construction	103.3	97.9	104.2	106.7	91.8	91.9	99.9	95.7
Électricité, gaz et eau	99.4	99.8	101.3	100.9	96.8	96.6	100.5	100.0
Services divers	101.4	103.4	104.8	105.6	106.2	107.0	110.0	110.0
Total	101.3	99.9	101.1	101.8	99.5	99.7	102.3	101.7

B SITUATION DE L'EMPLOI (fin de période)

	1968	1969	1970
Demandes d'emploi non satisfaites	10 156	14 899	21 764
Offres d'emploi non satisfaites	2 287	5 344	12 602

Source : Mémorandum soumis par les autorités portugaises à l'OCDE.

1 Le Fonds de Développement de la main-d'œuvre publie des statistiques sur le nombre total des demandes et des offres enregistrées au cours de l'année, ainsi que sur les encours en fin d'année. Ces chiffres sont cependant affectés par l'extension graduelle du Service national de l'Emploi.

*Portugal*

L'évolution globale masquait d'ailleurs des disparités très importantes entre régions et entre secteurs. Il est probable que le mauvais ajustement de l'offre à la demande de main-d'œuvre, tant sur le plan géographique que sur celui des qualifications, a entraîné une aggravation des tensions qui étaient déjà apparues dans certains secteurs dès la fin de 1969.

Les estimations relatives aux mouvements migratoires ne permettent pas d'appréhender avec précision l'ampleur de l'émigration nette. Diverses données en provenance des pays de destination, essentiellement la France, l'Allemagne fédérale et les États-Unis, indiquent que le nombre des émigrants se serait accru d'environ 66 % en 1969. En dépit du caractère soutenu de l'activité économique au Portugal, et du ralentissement conjoncturel intervenu dans certains des principaux pays d'accueil, les sorties sont restées très importantes en 1970. C'est ainsi que le nombre des travailleurs portugais introduits et placés en France par l'Office national d'immigration s'est élevé à 88 000 en 1970, soit une progression de près de 9 % par rapport à l'année précédente. Quant au nombre des travailleurs portugais employés en Allemagne fédérale, il se serait accru d'environ 50 % durant la même année. L'émigration qui jusqu'à ces dernières années était semble-t-il essentiellement le fait de travailleurs agricoles s'est désormais étendue aux travailleurs de l'industrie ainsi qu'aux ouvriers qualifiés qui sont attirés par des niveaux de salaires nettement plus élevés. Les autorités portugaises ont sensiblement assoupli leur politique au cours de ces dernières années.

Tableau 7 Estimations de l'émigration, par pays de destination

	1966	1967	1968	1969	1970
Total	106 400	95 688	92 678	153 546	178 632
<i>dont</i> : Travailleurs actifs <sup>1</sup>	61 951	43 741	39 347	97 785	..
AMÉRIQUE DU NORD	20 318	18 496	18 075	20 119	16 616
États-Unis	13 357	11 516	10 841	13 111	9 726
Canada	6 795	6 615	6 833	6 502	6 529
AMÉRIQUE DU SUD	7 641	7 618	7 395	5 728	4 723
Brésil	2 607	3 271	3 512	2 537	1 669
Vénézuéla	4 697	4 118	3 751	3 044	2 927
EUROPE	73 134	57 104	65 664	126 163	157 406
France <sup>2</sup>	59 580	52 601	58 741	110 615	135 667
Allemagne	9 686	2 042	4 886	13 279	19 775
Autres pays d'Europe	3 868	2 461	2 037	2 269	1 964
Autres zones géographiques	5 307	2 470	1 544	1 536	1 320

1 Les chiffres des émigrants actifs vers la France, inclus dans ce total, ne sont pas absolument comparables à ceux des autres pays dans la mesure où ils se rapportent aux travailleurs entrés en France et non seulement aux « Actifs engagés dans une profession » émigrés légalement. Les chiffres se référant à cette dernière catégorie pour la France, publiés par l'Institut National de la Statistique du Portugal, sont les suivants : 1966 : 73 419; 1967 : 59 415 ; 1968 : 46 515 ; 1969 : 27 234 ; 1970 : 21 962.

2 « Travailleurs étrangers introduits et placés » plus immigration familiale (statistiques françaises du Ministère du Travail).

Source : Mémoire soumis par les Autorités portugaises à l'OCDE.

En 1970, les restrictions qui étaient à l'origine d'une émigration clandestine très importante<sup>1</sup> ont été considérablement relâchées et un secrétariat à l'émigration a été créé. En 1971, un important accord de main-d'œuvre bilatéral a été passé avec la France pour régulariser les entrées de travailleurs portugais dans ce pays.

### Prix et Salaires

La hausse des prix à la consommation, nettement plus importante déjà au cours de la période 1966/68 que durant la première moitié de la décennie, avait eu tendance à s'accélérer dangereusement en 1969, mais d'après les indices officiels<sup>2</sup> les tensions inflationnistes se seraient quelque peu résorbées en 1970. Compte tenu des imperfections statistiques notoires qui affectent ces indices, la

Tableau 8 Prix et salaires  
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Prix à la consommation :						
Six principales villes <sup>1</sup>	4.5	6.5	4.4	5.8	8.3	5.3
Lisbonne	3.4	5.1	5.5	6.1	8.8	6.4
Alimentation	4.2	7.3	1.7	4.2	8.1	5.0
Autres biens et services	2.6	2.5	10.0	8.1	9.6	7.9
Habillement et chaussures	0.6	2.7	8.4	1.1	0.3	2.0
Loyers	3.3	0.9	18.2	15.6	19.5	7.2
Services divers	3.3	4.0	8.2	8.0	8.3	11.5
Prix de gros, Lisbonne	3.3	4.0	3.8	3.7	3.6	3.4
Alimentation	4.3	5.0	—	1.6	6.2	2.2
Produits manufacturés	1.9	9.2	5.9	—	0.8	—
Salaires dans l'industrie et les transports :						
Lisbonne	5.7	8.0	8.5	8.7	11.4	11.8
Porto	11.9	11.0	11.0	8.1	9.9	10.4
Salaires des ouvriers agricoles du sexe masculin	5.5	14.3	8.9	18.5	7.2	13.2
Gains des ouvriers et employés des sociétés (ensemble des activités)	..	9.1	10.7	7.1	10.8	

1 Estimations du Secrétariat fondées sur les indices des différentes villes (Lisbonne, Porto, Coimbra, Evora, Viseu, Faro) pondérés en fonction de la population de celles-ci.

Source : Boletim mensal de estatística, Instituto Nacional de Estatística et Mémoire soumis par les autorités portugaises à l'OCDE.

1 D'après des estimations effectuées par le Secrétariat national à l'Émigration, le nombre d'émigrants clandestins vers la France serait passé de 23 697 en 1968 à 114 144 en 1970, ce qui représentait environ 64 % de l'émigration totale au cours de cette année.

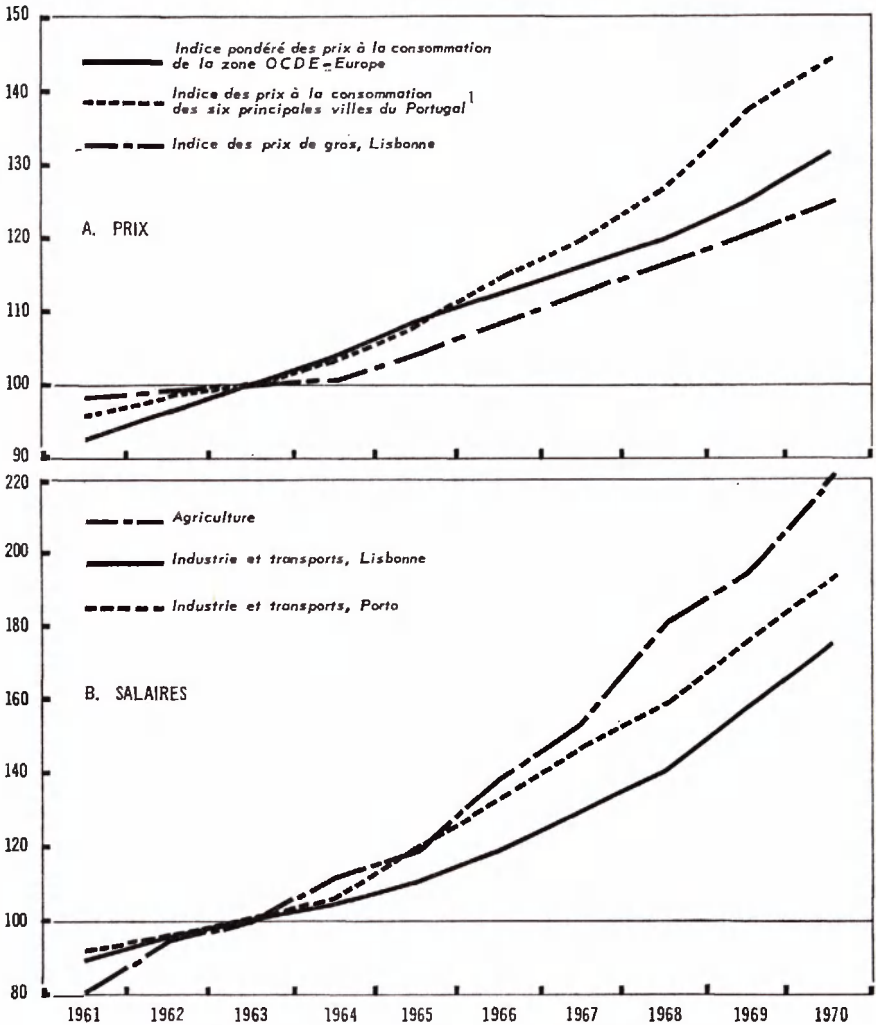
2 Un indice des prix est publié pour chacune des six principales villes (Lisbonne, Porto, Coimbra, Faro, Evora et Viseu). Tous ces indices, à l'exception de celui de la ville de Faro, sont établis sur des bases antérieures à 1960 ; le plus ancien est celui de Lisbonne qui repose sur la base de 1948-49.

décélération non négligeable qu'ils font apparaître n'est peut-être pas très représentative de la tendance sous-jacente des prix. La plupart de ces indices reposent sur une base beaucoup trop ancienne qui ne rend plus compte de la structure récente de la consommation des ménages. Il est probable, d'autre part, que les indices de Lisbonne et de Porto surestiment assez fortement la hausse des loyers car seule est retenue l'évolution qui ressort de la prise en compte des nouveaux contrats, alors que les anciens loyers restent pratiquement bloqués. Ce ralentissement était dû en partie à l'évolution plus modérée des prix des produits alimentaires, ce qui reflétait une amélioration des résultats de la production agricole. On constate en effet une accélération générale de la hausse de l'élément « Divers » de l'indice, de même qu'une progression plus rapide que l'année précédente en ce qui concerne la rubrique « Vêtements et Chaussures ». Les loyers ont accusé une hausse moins vive qu'en 1969 dans les trois principales villes, mais les indices font apparaître une accélération relativement importante pour les villes d'Evora, de Viseu et de Faro.

La fragilité de l'indice dérivé des prix du PIB ne permet pas d'établir de comparaisons internationales significatives. Si l'on s'en tient à l'évolution relative des indices de prix à la consommation, au cours de la première moitié de la décennie, la performance des prix au Portugal a été plus satisfaisante que celle de la moyenne des pays européens de l'OCDE. De 1965 à 1970, par contre, la hausse des prix a eu tendance à être nettement plus élevée qu'à l'extérieur. Il ne faut pas oublier cependant qu'en moyenne le niveau des prix au Portugal reste encore sensiblement plus faible que celui des autres pays. Divers facteurs paraissent avoir concouru à cette accélération. La hausse importante des salaires qui a entraîné une élévation sensible des coûts unitaires de production dans les secteurs où les gains de productivité ont été relativement moins rapides en particulier dans les activités de services et probablement aussi la construction ; les insuffisances de l'offre dans certains secteurs où la croissance des investissements a été particulièrement faible au cours de ces dernières années ; le renchérissement des importations de matières premières mais aussi de produits finis intervenu à partir de 1969 ; les changements dans la structure des dépenses de consommation et une certaine inadaptation de l'offre à la demande. Les rigidités structurelles, en particulier dans le domaine des circuits de distribution, ont aussi eu tendance à amplifier les tensions sur les prix. Plus récemment, l'accentuation de la pression de la demande consécutive aux augmentations de salaires et aux autres rémunérations, ainsi qu'au flux croissant des remises d'émigrants et à la forte expansion du tourisme, semblerait avoir joué un certain rôle. Au cours des cinq premiers mois de 1971, la hausse des prix a de nouveau été importante.

En 1970, l'indice des prix de gros à Lisbonne a augmenté de 3,4 % en moyenne annuelle, soit à un rythme sensiblement comparable à celui des trois années antérieures. Des mesures d'ordre fiscal semblent être à l'origine de la hausse particulièrement sensible subie par l'élément « boissons et tabacs » et de la baisse enregistrée sur les produits énergétiques. Une décélération assez marquée est intervenue en ce qui concerne les produits alimentaires. On s'accorde cependant à reconnaître que cet indice n'est pas très significatif. Il repose sur une base beaucoup trop ancienne (1948) ; il ne retrace que l'évolution des prix d'un nombre limité d'articles dans la région de Lisbonne et ne rend compte que très imparfaitement de l'évolution des prix des produits importés.

Graphique 5 Prix et salaires  
Indices, 1963 = 100



1 Voir note correspondante du tableau 8 du texte.

Sources : Boletim mensal de estatistica, Instituto nacional de Estatistica et estimations du Secrétariat.

La hausse des salaires qui s'était accélérée en 1969 dans l'industrie s'est poursuivie à un rythme rapide en 1970<sup>1</sup>. L'indice global des salaires dans l'industrie et les transports a accusé une augmentation moyenne

1 Il n'existe pas d'indice général des taux de salaires horaires ou des gains pour l'ensemble des activités non agricoles. L'Institut national de la Statistique publie un indice trimestriel des salaires dans l'industrie et les transports pour Lisbonne et Porto. Il est probable que ces

annuelle de 11,8 % pour Lisbonne et de 10,4 % pour Porto. Dans l'agriculture, la très forte augmentation des salaires de 1968 a été suivie d'une progression plus modérée en 1969 mais la hausse a été de nouveau importante en 1970 (13,2 %) et comparable à la moyenne de celles des dernières années. Divers facteurs paraissent avoir contribué à l'accentuation de la pression sur les salaires au cours de ces dernières années ; le rattrapage des hausses de prix a vraisemblablement joué un certain rôle ; en dépit d'un sous-emploi probablement encore important, l'inadaptation sur le plan des qualifications de l'offre à la demande de main-d'œuvre a entraîné le développement de tensions sectorielles. L'émigration qui était principalement le fait de travailleurs issus de l'agriculture s'est étendue progressivement aux ouvriers qualifiés ou semi-qualifiés de l'industrie, alors que parallèlement le raffermissement de la tendance de l'activité, en particulier dans les industries de biens d'équipement, se traduisait par une augmentation de la demande pour ces catégories professionnelles. Afin de résorber ces tensions nées de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, des efforts ont été entrepris par le service de formation professionnelle du Fonds de Développement de la main-d'œuvre pour intensifier la formation des travailleurs. Le service militaire obligatoire a aussi contribué à accroître la pénurie de main-d'œuvre. Les revendications salariales, à l'occasion notamment du renouvellement des conventions collectives, se sont accentuées.

#### *Commerce extérieur et Balance des Paiements*

Le déficit de la balance commerciale entre la métropole et l'extérieur (étranger et provinces d'outre-mer), déjà relativement important en 1969, se serait considérablement accru en 1970. L'accélération des importations, consécutive au raffermissement de la tendance de l'activité, paraît principalement responsable de cette évolution. D'après les statistiques du commerce extérieur, en 1970 les importations totales, à l'exclusion des transactions sur diamants, ont augmenté de près de 21 % en valeur. Les importations de produits alimentaires ont progressé à un rythme rapide ; cette évolution semblerait en partie résulter des difficultés d'ajustement de la production agricole à la modification de la structure de la consommation alimentaire. Le dynamisme des importations de matières premières et de demi-produits était lié à l'expansion soutenue de la production industrielle. La reprise des investissements productifs du secteur privé s'est aussi traduite par une croissance très soutenue des importations de biens d'équipement et en particulier des machines, appareils et matériel électriques qui ont enregistré un taux d'expansion de près de 31 % par rapport à l'année précédente. La comparaison des résultats du commerce extérieur pour les cinq premiers mois de 1971 avec ceux de la période correspondante de l'année précédente fait apparaître une décélération assez marquée des importations. Compte tenu du caractère provisoire de ces statistiques, il est difficile de dire si l'évolution qu'elles font apparaître est vraiment représentative de la tendance foncière.

---

indices sous-estiment quelque peu la hausse des salaires. Leur base est trop ancienne et ils excluent un certain nombre d'industries récentes qui ont tendance à se concentrer dans les régions de Lisbonne et de Porto. C'est dans ces industries qui connaissent des gains de productivité élevés que la progression des salaires est probablement la plus rapide. Un indice des gains est aussi publié, mais il ne couvre que les rémunérations moyennes annuelles des ouvriers et employés des sociétés.

Tableau 9 Importations par catégories de produits

	1970		1966	1967	1968	1969	1970
	En millions de dollars	Répartition en %					
Produits agricoles et alimentaires	226	14.3	16.0	13.2	-7.4	4.9	12.8
Produits minéraux	158	10.0	-1.5	16.5	9.2	10.7	29.9
Métaux communs et produits connexes	170	10.7	1.7	-5.7	3.8	19.3	37.1
Perles fines et métaux précieux	86	5.4	47.2	2.1	26.9	5.1	42.3
Matières et produits textiles	173	10.9	-9.1	-4.8	24.3	2.0	10.9
Matières plastiques artificielles, caoutchouc et produits connexes	59	3.7	12.0	6.0	10.3	25.1	15.9
Produits chimiques	124	7.8	4.6	10.1	16.8	16.9	18.8
Machines, appareils et matériel électrique	304	19.2	23.9	-3.7	10.0	8.9	30.8
Matériel de transport	166	10.5	24.7	-1.7	28.4	9.8	12.3
Autres importations	116	7.3	10.2	15.0	17.8	16.1	18.4
Total	1 582	100.0	10.7	3.6	11.2	10.1	22.1
Total à l'exclusion des importations de perles fines et métaux précieux	1 496	94.6	9.5	3.6	1.1	11.2	21.1

Source : Boletim mensal de Estatística, Instituto Nacional de Estatística.

En 1970, les exportations ont eu tendance à s'accroître nettement moins vite que les importations, et si l'on exclue les transactions sur diamants, leur taux de croissance a été sensiblement comparable à celui de l'année précédente (de l'ordre de 11,5 %). Il est probable que la diversification encore trop faible des exportations n'a pas permis au Portugal de bénéficier pleinement de l'expansion rapide du commerce mondial. Les ventes vers les provinces d'outre-mer qui représentent près d'un quart des exportations totales ont accusé un rythme de progression sensiblement moins rapide que celles à destination de l'étranger. Les exportations vers la Grande-Bretagne n'ont enregistré qu'une hausse de 8 %<sup>1</sup>, mais cette évolution était essentiellement imputable à une baisse des ventes de diamants.

On a cependant assisté à une certaine décélération des livraisons vers les autres pays de l'AELE. Les exportations vers la C.E.E. ont aussi marqué une certaine modération, principalement imputable au ralentissement de l'expansion des ventes vers l'Allemagne et à une quasi-stagnation de celles vers la France. Les exportations vers les États-Unis, pratiquement stationnaires en 1969, n'ont connu qu'une reprise extrêmement modérée. Au cours des cinq premiers mois de 1971, les exportations ont continué de s'accroître approximativement au même rythme qu'en 1970.

Ce sont surtout les exportations de produits chimiques qui en 1970 ont connu la progression la plus forte. Mais les expéditions de machines et matériel industriel se sont aussi développées de façon très satisfaisante, en particulier vers l'étranger. Les exportations de produits alimentaires se sont, par contre, ressenties de la stagnation des ventes de conserves de poissons. Il faut voir là

1 A l'exclusion des transactions sur diamants, la progression a été de plus de 22 %.



Portugal

Tableau 10 Évolution des exportations  
(a) RÉPARTITION PAR CATÉGORIES DE PRODUITS

	1970		1966	1967	1968	1969	1970
	En millions de dollars	Répartitlan en %	Pourcentage de variation annuelle				
Produits agricoles et alimentaires	198	20.8	4.3	12.9	5.6	-0.1	4.9
<i>dont</i> : Préparations et conserves de poissons	37	3.9	-9.2	0.5	-6.8	-10.6	-1.0
Vins	66	6.9	11.5	9.0	14.4	2.1	10.0
Métaux et produits minéraux	86	9.1	4.6	6.4	9.2	10.8	28.8
Perles fines et métaux précieux	49	5.2	14.5	22.7	-10.9	48.3	-20.3
Matières et produits textiles	250	26.3	10.3	22.8	10.9	9.9	6.5
Bois et liège	95	10.0	-2.3	-4.0	5.3	4.0	11.2
<i>dont</i> : Produits en liège	38	4.0	-0.6	2.5	10.2	2.7	4.3
Produits chimiques	66	6.9	9.7	4.2	-1.3	10.7	34.7
Papier, etc...	58	6.1	13.7	6.3	53.4	40.9	20.7
<i>dont</i> : Pâte à papier	47	4.9	18.8	1.2	74.2	44.4	23.4
Machines, appareils, matériel électrique et matériel de transport	79	8.3	33.7	33.9	22.8	36.8	31.9
Autres exportations	68	7.2	9.4	11.1	13.6	9.2	16.5
Total	950	100.0	7.5	13.2	8.7	11.9	11.3
Total à l'exclusion des exportations de perles fines et métaux précieux	900	94.7	7.0	12.6	10.1	9.8	12.8

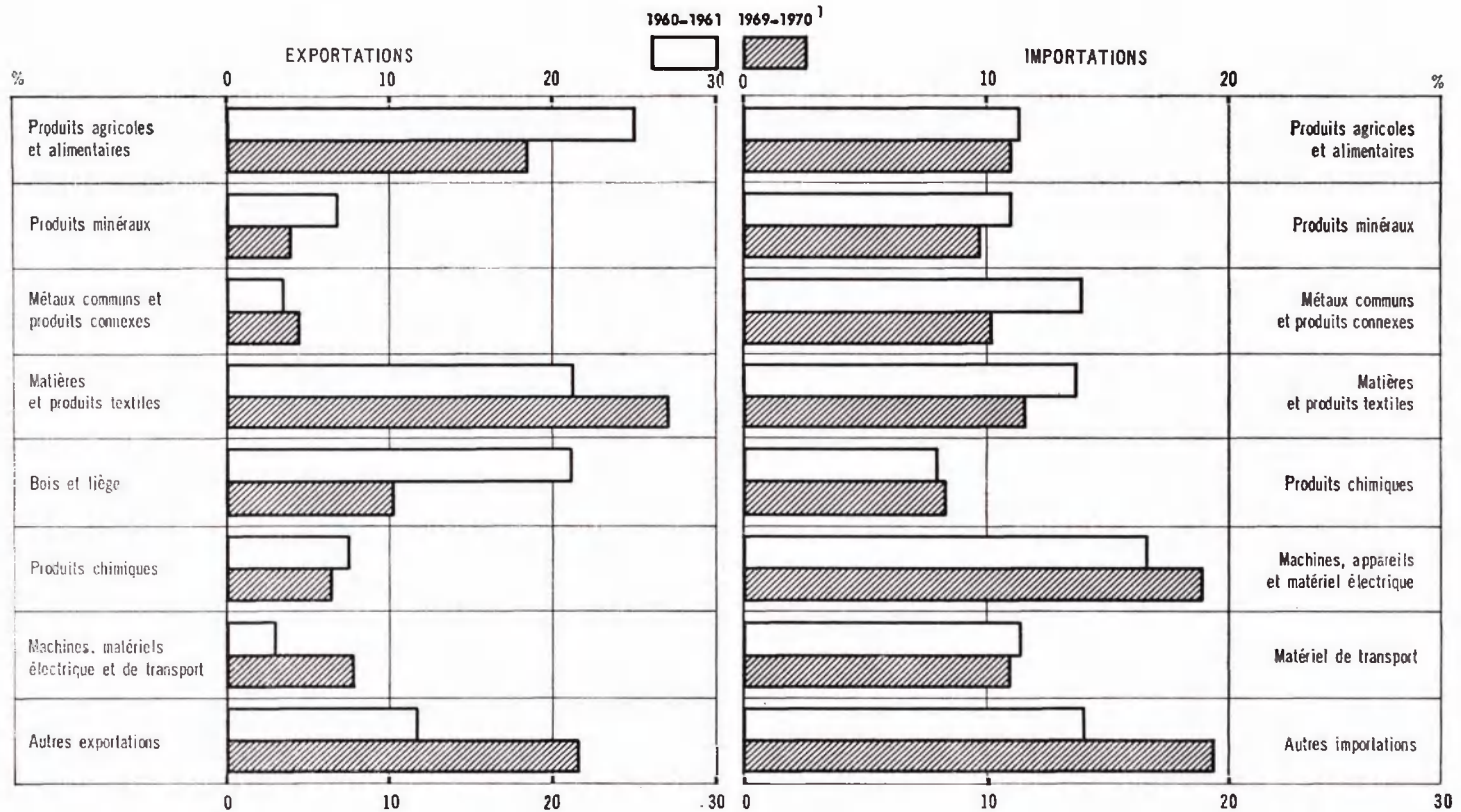
(b) RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

	Ventilation en pourcentage 1970	1966	1967	1968	1969	1970
		Pourcentage de variation annuelle				
Total	100.0	7.5	13.2	8.7	11.9	11.3
Pays de l'OCDE	67.2	8.5	13.5	8.7	16.6	10.0
ÉTATS-UNIS	8.7	15.8	-0.4	13.9	0.2	2.6
AELE	35.4	12.4	34.2	8.9	15.8	9.8
Royaume-Uni	20.4	13.8	30.2	6.5	11.8	8.0
Suède	5.3	0.6	68.8	20.7	23.2	3.5
Autres pays de l'AELE	9.7	18.8	29.4	7.8	27.1	17.8
CEE	18.3	0.8	-3.1	8.6	21.0	13.5
Allemagne	6.3	-15.3	-5.3	17.1	24.8	10.1
France	4.6	18.5	3.6	7.5	27.0	-2.6
Italie	3.1	21.3	-16.5	-0.8	29.8	31.2
Pays-Bas	2.8	-1.5	8.1	0.3	4.9	52.3
Belgique-Luxembourg	1.6	-1.3	4.6	10.1	2.9	2.6
Autres pays de l'OCDE	4.8	5.0	-5.1	-1.5	9.2	14.2
Pays non OCDE	32.8	5.6	13.2	8.6	3.2	14.1
<i>dont</i> : Zone Escudo	24.5	1.4	17.2	11.3	11.1	10.0

Source : Boletim Mensal de Estatística, Instituto Nacional de Estatística.

les conséquences des résultats médiocres des deux dernières campagnes de pêche et de l'intensification de la concurrence étrangère. C'est ainsi que la position des exportateurs portugais sur le marché allemand, qui constitue un des plus impor-

Graphique 6 Structure du commerce extérieur par catégories de produits  
En % du total



1 Chiffres provisoires.

Sources : Estatística do Comercio Externo et Boletim mensal de Estatística, Instituto Nacional de Estatística.

tants débouchés, s'est considérablement dégradée par suite de la concurrence qu'exercent des pays tels que l'Espagne et le Maroc. La décélération régulière observée depuis 1968 dans les ventes de produits textiles s'est poursuivie. Il convient de rappeler que, dans le cadre de l'accord à long terme sur le commerce des textiles de coton, certaines catégories d'exportations sont soumises à des restrictions ; les autorités cherchent à encourager les producteurs à développer la fabrication de tissus en fibres artificielles pour lesquelles les perspectives d'expansion du marché sont nettement plus favorables que pour les tissus en fibres naturelles. Les exportations de bois et de liège, pratiquement stationnaires au cours de la période 1966-1969, se sont sensiblement redressées. Quant aux exportations de diamants, elles ont connu une diminution de l'ordre de 20 %.

La performance à l'exportation du Portugal ne semble pas avoir été défavorable au cours de la dernière décennie. Les résultats des diverses méthodes de calcul utilisées permettent de penser qu'en moyenne des gains de parts de marchés de l'ordre de 1 % par an auraient été enregistrés au cours de la période<sup>1</sup>. C'est sur les marchés de l'AELE que la performance a été la plus satisfaisante tandis qu'on notait des pertes sur les marchés de la C.E.E., ce qui reflétait probablement, en partie, les effets de création et de détournement de trafic des zones douanières. Il est difficile d'estimer avec précision l'incidence de la composition par catégories de produits et celle de la structure géographique sur le rythme global de croissance des exportations portugaises<sup>2</sup> mais il semblerait que celle-ci ait été défavorable. Quelques produits traditionnels occupent une place très importante dans les exportations. C'est ainsi que les produits alimentaires, les produits textiles, le bois et le liège ont constitué en moyenne près de 70 % de l'ensemble des livraisons au cours de la période<sup>3</sup>. Or, si l'on en juge à titre indicatif par la progression des exportations de la zone de l'OCDE (voir graphique 7) l'élasticité de la demande semblerait avoir été plus faible pour ces catégories que pour l'ensemble des autres exportations. Les efforts entrepris pour diversifier la structure des échanges se sont traduits par des résultats très encourageants mais la part des produits manufacturés autres que les textiles

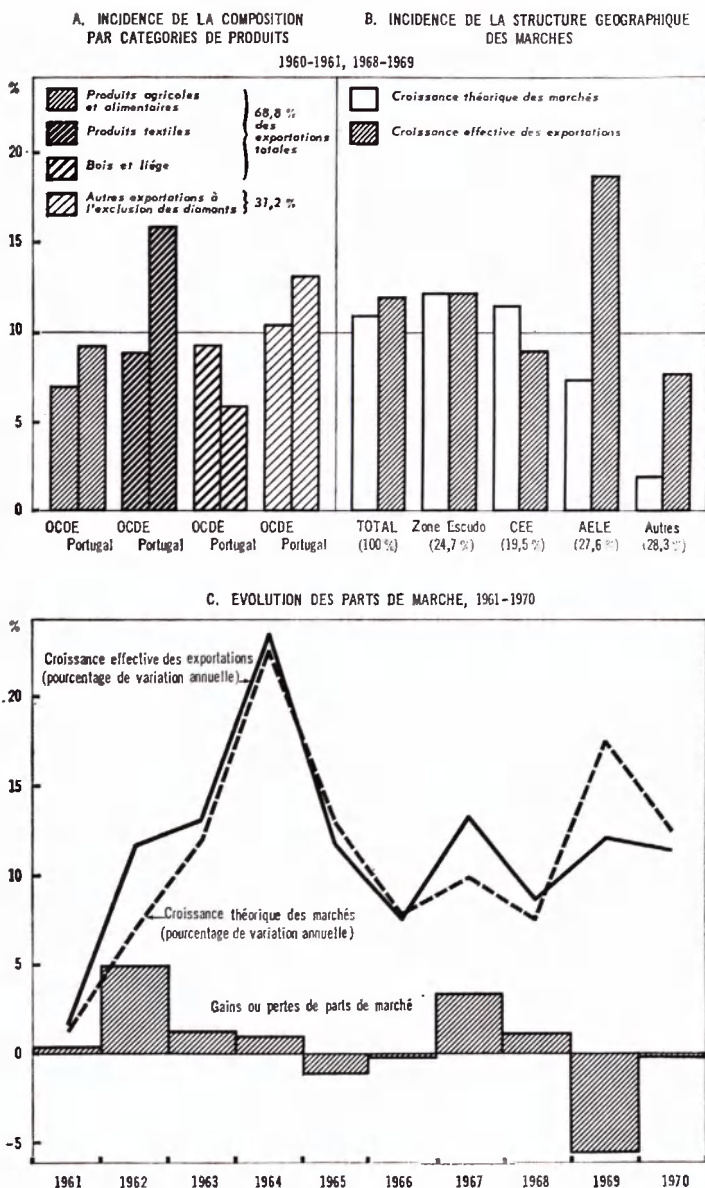
---

1 Le calcul d'une performance à l'exportation, couramment effectué par le secrétariat de l'OCDE pour les grands pays industrialisés, soulève certains problèmes d'ordre méthodologique dans le cas d'un pays en voie d'industrialisation comme le Portugal. Un tel exercice n'est en effet vraiment significatif qu'en ce qui concerne les échanges de produits manufacturés. Or ces derniers ne représentent encore qu'une faible proportion de l'ensemble des exportations portugaises et à l'exception de quelques catégories de produits tels que les textiles, leur part dans l'ensemble des exportations de l'OCDE reste minime. Idéalement le calcul devrait se faire à un niveau de désagrégation très poussé pour certaines catégories de produits. Des difficultés statistiques n'ont pas permis des travaux aussi détaillés. La méthode utilisée a consisté simplement à essayer d'apprécier la tenue de l'ensemble des exportations portugaises sur 16 marchés régionaux jugés significatifs. Les gains de parts de marchés ont été mesurés par la différence entre le pourcentage de variation des exportations portugaises et celui des marchés à l'exportation du Portugal. La croissance des marchés à l'exportation est représentée par la croissance qui serait intervenue dans les exportations portugaises si leur part dans le total des exportations de l'OCDE vers 16 marchés régionaux était restée constante par rapport à l'année précédente. Compte tenu des insuffisances mentionnées, les résultats doivent être accueillis avec une certaine prudence.

2 Des difficultés d'ordre statistique n'ont pas rendu possible le calcul d'une véritable performance croisée (tenue de chaque produit sur chaque marché géographique) qui seule aurait permis de séparer l'incidence respective de chacun de ces facteurs.

3 A l'exclusion des transactions sur diamants.

**Graphique 7 Performance à l'exportation<sup>1</sup>**  
**Pourcentage annuel moyen d'augmentation**



1 Il n'a pas été calculé de performance à l'exportation pour la zone escudo et les transactions sur diamants. La croissance théorique des marchés est donc égale à la croissance effective des exportations pour ces deux rubriques.

Sources : OCDE, Statistiques du Commerce Extérieur, Série B. ONU, Commodity Trade Statistics. Boletim Mensal de Estatística, Instituto Nacional de Estatística.

reste encore trop faible. Le développement des ventes s'est aussi ressenti de leur concentration sur certains marchés qui n'ont pas connu une croissance particulièrement rapide (AELE, pays en voie de développement). La tenue des exportations de produits textiles a, d'autre part, été affectée par les restrictions mentionnées précédemment.

Contrairement à l'évolution de l'année précédente, à en juger par les chiffres provisoires de la balance des paiements, en 1970 l'amélioration du solde des opérations invisibles courantes n'aurait pas réussi à compenser l'aggravation du déficit commercial, ce qui aurait entraîné une réduction notable de l'excédent de la balance des opérations courantes de la métropole avec l'extérieur. L'augmentation du solde positif des services et transferts privés était due essentiellement à la progression des entrées nettes au titre du tourisme et des remises de fonds des travailleurs émigrés<sup>1</sup>. La croissance très vive des importations et la hausse des taux de fret sont probablement responsables de l'élévation des dépenses nettes afférentes aux frais de transport et d'assurance. Le déficit au titre des opérations du secteur public s'est assez sensiblement aggravé, en particulier à l'égard des provinces d'outre-mer.

Au cours de la période 1966-1968, la balance des mouvements de capitaux à moyen et à long terme avec l'étranger avait enregistré un très fort excédent. Celui-ci s'était considérablement contracté en 1969, mais une légère amélioration a été constatée en 1970. Les mouvements de capitaux privés approximativement équilibrés au cours de l'année précédente ont dégagé un excédent de 47 millions de dollars. Les entrées nettes provenant des investissements directs et des placements de portefeuilles ont accusé un léger fléchissement, mais l'amélioration intervenue s'explique essentiellement par une diminution des remboursements de crédits commerciaux et des sorties moins importantes au titre de l'amortissement des prêts financiers. L'évolution des taux d'intérêt à long terme à l'étranger et au Portugal a vraisemblablement joué un certain rôle dans ces mouvements. Alors qu'en 1969 le niveau moins élevé des taux au Portugal incitait les opérateurs à emprunter moins à l'extérieur et à accélérer les remboursements, la désescalade internationale des taux en 1970 paraît avoir entraîné un renversement de la tendance. Les opérations du secteur public qui faisaient apparaître un léger excédent en 1969 se sont, par contre, soldées par un déficit de 33 millions de dollars. Les sorties nettes de capitaux privés et publiques de la métropole vers les provinces d'outre-mer sembleraient avoir légèrement diminué.

La balance des paiements consolidée de la zone escudo recense non seulement les transactions de la métropole avec l'extérieur mais encore celles des provinces d'outre-mer avec les pays n'appartenant pas à la zone escudo. Le financement des opérations de ces dernières avec l'étranger s'effectuant principalement par l'intermédiaire du système bancaire de la métropole, seule la prise

---

1 Il est probable que les statistiques de balance des paiements reflètent désormais plus fidèlement que par le passé l'évolution des transactions réelles. Depuis 1968 en effet une partie de plus en plus importante des envois de fonds des travailleurs émigrés, qui parvenaient au Portugal sous forme de billets de banque et étaient enregistrés dans les recettes touristiques, prennent la forme d'envois de chèques postaux internationaux et sont donc comptabilisés dans les transferts. En 1970, les recettes touristiques se sont accrues de 32 %, tandis que le nombre de voyageurs étrangers recensés aux frontières et celui des nuitées dans les établissements hôteliers augmentaient d'environ 20 %.

Tableau 11a Balance des paiements de la métropole  
En millions de dollars

	Avec les pays situés hors de la Zone Escudo					Avec le reste de la Zone Escudo				Balance totale				
	1967	1968	1969	Chiffres provisaires		1967	1968	1969	1970	1967	1968	1969	Chiffres provisaires	
				1969	1970								1969	1970
Exportations, fob	536	580	657	629	720	180	205	202	203	716	785	859	831	923
Importations, fob	868	963	1 046	1 003	1 219	93	111	118	138	961	1 074	1 164	1 121	1 357
Balance commerciale	-332	-383	-389	-374	-499	87	94	84	65	-245	-289	-305	-290	-434
Solde des Services	154	82	40	42	55	-12	-30	47	6	142	52	87	89	61
Voyages	187	135	93	93	124	17	17	17	18	204	152	110	110	142
Transports	-49	-42	-44	-43	-52	6	4	8	8	-43	-38	-36	-35	-44
Assurances	-3	-6	-6	-6	-7	1	1	2	1	-2	-5	-4	-4	-6
Revenu de l'investissement	-2	-6	-4	-4	—	23	27	37	31	21	21	33	33	31
Opérations du secteur public	2	-11	-3	-3	-9	-61	-83	-26	-66	-59	-94	-29	-29	-75
Divers	19	12	4	5	-1	2	4	9	14	21	16	13	14	13
Solde des transferts privés	208	263	392	392	483	61	52	25	24	269	315	417	417	507
Balance des opérations courantes	30	-38	43	60	39	136	116	156	95	166	78	199	216	134
Capitaux à long terme	118	110	6	6	14	-32	-16	-32	-16	86	94	-26	-26	-2
privés	104	93	—	—	47	-22	-6	-9	-1	82	87	-9	-9	46
publics	14	17	6	6	-33	-10	-10	-23	-15	4	7	-17	-17	-48
Capitaux à court terme et opérations non recensées	-10	-28	-67	-84	-50	-20	6	1	-3	-30	-22	-66	-83	-53
Balance des opérations non monétaires	138	44	-18	-18	3	84	106	125	76	222	150	107	107	79

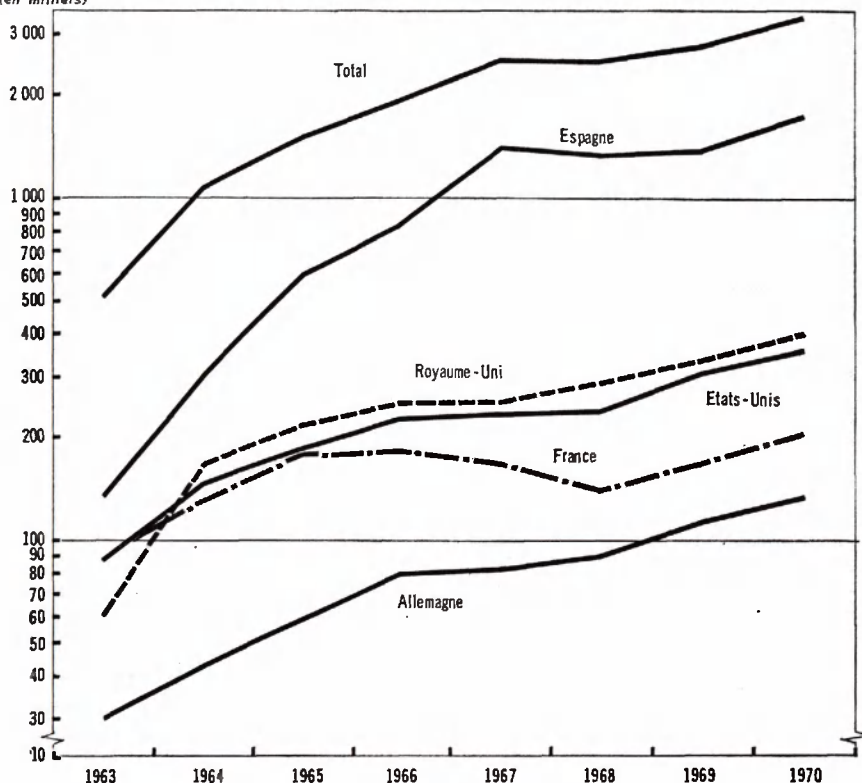
Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours exactement à la somme des composantes.

NOTE : Les opérations avec les Provinces d'outre-mer sont comptabilisées sur la base des règlements.

Sources : Mémoire soumis par le Portugal à l'OCDE ; Rapport annuel de la Banque du Portugal - 1970.

Graphique 8 Arrivées de voyageurs étrangers aux frontières  
(par pays d'origine)

Echelle semi-log.  
(en milliers)



Source : Estatísticas do Turismo, Instituto Nacional de Estatística.

en compte de la balance de la zone escudo apparaît significative pour juger de l'évolution de la situation des réserves. L'imputation des transactions non monétaires soulève toutefois un certain nombre de difficultés. Les statistiques douanières permettent de retracer l'origine des transactions commerciales mais l'existence de liens commerciaux et financiers très étroits entre la métropole et les provinces d'outre-mer rend notamment l'imputation de certaines opérations invisibles courantes et des mouvements de capitaux parfois très difficile<sup>1</sup>. Étant donné, d'autre part, que la balance de la métropole est établie dans l'optique des transactions alors que celle des provinces d'outre-mer est présentée dans l'optique des règlements, les statistiques doivent être interprétées avec une certaine prudence<sup>2</sup>.

1 Certaines grandes entreprises dont une importante partie de l'activité se situe dans les provinces d'outre-mer ont leur siège social à Lisbonne. Il en résulte que les transactions qu'elles effectuent entre les provinces d'outre-mer et l'étranger peuvent être enregistrées dans la balance des paiements de la métropole.

2 C'est ainsi que les investissements directs étrangers dans les provinces d'outre-mer ne sont recensés ni dans les importations de biens d'équipement, ni dans les mouvements de capitaux à long terme, s'ils prennent la forme d'apports de capitaux en nature.

Tableau 11b Balance des paiements de la zone escudo  
En millions de dollars

	Balance Totale					dont : Balance des provinces d'outre-mer avec les pays situés hors de la Zone Escudo <sup>1</sup>			
	1967	1968	1969	Chiffres provisoires		1967	1968	1969	1970 <sup>2</sup>
				1969	1970				
<b>Opérations courantes</b>									
Exportations	769	845	923	895	1 053	233	264	266	332
Importations	1 147	1 289	1 428	1 386	1 681	279	326	382	461
Balance commerciale	-378	-444	-505	-491	-628	-46	-62	-116	-129
Solde des services	282	224	163	164	224	129	142	123	168
Solde des transferts privés	211	265	397	397	486	3	2	5	4
Balance courante	115	45	55	70	82	86	82	12	43
<b>Opérations en capital</b>									
Capitaux à long terme	107	105	38	39	19	-11	-5	33	5
Capitaux à court terme et opérations non recensées	-12	-7	-38	-54	-14	—	-1	1	11
Balance des opérations non monétaires	210	143	55	55	87				
Institutions monétaires privées	-59	-8	-5	-5	-39				
Balance des Règlements officiels (augmentation des avoirs = +)	151	135	50	50	48				
Avoirs et engagements divers, net	10	10	19	19	2				
<b>Variation des Réserves<sup>3</sup></b>	161	145	69	69	50				
or	57	157	23	23	23				
devises convertibles	104	-12	46	46	27				
Position nette au FMI	—	—	—	—	—				

1 Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours exactement à la somme des composantes.

2 Chiffres provisoires.

3 Le Portugal ne participe pas au compte de tirage spécial du FMI.

NOTE Les opérations des Provinces d'outre-mer (Cap Vert - Guinée portugaise - S. Tomé - Iles Principe - Angola - Mozambique - Macao - Timor) sont comptabilisées sur la base des règlements.

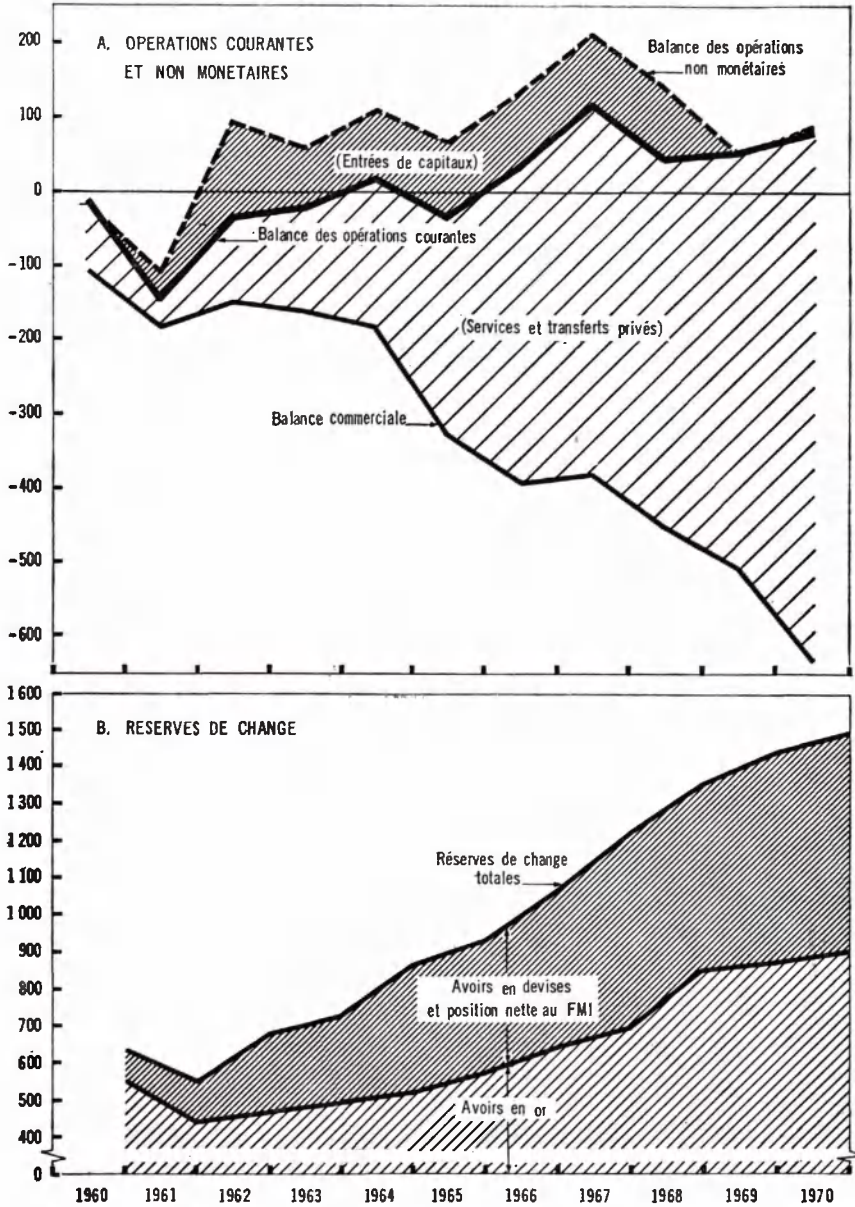
Sources : Mémoire soumis par les autorités portugaises à l'OCDE et Rapport annuel de la Banque du Portugal pour 1970.



Portugal

Graphique 9 Évolution de la balance des paiements de la zone escudo

Millions de dollars



Sources : Rapports Annuels de la Banque du Portugal et Statistiques Financières Internationales du FMI.

Malgré la détérioration de la balance des opérations courantes de la métropole avec l'étranger, l'excédent courant de la zone escudo se serait légèrement accru en 1970. Les opérations des provinces d'outre-mer avec l'étranger se sont, en effet, soldées par un surplus sensiblement plus important que l'année précédente. La dégradation constatée depuis 1968 dans les relations commerciales des provinces d'outre-mer avec l'étranger s'est poursuivie, par suite d'une accélération de la croissance des importations probablement induite par une expansion plus rapide de l'activité économique ; cette évolution a été toutefois plus que compensée par une progression assez sensible de l'excédent dégagé par les opérations invisibles courantes. Les entrées nettes de capital étranger à long terme dans les provinces d'outre-mer auraient, par contre, accusé une certaine diminution. Étant donné la baisse assez sensible des sorties nettes au titre des mouvements de capitaux à court terme, en 1970 les transactions non monétaires de la zone escudo ont fait apparaître un excédent non négligeable de l'ordre de 90 millions de dollars. Par suite d'une amélioration considérable de la position en devises étrangères du secteur bancaire, l'excédent de la balance des règlements officiels n'a, en définitive, pas dépassé celui de l'année précédente (50 millions de dollars). En décembre 1970, les réserves brutes en or et en devises de la Banque du Portugal s'élevaient à 1.488 millions de dollars, soit environ l'équivalent de onze mois d'importations. Au cours des cinq premiers mois de 1971, période saisonnièrement défavorable, les réserves brutes ont augmenté d'environ 45 millions de dollars. Il convient de noter que le Portugal ne participe pas au compte de tirage spécial du Fonds Monétaire.

## II LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Depuis 1969, les autorités s'efforcent de définir plus explicitement qu'auparavant dans les divers documents officiels et en particulier dans les lois de finances les orientations générales de la politique économique et financière. La Loi de Finances pour 1971 fait notamment apparaître la nécessité d'orienter l'action des autorités dans les domaines de la politique monétaire, de la politique budgétaire et des investissements, non seulement en fonction des impératifs de la conjoncture mais encore et à juste titre en tenant compte des objectifs à plus long terme. C'est ainsi qu'ont été présentées les orientations à suivre dans les domaines de la politique industrielle et agricole. Il convient cependant de souligner que la politique budgétaire n'a pas jusqu'ici exercé un effet expansionniste très marqué sur l'économie. D'une manière générale, la volonté de suivre une politique conjoncturelle plus dynamique et s'insérant dans le cadre d'une action à plus long terme se heurte à des obstacles considérables dont l'un des plus importants est sans aucun doute constitué par les insuffisances des statistiques qui ne permettent pas d'appréhender de façon satisfaisante la marche de l'économie.

### *Politique de la Monnaie et du Crédit*

Dans le cadre des orientations exprimées dans la Loi de Finances pour 1970, un certain nombre de mesures ont été promulguées au cours de l'année visant à améliorer la structure du crédit et à orienter l'épargne vers les investis-

sements productifs. Les mesures prises jusqu'en mai ont été décrites dans la précédente Étude annuelle<sup>1</sup> ; parmi celles qui sont intervenues par la suite, on peut signaler les amendements apportés au Statut de la Banque du Portugal en vue de les adapter aux nouvelles conditions du crédit à moyen terme sous régime spécial et du crédit à l'exportation<sup>2</sup>. Il ne semble pas que les résultats des diverses réformes mises en œuvre au cours de ces dernières années dans le domaine monétaire et financier aient encore pleinement répondu aux souhaits des autorités. Celles-ci ont manifesté leur intention de poursuivre l'effort entrepris ; c'est ainsi que les objectifs suivants ont été mentionnés dans la Loi de Finances pour 1971 : poursuite de la politique sélective visant à orienter l'épargne vers des placements à plus long terme ; amélioration des structures du marché monétaire et du marché financier ; maintien d'un degré de liquidité suffisant pour permettre la poursuite d'un rythme d'activité économique soutenu, mais absorption des liquidités excessives afin de neutraliser les tensions inflationnistes.

Diverses mesures ont été prises au début de 1971 dans le domaine de la monnaie et du crédit. Le 5 février, le taux d'escompte ordinaire de la Banque du Portugal, qui était déjà passé à 3,5 % le 25 avril 1970, a été porté à 3,75 %. Le taux de réescompte spécial, institué en 1969 pour les crédits à l'exportation, les crédits à moyen terme sous régime spécial<sup>3</sup> et certaines autres opérations spécifiques de crédit<sup>4</sup> n'a toutefois pas été modifié. Parallèlement, les plafonds des taux de rémunération des dépôts et des prêts bancaires ont été relevés de 0,25 % sauf pour les dépôts à vue ou d'un préavis inférieur à 15 jours et pour les prêts à long terme de plus de 7 ans qui pourront, sous certaines conditions, être consentis à un taux de 8 %. A la même date, le coefficient minimum des réserves obligatoires sur les engagements à vue a été ramené de 14 à 12 %. Il a, par contre été relevé pour les autres catégories de dépôts sauf pour les dépôts à terme de plus de 180 jours<sup>5</sup>. Étant donné l'importance des dépôts à vue dans la structure des engagements des banques commerciales, ces mesures se sont traduites par une augmentation de leur capacité de prêt.

1 Juillet 1970, page 32

2 Décret-loi N° 219 du 18 mai 1970.

3 Il s'agit de crédit que les banques commerciales peuvent accorder à partir de certaines ressources telles que : les dépôts à terme de plus de 180 jours, le produit des émissions d'obligations, les fonds obtenus des établissements spéciaux de crédit ou d'établissements de crédit étrangers.

4 Ces opérations de crédit concernent soit l'acquisition de biens d'équipement produits par les industries nationales ou de matières premières utilisées par ces mêmes industries, soit l'achat de biens de grande consommation.

5. Les coefficients minima des réserves obligatoires des banques ont évolué de la façon suivante depuis 1965 :

	Dates des mesures			
	18 août 1962	7 sept. 1967	3 avril 1969	5 février 1971
Dépôts à vue	15 %	14 %	14 %	12 %
Dépôts avec préavis ou d'une durée comprise entre 30 et 90 jours	10 %	9 %	9 %	10 %
Dépôts de 90 à 180 jours	} 5 %	} 6 %	} 6 %	8 %
Dépôts de 180 jours à un an				6 %

L'expansion de la masse monétaire, au sens large, (disponibilités monétaires et quasi-monétaires) qui s'était sensiblement accélérée en 1969 s'est poursuivie à un rythme nettement plus modéré en 1970. Cette modération était essentiellement imputable à une accumulation un peu moins rapide d'avoirs extérieurs mais surtout à un ralentissement de la croissance des encours de crédits bancaires. La circulation monétaire s'est accélérée quelque peu et la tendance qui s'était dessinée depuis quelques années à une transformation accélérée des dépôts à vue en dépôts à terme et avec préavis s'est accentuée, en réponse aux mesures mises en place par les autorités pour stimuler la formation de l'épargne et l'orienter vers les placements à plus long terme. Les disponibilités quasi-monétaires se sont, en effet, accrues d'environ 33 % alors que le montant des dépôts à vue ou d'un préavis inférieur à 30 jours restait pratiquement stationnaire. Le ralentissement de l'expansion des liquidités a été particulièrement sensible au cours du premier semestre de l'année.

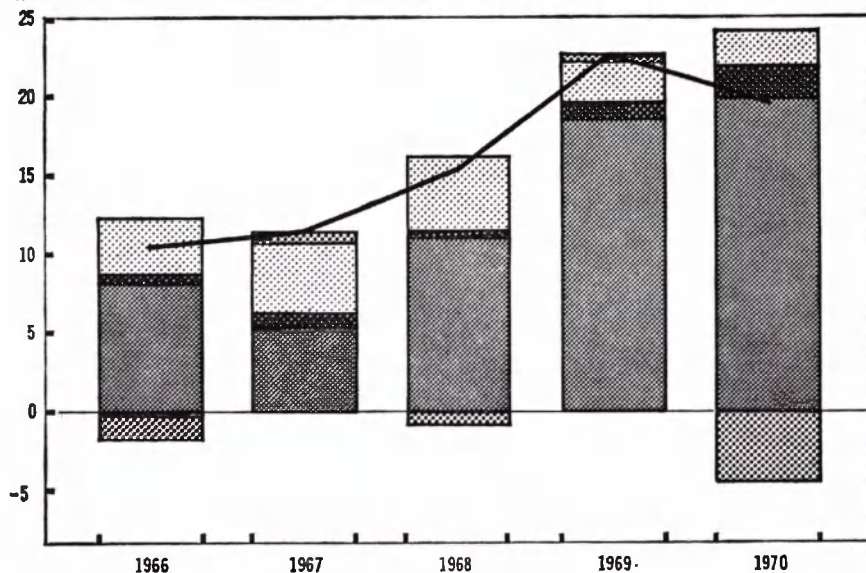
Graphique 10 Origine des mouvements intervenus dans les contreparties de la masse monétaire

VARIATIONS ANNUELLES (en milliards d'Escudos) :



Milliards d'Escudos

— Total de la masse monétaire



1 Or, devises et position nette au FMI.

2 Y compris le compte de compensation avec les pays d'outre-mer.

Source : Rapports Annuels de la Banque du Portugal.

Tableau 12 Masse monétaire et contreparties

	Encours à fin décembre 1970				1969		1970	
		1968	1969	1970	Janvier-juin	Juillet-décembre	Janvier-juin	Juillet-décembre
		<i>Pourcentage de variation annuelle</i>			<i>Pourcentage de variation au cours du semestre, au taux annuel</i>			
	<i>En millions d'escudos</i>							
TOTAL de la Masse Monétaire	173 415	13.3	17.3	12.8	10.8	24.2	3.3	23.2
Disponibilités monétaires	111 164	6.9	13.0	3.9	6.5	19.9	-9.6	19.4
Disponibilités quasi-monétaires	62 251	34.4	28.5	33.4	22.4	34.9	36.3	30.6
Avoirs extérieurs en or et devises	49 424	12.3	5.0	4.6	4.6	5.5	-8.8	20.1
Position au FMI	561	—	—	—	—	—	—	—
Crédits bancaires	125 866	14.5	21.5	18.8	16.6	26.7	13.0	24.9
Investissements de portefeuille	15 949	1.7	7.8	14.5	5.8	9.9	12.0	17.0
Compte de compensation avec les Provinces d'Outre-mer	431	—	—	—	—	—	—	—
Divers	-18 816	—	—	—	—	—	—	—

Source : Rapports annuels et Relevés trimestriels de la Banque du Portugal.

Tableau 13 Crédit bancaire

	Encours à fin décembre 1970	1968	1969	1970	1969		1970	
					Janvier-juin	Juillet-décembre	Janvier-juin	Juillet-décembre
					<i>Pourcentage de variation annuelle</i>		<i>Pourcentage de variation au cours du semestre, au taux annuel</i>	
	<i>En millions d'escudos</i>							
TOTAL DES CRÉDITS BANCAIRES <sup>1</sup>	125 866	14.5	21.5	18.8	16.6	26.7	13.0	24.9
<i>Ventilation par secteurs</i>								
Secteur privé	120 805	16.6	23.0	19.0	16.9	24.9	13.6	24.6
Secteur public	3 630	-32.1	10.7	8.6	14.6	6.9	-5.5	24.8
Divers <sup>2</sup>	1 431	—	—	—	—	—	—	—
<i>Ventilation par source de financement</i>								
Banques commerciales	89 537	16.8	23.5	14.6	20.0	27.1	12.0	17.2
CGDCP <sup>3</sup> et Caisses d'Épargne	26 064	8.1	13.4	30.1	8.3	18.8	21.8	38.9
Banque du Portugal <sup>4</sup>	10 244	0.4	37.8	30.7	8.1	75.6	-4.8	79.5
<i>Ventilation par mode de financement</i>								
Effets commerciaux en portefeuille	78 775	16.1	27.2	17.8	17.4	37.8	10.3	25.7
Prêts et autres opérations de crédit en escudos	47 091	12.3	12.9	20.6	15.3	10.5	17.7	23.5

1 A l'exclusion des opérations entre banques.

2 Compte tenu du poste d'ajustement.

3 « Caixa Geral de Depositos, Credito e Providencia ».

4 Déduction faite des crédits au secteur monétaire.

Source : Rapports annuels et Relevés trimestriels de la Banque du Portugal.

NOTE La ventilation intermédiaire du tableau (par source de financement) ne donne pas exactement le même total que les deux autres ventilations.

La progression de l'ensemble des crédits bancaires, particulièrement vive en 1969, a connu un certain ralentissement en 1970. Cette évolution était due à une décélération assez marquée de la croissance des encours de crédit des banques commerciales. Les crédits distribués par la « Caisse générale de dépôts de crédit et de prévoyance (CGDCP) » ainsi que par les Caisses d'épargne se sont, par contre, accrus à un rythme nettement plus rapide que l'année précédente (30,1 % contre 13,4 %) et les opérations de prêts à la Banque du Portugal ont continué de se développer à un rythme très soutenu. On a assisté à une croissance plus modérée du portefeuille d'escompte d'effets commerciaux mais les autres opérations de prêts (prêts garantis et comptes courants) ont augmenté d'environ 20,5 % soit un rythme sensiblement plus rapide que celui de 1969. En dépit de ce léger ralentissement, les crédits de toute nature accordés au secteur privé n'en ont pas moins encore progressé d'environ 19 % en 1970.

L'activité des banques commerciales qui s'était développée à un rythme particulièrement rapide en 1969 a connu une modération certaine en 1970. Les opérations de prêts se sont, en effet, accrues de 14,6 % contre 23 % l'année précédente. Ce ralentissement a affecté toutes les catégories de crédit mais ce sont les opérations d'escompte d'effets commerciaux qui ont continué de progresser le plus rapidement. Dans le passé, les banques commerciales avaient manifesté beaucoup plus de dynamisme que les autres institutions de crédit et leur part dans l'ensemble des dépôts détenus par le système bancaire était passée d'environ 65 % en 1960 à 77 % en 1969, ce qui s'expliquait en partie par le fait qu'elles offraient des taux d'intérêt plus élevés que les institutions de crédit concurrentes. Par suite des diverses mesures prises en 1969 et 1970 pour canaliser l'épargne vers les investissements productifs, la concurrence des autres institutions de crédit et en particulier des caisses d'épargne et de la Caisse générale s'est considérablement accrue et, de ce fait, en 1970 la part de ces dernières dans l'ensemble des dépôts détenus par le système bancaire s'est élevée au détriment de celle des banques commerciales.

La transformation rapide des dépôts à vue en dépôts à terme résultant de la politique différentielle des taux d'intérêt a entraîné une augmentation de la capacité de prêt des banques, car les exigences sur les réserves de caisse étaient nettement moins importantes pour les dépôts à terme que pour les dépôts à vue<sup>1</sup>. Les banques ne semblent toutefois pas avoir pleinement tiré profit de cette situation. Leur coefficient de liquidité (ratio des réserves de caisse effectives sur l'ensemble des engagements) qui avait fléchi régulièrement depuis 1966 s'est légèrement redressé en 1970, et l'excédent des réserves libres sur les réserves minima obligatoires, qui était tombé à 18,3 % en 1969, remontait à 30 % en 1970. Certains facteurs paraissent avoir concouru au ralentissement de l'activité des banques commerciales. Les mesures prises pour freiner l'expansion jugée excessive des crédits à la consommation se sont traduites par une décélération très marquée de la progression des encours pour cette catégorie de crédit qui représente traditionnellement une part non négligeable de l'ensemble des concours accordés par les banques (de l'ordre de 14 %). Il semblerait aussi que devant l'importance des arriérés de paiement, les banques aient hésité à accroître le financement des exportations à destination des provinces d'outre-mer. Il est

---

1 Voir note de référence (5), page 33.

vrai cependant que l'amélioration de la situation de liquidité des banques s'explique en partie par le fait qu'elles ont fait plus intensément appel que l'année précédente aux facilités de crédit de la banque centrale.

Les diverses mesures prises depuis 1969, en vue de pallier les insuffisances structurelles du marché monétaire et du marché financier et visant entre-autres à encourager le développement des prêts à moyen et long terme par les banques commerciales, sembleraient avoir produit certains résultats. La modification de la structure des dépôts s'est en effet accompagnée d'une croissance extrêmement rapide des concours à moyen et à long terme. Il convient cependant de noter que ces prêts qui se sont accrus de près de 47 % en 1970 ne représentent encore qu'une fraction extrêmement faible de l'ensemble des opérations de crédit des banques commerciales et qu'à titre de comparaison ils restaient encore légèrement inférieurs aux concours à moyen et à long terme accordés par la Banque nationale de développement.

Tableau 14 Évolution de la liquidité des banques commerciales<sup>1</sup>  
Fin de période

	1965	1966	1967	1968	1969	1970
<i>Encours en millions d'escudos</i>						
Engagements en escudos	53 690	60 700	72 836	87 004	107 913	121 849
Réserves de caisse minima	6 468	7 302	8 355	9 815	12 071	12 767
Réserves de caisse effectives	8 645	10 578	11 246	13 185	14 285	16 600
<i>En pourcentage</i>						
Excédent des réserves libres sur les réserves minima	33.7	44.9	34.6	34.3	18.3	30.0
Coefficients de liquidité <sup>2</sup> :						
ensemble des dépôts	16.1	17.4	15.4	15.2	13.2	13.6
dépôts à vue	20.0	21.7	18.8	18.8	16.6	18.2
dépôts de 30 à 90 jours	13.4	14.5	12.1	12.1	10.7	11.7
dépôts de 90 jours à 1 an	6.7	7.2	8.1	8.1		
dépôts de 180 jours à 1 an <sup>3</sup>					7.1	7.8

1 Y compris Maisons bancaires et Institutions assimilées.

2 Réserves de caisse sur engagements.

3 En avril 1969, une distinction a été introduite entre les dépôts avec préavis compris entre 90 et 180 jours et ceux avec préavis compris entre 180 jours et 1 an. En outre, le taux des réserves obligatoires, jusqu'alors identique pour les deux catégories de dépôts, a été différencié.

Source : Rapports annuels de la Banque du Portugal.

En l'absence de tableaux d'opérations financières, qui seuls permettraient de suivre l'évolution de l'ensemble des moyens de financement mis à la disposition de l'économie, on ne dispose que de données très partielles sur les sources de financement autres que celles fournies par le système bancaire. Il n'existe, en effet, que des statistiques partielles sur les opérations des fonds publics à caractère financier<sup>1</sup>. Or ces institutions dont les ressources proviennent princi-

1 Les principaux de ces fonds publics à caractère financier sont les suivants : Le Fonds de Développement de la pêche, celui du Tourisme, de l'Habitation, de la Marine Marchande, le Fonds d'Amélioration Agricole, etc...



palement de dotations budgétaires, de prêts de la Caisse générale ou d'émissions obligataires, jouent un rôle qui n'est pas négligeable dans le financement des activités de certains secteurs. Des données sont toutefois disponibles sur les opérations de la Banque de développement ; le montant des dépôts à terme drainés par cette institution s'est en effet considérablement accru depuis la réforme de 1968 qui a permis d'offrir aux déposants des taux nettement plus rémunérateurs<sup>1</sup>. L'augmentation des ressources a permis à la Banque de développement de rembourser une partie des emprunts contractés auprès du Trésor et d'accroître le volume de ses opérations qui était resté relativement modeste depuis sa création en 1960. Les activités de prêt de la Banque intéressent non seulement la métropole mais aussi les provinces d'outre-mer. Le volume global de ses concours (en majorité des prêts à moyen terme), en augmentation sensible déjà en 1969, s'est accru de près de 46 % en 1970. L'encours des crédits intéressant la Métropole a presque doublé.

En dépit des diverses mesures prises pour remédier aux insuffisances structurelles du marché financier, il ne semble pas qu'en 1970 celui-ci ait joué dans le financement de l'économie un rôle plus actif qu'au cours des années antérieures. L'écart relativement important entre les taux d'intérêt au Portugal et à l'étranger avait contribué dans le passé à entretenir des sorties de capitaux illégaux. En 1970 cependant cet écart a diminué par suite de la nouvelle réglementation intérieure et de la désescalade internationale des taux. La formation d'épargne a été abondante mais la préférence du public pour la thésaurisation et les placements liquides et quasi-liquides s'est maintenue et l'épargne disponible a continué d'être en très grande partie canalisée par le marché monétaire. Le capital net<sup>2</sup> des sociétés a augmenté sensiblement moins vite que l'année précédente surtout en ce qui concerne les sociétés anonymes. Les émissions d'actions par ces dernières au titre des augmentations de capital ont considérablement augmenté, mais ces opérations se sont effectuées en circuit fermé et n'ont fait que peu appel au marché. Le volume des obligations émises par le secteur privé a été nettement moins important qu'au cours des années précédentes bien que les taux nominaux se soient situés entre 6 et 7 %<sup>3</sup>. Le volume des émissions publiques s'est par contre élevé à 3,5 milliards d'escudos, soit une progression de plus de 20 % par rapport à 1969.

### *La politique budgétaire*

Suivant les estimations provisoires de la comptabilité nationale, l'épargne courante du secteur public (État, fonds et services autonomes, collectivités locales et Sécurité sociale) se serait considérablement accrue en 1969. On a, en effet, assisté à un ralentissement du rythme de croissance des dépenses courantes, ce qui était dû essentiellement aux opérations de l'administration centrale et en particulier à une modération de la progression des dépenses militaires et à une diminution des subventions aux entreprises. Les recettes courantes ont, par contre, continué à s'accroître rapidement. La formation brute de capital fixe a

1 Les intérêts versés sur les dépôts jouissent en outre d'un privilège d'exemption fiscale.

2 Excédent du capital des sociétés nouvellement constituées sur celui des sociétés dissoutes.

3 Au cours des années antérieures en moyenne les taux nominaux ont toujours été inférieurs à 6 %.

connu un taux de croissance relativement élevé et sensiblement comparable à celui de l'année précédente (de l'ordre de 10 %). La capacité de financement du compte consolidé des administrations publiques a cependant été en augmentation sensible passant de 0,9 milliard d'escudos en 1968 à 2,7 milliards en 1969 ce qui représentait près de 1,9 % du PNB. Le compte de l'administration centrale, qui s'était soldé par un besoin de financement de 364 millions d'escudos en 1968, aurait dégagé une capacité de financement d'environ 500 millions d'escudos. Les comptes de la Sécurité sociale et des collectivités locales se seraient aussi soldés par une capacité de financement de respectivement 1952 et 282 millions d'escudos. Bien que le secteur public ait accru très sensiblement ses prêts, contrairement aux années précédentes les opérations de trésorerie ont dégagé un excédent de 341 millions d'escudos, essentiellement imputable à l'est vrai aux opérations de la Sécurité sociale et des collectivités locales. En l'absence d'une étude approfondie qui permettrait d'apprécier l'incidence des opérations des administrations publiques sur le compte des ménages et sur celui des entreprises, il ne semble pas qu'en 1969, en dépit des intentions manifestées par les Autorités, la politique budgétaire ait exercé un effet marqué de stimulation sur l'économie.

Tableau 15 **Compte du secteur public**  
 Dans l'optique de la comptabilité nationale, concepts normalisés  
 Milliards d'escudos

	1968	1969 <sup>1</sup>	1970 <sup>2</sup>	1968	1969 <sup>1</sup>	1970 <sup>2</sup>
	Administration Centrale <sup>3</sup>			Ensemble du Secteur Public		
Recettes courantes	22.80	25.77	28.28	31.31	35.73	38.89
Impôts directs	6.48	7.64	8.63	8.15	9.40	10.47
Cotisations de Sécurité Sociale	..	..	..	5.58	6.81	7.30
Impôts indirects	14.38	16.00	17.41	15.07	16.74	18.17
Autres recettes	1.94	2.13	2.24	2.51	2.78	2.95
Dépenses courantes	21.29	22.49	25.79	27.10	28.82	32.74
Biens et Services, à titre civil	6.42	7.32	8.86	8.84	9.95	11.85
Biens et Services, à titre militaire	10.74	11.25	12.88	10.74	11.25	12.88
Transferts et subventions	2.90	2.69	2.79	6.62	6.74	7.15
Intérêts de la dette publique	1.23	1.23	1.26	0.90	0.88	0.86
Épargne courante	1.51	3.28	2.49	4.21	6.91	6.15
Transferts en capital, net	0.34	-0.26	-0.12	0.52	0.02	0.16
Investissement fixe brut	2.22	2.52	2.56	3.81	4.19	4.35
Capacité (+) ou besoin (-) de financement, net	-0.37	0.50	-0.19	0.93	2.74	1.96
Prêts, déduction faite des remboursements	-1.53	-2.02	-1.96	-1.84	-2.71	-2.67
Emprunts, déduction faite des remboursements	0.54	0.69	0.45	-0.11	0.09	0.03
Emprunts intérieurs	1.10	0.93	0.78	0.46	0.33	0.36
Emprunts extérieurs	-0.56	-0.24	-0.33	-0.56	-0.24	-0.33
Augmentation (-) ou diminution (+) de la situation de Trésorerie	1.36	0.83	1.70	1.05	-0.34	0.68
Autres variations				-0.03	0.22	

1 Estimation.

2 Prévision.

3 Compte tenu des fonds et services autonomes de l'Administration Centrale.

Source : Mémoire soumis par les autorités portugaises à l'OCDE.

Portugal

Tableau 16 Situation financière du secteur public  
Dans l'optique de la comptabilité nationale, concepts normalisés  
En millions d'escudos

	1966	1967	1968	1969 <sup>1</sup>	1970 <sup>2</sup>
<b>ADMINISTRATION CENTRALE</b>					
Épargne courante	1 338	990	1 516	3 284	2 485
Formation brute de capital fixe	-1 629	-1 826	-2 223	-2 519	-2 558
Transferts en capital, net	295	106	343	-264	-119
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	4	-730	-364	501	-192
<b>COLLECTIVITÉS LOCALES</b>					
Épargne courante	1 224	1 145	1 415	1 464	1 388
Formation brute de capital fixe	-1 326	-1 488	-1 486	-1 458	-1 529
Transferts en capital, net	240	299	167	276	272
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	138	-44	96	282	131
<b>SÉCURITÉ SOCIALE</b>					
Épargne courante	891	1 065	1 274	2 164	2 277
Formation brute de capital fixe	-497	-149	-96	-217	-262
Transferts en capital, net	4	5	9	5	5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	398	921	1 187	1 952	2 020
Capacité ou besoin de financement du compte consolidé des Administrations publique	540	147	919	2 735	1 959
1 Estimation.					
2 Prévission					
Source : Mémoire soumis par les autorités portugaises à l'OCDE.					

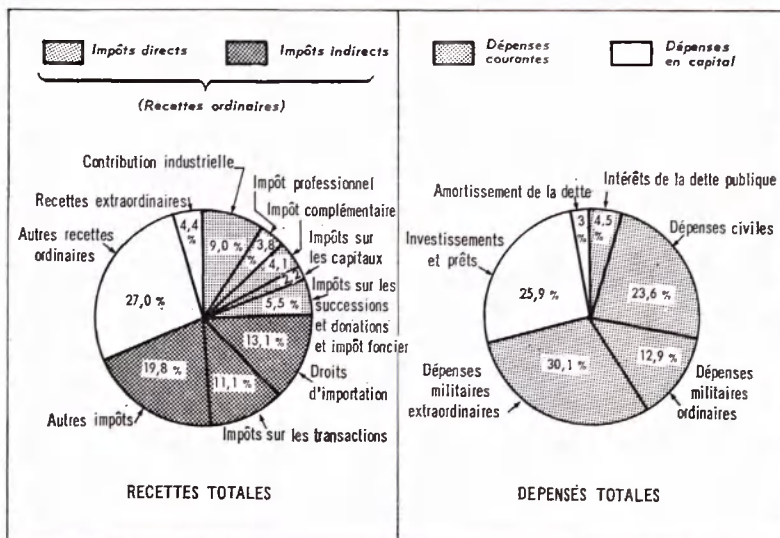
On ne dispose, pour 1970, que d'une prévision sur l'évolution des opérations des administrations publiques dans l'optique de la comptabilité nationale (voir tableau 15). Ces chiffres étant susceptibles de révisions très substantielles, il n'apparaît pas opportun, compte tenu de leur fragilité, d'essayer d'apprécier sur cette base quelle a été l'incidence des opérations des administrations publiques sur la demande et la production. Il ne semble pas cependant, si l'on en juge par les résultats de l'exécution du budget général de l'État<sup>1</sup> (à l'exclusion des fonds et services autonomes), que la politique des finances publiques soit devenue nettement plus expansionniste en 1970. Les dépenses totales (dépenses courantes et dépenses d'investissement) ont bien connu un rythme de croissance plus rapide que l'année précédente, mais ce dernier est resté sensiblement inférieur à celui des recettes totales. Les rentrées fiscales ont en effet marqué une très nette accélération ; celles de la fiscalité directe ont connu une forte augmentation par suite du paiement d'importants arriérés et du relèvement des taux d'imposition, intervenu à la fin de 1969<sup>2</sup>. La progression de plus de 22 %

1 Ces résultats font apparaître que les recettes avaient été sous-estimées d'environ 15 % dans les prévisions initiales alors que la prévision pour les dépenses a été pratiquement réalisée.

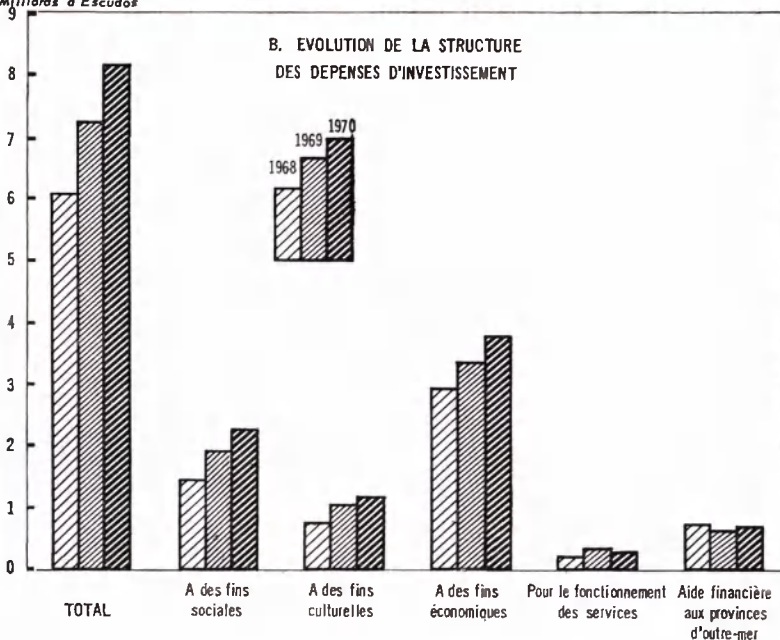
2 Voir l'Étude annuelle sur le Portugal de Juillet 1970.

Graphique 11 Structure des finances publiques

A. EXECUTION DU BUDGET DE L'ÉTAT  
(moyenne 1969-1970, répartition en pourcentage du total)



Milliards d'Escudos



Source : Ministère des Finances, Rapport sur les Comptes généraux de l'État.

**Tableau 17 Budget de l'administration centrale**  
**Budget administratif compte non tenu des fonds et services autonomes**  
*Milliards d'escudos*

	1967	1968	1969	1970	1967	1968	1969	1970	1971
	Résultats définitifs des comptes budgétaires				Prévisions initiales				
RECETTES TOTALES	20.78	22.67	25.77	31.11	16.43	18.51	19.89	24.36	27.01
Recettes ordinaires	19.90	21.83	24.63	29.73	14.96	16.91	18.50	22.03	24.52
Impôts directs	5.42	6.27	7.33	8.91	4.60	4.85	5.29	6.46	7.35
Impôts indirects	9.41	10.05	11.36	13.89	6.28	7.41	8.11	99.9	11.00
Autres recettes ordinaires	5.07	5.51	5.94	6.93	4.08	4.65	5.10	5.58	6.17
Recettes extraordinaires <sup>1</sup>	0.88	0.84	1.14	1.38	1.47	1.60	1.39	2.33	2.49
DÉPENSES COURANTES TOTALES	16.44	17.98	19.56	22.69	14.82	15.41	18.04	20.56	22.47
Dépenses civiles	5.03	5.53	6.42	7.60	5.39	5.86	6.76	8.31	9.24
Dépenses militaires ordinaires	10.23	11.16	11.83	13.70	8.32	8.73	9.73	10.55	11.53
Dépenses militaires extraordinaires	3.05	3.20	3.42	4.23	2.97	3.12	3.39	4.18	4.48
Intérêts de la dette publique	7.18	7.96	8.41	9.47	5.35	5.61	6.34	6.37	7.05
Intérêts de la dette publique	1.18	1.29	1.31	1.39	1.11	0.82	1.55	1.70	1.70
ÉPARGNE COURANTE	4.34	4.69	6.21	8.42	1.61	3.10	1.85	3.80	4.54
INVESTISSEMENT FIXE BRUT ET PRÊTS	5.54	6.08	7.28	8.13	4.38	5.56	6.39	7.29	8.61
SOLDE GLOBAL du budget (déficit = —)	-1.20	-1.39	-1.07	0.29	-2.77	-2.46	-4.54	-3.49	-4.07
Amortissement de la dette	-1.38	-1.14	-0.87	-0.92	-1.00	-1.36	-0.89	-0.94	-0.96
Opérations de Trésorerie (déficit = —)	-2.58	-2.53	-1.94	-0.63	-3.77	-3.82	-5.43	-4.43	-4.03
Emprunt intérieur	2.31	2.17	1.69	0.96	3.55	2.81	3.92	3.62	4.98
Emprunt extérieur	0.24	0.93	0.62	0.06	0.22	1.01	1.41	0.81	0.01
Utilisation des soldes antérieurs	0.13	—	0.64	0.62	—	—	0.10	—	0.04
Report sur les exercices suivants	-0.10	-0.57	-1.01	-1.01	—	—	—	—	—

1 A l'exclusion des soldes d'années économiques écoulées et de l'utilisation du produit d'emprunts de la dette publique.

Sources : Ministère des Finances, Rapport sur les Comptes généraux de l'État et Rapport sur le budget général de l'État.

des recettes provenant de la fiscalité indirecte semblerait confirmer que l'activité économique a dû être assez soutenue en 1970. L'augmentation des salaires et traitements des employés de l'État a entraîné une croissance assez forte des dépenses ordinaires (16,7 %), tandis que les investissements publics enregistraient une augmentation d'environ 12 %. Le déficit de trésorerie a donc considérablement diminué, ce qui a permis, malgré un recours nettement moins important que par le passé à l'emprunt public, une accumulation de réserves de trésorerie de près de 1 milliard d'escudos.

Seul le budget général de l'État sur une base administrative est disponible pour 1971. Celui-ci repose toujours sur l'ancien schéma de classification budgétaire des dépenses et des recettes. Le 15 juillet 1971 a été publié un décret-loi qui annonçait l'adoption à partir de 1972 d'une nouvelle classification fondée sur des critères plus économiques et fonctionnels ; celle-ci permettra entre autres de mieux apprécier l'incidence du budget sur l'activité économique. D'après les prévisions, le solde global du budget général de l'État, à l'exclusion des fonds et services autonomes, ferait apparaître un déficit légèrement plus important que celui qui avait été prévu pour l'année précédente. Les dépenses courantes devraient s'accroître à un rythme un peu moins rapide par suite d'un ralentissement assez marqué du taux d'expansion des dépenses civiles. Il est vrai qu'un important rajustement des salaires et traitements des employés de l'État était intervenu en 1970. Quant aux dépenses militaires, il est prévu qu'elles continueront d'augmenter à un rythme sensiblement comparable à celui de l'année précédente ; l'accélération assez marquée des dépenses militaires dans les provinces d'outre-mer devrait être compensée par un ralentissement de la progression des charges militaires couvertes par les dépenses ordinaires.

On s'attend à ce que les recettes totales s'accroissent nettement moins vite qu'en 1970. Ce ralentissement affecterait tout aussi bien les recettes de la fiscalité directe que celles provenant des impôts indirects. Quant aux recettes extraordinaires de source autre que l'emprunt, elles ne progresseraient qu'assez faiblement ; les variations de cette rubrique qui englobe des recettes de caractère très divers n'ont cependant pas une très grande signification. Il est prévu que l'épargne dégagée au titre des opérations courantes sera un peu plus importante qu'en 1970. Les dépenses d'investissements fixes et les opérations de prêts devraient connaître une certaine accélération, ce qui entraînerait une légère augmentation des besoins de financement de l'administration centrale. Il est probable que les recettes et les dépenses militaires extraordinaires sont encore largement sous-estimées et que l'image qui se dégagera des chiffres définitifs sera fort différente de celle que faisaient apparaître les chiffres prévisionnels<sup>1</sup>. On peut faire remarquer qu'en 1970 les opérations de trésorerie n'ont enregistré qu'un déficit effectif de 0,6 milliard d'escudos alors que les chiffres prévisionnels donnaient à penser que celui-ci s'éleverait à près de 4,5 milliards. Il est donc difficile d'estimer quelle sera l'incidence des opérations des administrations publiques sur la demande globale, les revenus et la production.

L'exécution du budget au cours des cinq premiers mois de 1971 a dégagé un excédent de 1,4 milliard d'escudos alors qu'au cours de la période corres-

---

1 Bien que les autorités portugaises aient annoncé leur intention de diminuer progressivement la « marge de sécurité » des prévisions budgétaires et qu'une réduction soit déjà intervenue dans le budget de 1970, il est prévu qu'elle n'en demeurera pas moins importante.

pondante de l'année précédente le montant des recettes totales avait été du même ordre que celui des dépenses. Cette évolution n'est cependant pas entièrement significative car en mai certains soldes non utilisés en 1970 ont été transférés aux recettes extraordinaires, alors que l'année précédente une opération comparable était intervenue en juillet.

Les modifications de la fiscalité intervenues en 1968 et 1969 visaient non seulement à simplifier des procédures administratives extrêmement lourdes mais aussi à modifier la structure du système fiscal en vue d'en faire un instrument plus adapté aux nécessités d'une politique d'industrialisation rapide et d'une croissance soutenue des investissements. Des préoccupations du même ordre paraissent avoir inspiré les mesures annoncées dans le projet de Loi de Finances pour 1971. Dans le cadre de la politique visant à stimuler les investissements, le taux général de la contribution industrielle a été ramené de 18 à 15 %, ce qui devrait se traduire, d'après les estimations officielles, par une perte de recettes de près de 0,5 milliard d'escudos. Il est vrai que celle-ci sera partiellement compensée par le relèvement des taux d'un certain nombre d'autres impôts. Le taux général de l'impôt sur les capitaux a, en effet, été relevé de 15 à 18 % et celui de l'impôt sur les dividendes de 5 à 6½ %<sup>1</sup>. D'autre part, en vue d'enrayer la spéculation immobilière et de canaliser l'épargne vers des placements plus utiles pour le développement économique, le taux de la contribution foncière urbaine est passé de 12 à 16 %<sup>2</sup>. Il est aussi prévu de réviser en 1971 le régime fiscal des plus-values car jusqu'à présent les gains en capital échappaient en très grande partie à l'impôt. Diverses modifications concernent aussi la fiscalité indirecte ; les droits de timbre ont été augmentés sur un certain nombre de transactions, les taxes sur le tabac et la bière ont été relevées et la structure de l'impôt sur les transactions a été plus diversifiée. C'est ainsi qu'on a établi une nouvelle liste intermédiaire<sup>3</sup> passible d'un taux de 12 %, et à laquelle ont été rattachés plus particulièrement les biens de consommation durables. La nouvelle affectation des produits aux diverses listes se traduit en fait par une augmentation de la charge fiscale.

Trois grandes options prioritaires sont affirmées dans la Loi de Finances pour 1971. Tout d'abord encourager et promouvoir les investissements en vue d'aboutir à une accélération du rythme de formation brute de capital fixe. Les dépenses publiques en capital se voient reconnaître à cet égard la même priorité que celles de défense nationale. Des encouragements fiscaux sont aussi concédés aux investissements privés. Le Gouvernement se réserve, d'autre part, la possibilité de favoriser la participation de l'État ou d'entreprises publiques à la création de nouvelles unités productives, ou de réaliser directement d'autres projets par l'intermédiaire du secteur public. Il est aussi reconnu que la transformation des structures des secteurs de production constitue un autre objectif fondamental de la politique économique. Compte tenu des orientations définies

---

1 Afin de ne pas accroître les difficultés que rencontrent les entreprises sur le marché obligataire et de ne pas contrarier une transformation jugée souhaitable et déjà amorcée de la structure des dépôts, les taux d'imposition sur les obligations et les dépôts à terme n'ont pas été modifiés.

2 Cette mesure n'est pas générale. Elle ne s'applique qu'aux immeubles ayant une certaine valeur matricielle ou dont les loyers établis depuis janvier 1971 dépassent un certain montant.

3 Dans le système précédent, certains produits étaient exemptés, les autres étaient passibles soit d'un taux de 7 % soit d'un taux de 20 %.

dans le domaine de la politique économique sectorielle, il est indiqué que les autorités entreprendront :

- « de stimuler la modernisation du secteur agricole, d'intensifier l'accroissement de sa production et d'améliorer les revenus qui en proviennent ;
- de rénover la structure du secteur industriel, de promouvoir l'expansion de la production et de renforcer sa capacité compétitive ;
- d'améliorer l'efficacité du secteur commercial, de réduire les coûts des circuits de distribution et de renforcer la capacité des activités exportatrices ».

Le maintien de la stabilité intérieure et extérieure de la monnaie constitue le troisième objectif mentionné dans la Loi de Finances ; une meilleure adaptation de l'offre à la demande et l'absorption des liquidités excessives devant constituer les conditions d'une croissance plus modérée des prix.

#### *Politiques industrielle et agricole*

Les structures industrielles présentent des contrastes très marqués au Portugal. Il n'y a là rien de très étonnant dans une économie en voie d'industrialisation et connaissant des changements structurels. Dans certains secteurs de nouvelles unités de production ont été installées au cours de ces dernières années. Celles-ci disposent d'un équipement moderne, sont gérées de manière rationnelle et jouissent d'une forte position concurrentielle. Dans un très grand nombre de branches, toutefois, il existe des entreprises marginales dont la survivance paraît difficilement pouvoir être assurée même dans le cadre de la politique récente de réorganisation de l'industrie, ainsi que des petites et moyennes entreprises dont les techniques utilisées, les méthodes de gestion ou de promotion des ventes, sont difficilement compatibles avec une expansion et une diversification rapides du secteur industriel. Dans divers secteurs l'offre est encore déficiente et la production éprouve certaines difficultés à s'adapter à la diversification croissante et rapide de la structure de la demande. Afin de remédier à ces insuffisances, la politique industrielle définie dans les Lois de Finances de 1970 et 1971 vise à encourager la concentration, le groupement ou la restructuration des entreprises et à obtenir une amélioration de la qualité de la production.

Dans le cadre de la nouvelle orientation de la politique industrielle il est prévu de réviser le système de contrôle assez strict des activités industrielles (« conditionnement industriel »). Le système envisagé se propose de classer les activités en trois catégories :

- (a) celle où la création de nouvelles entreprises ainsi que la modernisation et l'extension des entreprises existantes sont subordonnées à l'obtention d'une autorisation individuelle délivrée par le Secrétariat à l'Industrie (conditionnement discrétionnaire)<sup>1</sup> ;

---

<sup>1</sup> Le domaine d'application du conditionnement discrétionnaire devrait être limité aux industries de base ou à celles dont les relations intersectorielles sont très diversifiées. Il est cependant prévu que ce système pourrait continuer à être appliqué, à titre transitoire, à des secteurs qui éprouvent des difficultés particulières, si le maintien de la situation actuelle permet de les surmonter. Les entreprises qui ne seraient plus sujettes au conditionnement discrétionnaire devraient toutefois continuer à respecter un certain nombre de règles sur la structure financière et les conditions techniques de la production ; ces dernières restent à définir.



- (b) celle où les nouvelles activités ne sont soumises qu'au respect de certaines normes financières et techniques ;
- (c) celle dont les activités sont complètement libres et ne sont soumises qu'au respect de la réglementation en vigueur sur les conditions d'hygiène, de sécurité et de salubrité.

En application de cette nouvelle politique un décret-loi du 5 août 1970 a défini de nouvelles listes d'industries sujettes au conditionnement, ce qui s'est traduit par une réduction du champ d'application du contrôle et une clarification du régime afférant aux différentes industries.

Un projet de loi présenté en mars 1971 à la Chambre Corporative, complète les dispositions relatives au développement industriel déjà contenues dans les deux dernières Lois de Finances. Ces diverses mesures visent à susciter une diversification et une accélération du rythme de croissance de la production industrielle. Dans le cadre d'une politique sélective de promotion des investissements privés, des stimulants variés ont été prévus (incitations fiscales, subventions, octroi de crédit à des conditions préférentielles). Il est aussi prévu que ces encouragements seront concédés en priorité aux secteurs où se manifeste une insuffisance de l'offre par rapport à la demande ou pour lesquels existent des perspectives particulièrement favorables pour les exportations.

Il a été décidé d'améliorer la qualité de la production par l'imposition de normes de qualité et un contrôle rigoureux du respect de ces normes. L'on procède aussi actuellement à la mise en place d'un service d'aide aux investisseurs. Certaines mesures récentes indiquent que les autorités ont l'intention d'agir sur les coûts de production ; c'est ainsi que le prix du fuel a été réduit.

L'agriculture joue toujours un rôle très important dans l'économie portugaise. Bien qu'un exode très rapide ait eu lieu au cours de la dernière décennie, en 1969 ce secteur employait encore près de 30 % de la population active, ce qui constituait un des pourcentages les plus élevés des pays de l'OCDE. Sa contribution au produit intérieur brut était d'environ 19 % et les exportations de produits agricoles représentaient près d'1/5<sup>e</sup> des exportations totales. La croissance de la production au cours des années 60 a connu d'amples fluctuations mais dans l'ensemble elle a été extrêmement lente<sup>1</sup>. Plusieurs facteurs ont concouru à cette évolution. Par suite d'un faible degré de mécanisation, d'une utilisation peu abondante d'engrais et d'une formation professionnelle de la main-d'œuvre insuffisante, la productivité agricole est peu élevée. Les structures de production sont inadéquates ; dans les régions montagneuses du nord aux sols pauvres et dans certains districts du centre prédominent des exploitations de faibles dimensions très morcelées, employant une main-d'œuvre essentiellement familiale. Au sud du Tage, dans les régions de plaine, une grande proportion des terres est couverte par de grands domaines exploités par une main-d'œuvre salariée, mais le caractère par trop extensif de ces exploitations constitue un des principaux obstacles à l'expansion de la production agricole. En dépit de certaines mesures législatives intervenues dans le passé<sup>2</sup> aucune action

---

1 Les raisons de la lenteur des progrès dans le secteur agricole ont été exposées en détail dans le Rapport de l'OCDE sur le Développement de l'Agriculture en Europe méridionale (Paris, 1969) - pages 233-290.

2 Décret-loi du 23 novembre 1962 sur le régime juridique de la « colonisation ».

efficace sur les structures n'a vraiment été entreprise jusqu'ici, et même dans les zones nouvellement irriguées, la structure des exploitations n'a subi que très peu de modifications.

Dans le cadre des grandes orientations fixées par le III<sup>e</sup> Plan de Développement, diverses mesures ont été prises au cours de ces dernières années pour tenter d'améliorer les structures agraires, adapter la production à l'évolution rapide de la structure de la consommation alimentaire résultant de la croissance des revenus, développer les infrastructures et valoriser la production agricole. Des résultats encourageants ont été obtenus en ce qui concerne la production de viande, ce qui a permis une élévation des revenus agricoles et une économie substantielle de devises. Les Autorités portugaises ont entrepris de promouvoir le développement de certaines productions dont l'offre est insuffisante, en particulier celles de maïs et de graines oléagineuses pour lesquelles l'augmentation de la demande n'a pu être satisfaite que par un recours accru aux importations. Il a aussi été décidé d'accélérer l'action de reconversion des cultures pauvres destinées à l'autoconsommation et source de faibles revenus. Les terrains consacrés à ces cultures, en général des céréales, seront utilisés pour développer des productions animales et forestières pour lesquelles les perspectives de la demande tant intérieure qu'étrangère sont très favorables.

Il est aussi prévu d'intensifier la politique de valorisation de la production agricole grâce au développement des industries de transformation des produits agricoles. Celles-ci pourront bénéficier sous certaines conditions des mesures d'encouragement spécialement prévues pour les industries prioritaires. Diverses mesures ont été prises ou sont envisagées pour obtenir une rénovation et une restructuration des exploitations foncières ; c'est ainsi qu'a été créé un « Fonds spécial de restructuration foncière ». L'action des pouvoirs publics dans le domaine du remembrement consiste aussi à concéder des avantages fiscaux ou des crédits préférentiels afin d'accélérer la création d'unités de production économiquement viables. Il est aussi prévu de réviser le régime juridique de l'affermage, du métayage et de la « colonie ». Une amélioration de la productivité est attendue d'une meilleure utilisation du système d'irrigation existant et divers encouragements ont été accordés à cet effet. Un effort a été entrepris dans le domaine de la formation professionnelle. On a envisagé une réorganisation du système de crédit agricole. Les programmes d'investissement du III<sup>e</sup> Plan, établis pour la deuxième période triennale, prévoient un développement des infrastructures et en particulier l'extension du système d'irrigation, la construction de silos et la modernisation des équipements mécaniques de manutention des céréales. Dans le cadre de mesures visant à la protection de la nature il a été décidé de créer des parcs nationaux et des réserves.

### III POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

#### *Révision des objectifs du III<sup>e</sup> Plan*

Les objectifs initiaux du III<sup>e</sup> Plan de mise en valeur couvrant la période 1968-1973 ont fait l'objet d'une description détaillée dans la précédente Étude annuelle. Il avait été prévu lors de l'approbation du Plan en décembre 1967

Portugal

qu'au vu des résultats des trois premières années d'exécution les projections pourraient subir certaines révisions pour que les objectifs initiaux du Plan soient atteints. Les estimations faites dès le début de 1970 faisaient clairement apparaître que les principaux objectifs du Plan ne seraient pas atteints durant la première moitié de la période ; de nouvelles projections pour la période 1971-1973 ont donc été préparées et ont servi de base pour l'élaboration des programmes d'investissement. Il convient de noter qu'il ne s'agit pas là à proprement parler d'une révision complète du Plan et que les chiffres révisés ne sont pas strictement comparables à ceux de la comptabilité nationale.

Tableau 18 Projections révisées du III<sup>e</sup> Plan de mise en valeur  
Dépense et Production, aux prix de 1963

	Estimations du Plan	Chiffres définitifs des comptes nationaux	Tendance 1953-1966	Prévisions 1968-1973	Projections révisées 1971-1973
	1967 En milliards d'escudos		Pourcentage de variation annuelle		
Consommation privée	79.7	78.5	4.3	5.6	6.9
Consommation publique	14.2	15.6	7.5	5.7	5.7
Formation brute de capital fixe	21.0	22.9	8.5	8.5	12.8
Variation de stocks	0.9	-0.5	..	..	..
Exportations de biens et services	28.1	30.7	..	10.8	8.9
Importations de biens et services	33.1	33.2	..	7.8	9.9
Balance extérieure	-5.2	-2.5	..	..	..
Produit national brut aux prix du marché	110.5	114.0	5.2	7.0	7.5
<i>Secteur Primaire</i>	17.6	19.3	1.0	3.0	3.0
Agriculture et pêche	17.3	18.8	1.0	3.0	3.0
Industries extractives	0.4	0.5	-2.2	3.5	..
<i>Secteur Secondaire</i>	44.1	44.7	8.3	8.9	9.5
Industries manufacturières	35.5	36.2	8.2	9.0	9.5 <sup>1</sup>
Construction	5.7	5.6	8.1	8.0	8.5
Électricité	2.9	2.9	10.2	9.5	11.0
<i>Secteur Tertiaire</i>	38.8	39.7	5.0	6.3	6.7
Commerce	12.3	12.0	5.0	5.9	7.0
Transports et communications	5.6	5.8	4.8	5.7	7.9
Logement	3.5	3.5	3.7	5.2	5.4
Administration publique	6.6	7.8	7.3	5.1	5.1
Éducation	1.5	2.5	5.9	8.0	8.0
Santé	1.1		4.4	6.5	6.2
Autres Services	8.2	8.1	..	7.8	7.2
Produit intérieur brut au coût des facteurs	100.5	103.7	5.0	7.0	7.4

1 Y compris les industries extractives.

Source : III<sup>e</sup> Plan de mise en valeur, 1968-1973 et informations communiquées par les Autorités portugaises.

*Programmes annuels d'investissement*

On ne dispose pas encore des résultats définitifs sur l'exécution des programmes d'investissement du Plan en 1970, mais d'après des estimations provisoires, le degré de réalisation aurait été nettement plus élevé qu'au cours des deux années précédentes. Le taux global d'exécution aurait atteint 89 % contre respectivement 73 et 76 % en 1968 et 1969. C'est ainsi que dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche où les résultats antérieurs avaient été particulièrement défavorables 85 % des dépenses d'investissement programmées auraient été effectuées. Ce sont les programmes consacrés aux infrastructures qui auraient connu le degré de réalisation le plus élevé (énergie, transports). Ces résultats provisoires permettent d'estimer qu'au cours de la première période triennale d'exécution du Plan, près de 80 % seulement des programmes auraient été réalisés (à l'exclusion des investissements concernant les industries manufacturières et extractives). Les pourcentages les plus faibles auraient été enregistrés dans les secteurs de la pêche, de l'agriculture et du logement. Ainsi qu'on avait pu le constater au cours des deux années antérieures, les réalisations auraient encore dépassé les prévisions dans le domaine de l'amélioration rurale.

Les nouvelles options retenues pour la formation brute de capital fixe ont donné lieu à l'établissement de programmes d'investissement pour la période 1971-1973. Conformément à la pratique déjà suivie pour les précédents programmes annuels du III<sup>e</sup> Plan, les projets relatifs au secteur industriel ne comprennent que les opérations financées, en totalité ou en partie, sur fonds publics, et se réfèrent uniquement aux industries extractives. L'insuffisante préparation d'un grand nombre de projets avait, dans le passé, très souvent constitué un obstacle à leur réalisation. Étant donné les difficultés d'ordre statistique qui rendent difficile l'évaluation des investissements du secteur privé, les programmes d'investissements à réaliser dans l'industrie manufacturière ont été exclus. C'est surtout dans le domaine des infrastructures que l'effort principal doit être consenti. Les investissements prévus dans les secteurs de l'énergie, des transports et des communications recouvrent en effet plus de la moitié des projets programmés. Afin de pallier les insuffisances des circuits de distribution et de permettre une politique plus active d'intervention sur les marchés, d'importants investissements ont aussi été prévus en ce qui concerne l'installation d'abattoirs, d'entrepôts, de silos pour céréales et la création d'un « Réseau national du Froid ». Plus d'un tiers des investissements devraient être financés par le secteur public. Le rôle de ce dernier sera particulièrement important pour les investissements à caractère social dont près des trois-quarts devraient être financés sur fonds publics. Le recours au crédit extérieur devrait jouer un rôle non négligeable dans le financement des infrastructures, en particulier en ce qui concerne les transports et les communications.

Étant donné le montant des investissements programmés et réalisés au cours de la période 1968-1970, les objectifs fixés pour la deuxième période triennale impliquent la réalisation de programmes très ambitieux. Le montant global des projets envisagés (à l'exclusion des industries manufacturières et extractives) s'élève, en effet, à plus de 60 milliards d'escudos contre 38 milliards au cours de la période 1968-1970. Bien que le degré antérieur de réalisation des programmes dans les secteurs de la pêche et de l'agriculture ait été relativement

Tableau 19 Programmes d'investissements du III<sup>e</sup> Plan de mise en valeur  
Milliards d'escudos

	1968		1969		1970	1971	1968-70	1971-73
	Prévisions	Dépenses effectives	Prévisions	Dépenses effectives	Prévisions			
<b>SECTEURS D'INVESTISSEMENT</b>								
Secteurs stratégiques	9.46	10.16	9.82	..	..	..	..	11.07
Agriculture et sylviculture	2.14	1.63	2.32	1.36	1.92	2.19	6.38	6.94
Pêche	0.35	0.25	0.32	0.12	0.31	0.27	0.98	0.86
Industrie	6.23	7.77	6.27	..	0.02 <sup>1</sup>	0.03 <sup>1</sup>	..	0.12 <sup>1</sup>
Tourisme	0.74	0.51	0.91	0.74	0.34	0.43	1.99	3.15
Infrastructures	6.34	4.84	6.45	5.13	6.62	11.12	19.41	36.98
Énergie	2.54	2.05	2.62	2.11	2.59	3.29	7.75	11.19
Transports, communications, météorologie	3.80	2.79	3.83	3.02	3.97	7.43	11.61	24.66
Circuits de distribution	—	—	—	—	0.06	0.40	0.06	1.13
Investissement à caractère social	2.73	1.78	3.19	2.73	3.44	3.88	9.36	12.83
Éducation, recherche, formation professionnelle	0.84	0.54	0.90	0.83	1.00	1.02	2.74	3.64
Logement et urbanisme	1.35	0.75	1.55	1.11	1.49	1.92	4.39	5.16
Santé et Assistance	0.24	0.17	0.32	0.28	0.46	0.51	1.02	2.76
Amélioration rurale	0.30	0.32	0.42	0.51	0.49	0.43	1.21	1.27
<b>SOURCES DE FINANCEMENT</b>								
Secteur public	5.58	4.92	6.71	6.24	6.75	6.66	19.04	21.31
Particuliers et Entreprises	5.26	2.43	3.59	1.83	1.83	5.46	10.68	16.64
Institutions financières	2.90	1.37	1.78	1.73	0.85	1.93	5.53	7.06
Crédit extérieur	3.69	1.09	1.12	0.60	0.63	1.88	5.44	8.74
Autres sources	1.10	6.99	—	0.07	2.57	1.97	3.67	7.14
Total	18.53	16.80	..	..	..	..	..	..
Total, à l'exclusion des industries extractives et de transformation	12.30	9.03	13.20	10.47	12.63	17.88	38.13	60.88

1 Les dépenses prévues pour l'ensemble de l'industrie n'étant plus communiquées à partir de 1970, ces chiffres se réfèrent aux seules industries extractives et ne sont donc pas comparables avec ceux des années antérieures. De même, la ventilation par sources de financement exclut le financement du secteur industriel à partir de 1969.

Source : Mémoire soumis par les Autorités portugaises à l'OCDE.

faible, le montant des investissements prévus dans ces secteurs n'est que légèrement supérieur à celui qui avait été programmé pour les trois années antérieures, mais il est prévu que les dépenses devraient plus que doubler dans les secteurs des transports et de la santé. Le programme annuel pour 1971 reflète ces nouvelles orientations ; le montant des dépenses programmées y est en effet nettement supérieur à celui des années précédentes, en particulier dans le secteur des infrastructures. Les objectifs globaux qui ont été fixés pour l'ensemble de la période 1971-1973 supposent une très sensible accélération du rythme des dépenses d'investissement au cours des deux dernières années d'exécution du Plan. Considérant le rôle particulier dévolu au secteur public dans le financement, la réalisation de ces programmes dépendra non seulement du degré de préparation des projets mais encore et très largement de la politique budgétaire des pouvoirs publics et du respect effectif des priorités qui ont été affirmées à plusieurs reprises dans les déclarations officielles.

#### **IV PERSPECTIVES ET PROBLÈMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE**

La production non agricole s'est probablement accrue à un taux assez élevé au cours des deux dernières années, notamment sous l'impulsion appréciable provenant de l'évolution plus favorable de l'investissement. En dehors des fluctuations possibles de la production agricole, les perspectives à court terme dépendent en partie de l'état de la demande étrangère dont l'influence sur l'évolution économique au Portugal est relativement importante. Cependant, sur la base des données disponibles, il apparaît que la demande d'investissement demeure assez dynamique et on peut prévoir une augmentation sensible de la production industrielle pour 1971.

Dans l'ensemble, la politique économique actuelle est expansionniste. L'incidence globale de la politique monétaire et du crédit paraît devoir être stimulante. Contrairement à ce qu'il pourrait sembler à première vue, les récentes hausses de taux d'intérêt ne vont pas à l'encontre des mesures expansionnistes décidées au même moment, telles que la diminution des réserves obligatoires des banques. Il convient de rappeler que les taux d'intérêt officiels ont été maintenus pendant longtemps à des niveaux anormalement bas. L'escalade internationale des taux d'intérêt a probablement accentué les distorsions entre les marchés intérieurs (un volume non négligeable de transactions financières prend apparemment place en dehors du système bancaire et à des taux beaucoup plus élevés) et encouragé certaines formes de sorties de capitaux. La réduction des écarts avec les taux étrangers et les taux « parallèles » pratiqués à l'intérieur devrait permettre au système bancaire d'attirer des fonds liquides et d'accroître ainsi sa capacité de crédit.

Plus difficile à prévoir est l'incidence économique du budget en 1971. L'augmentation prévue des investissements publics, en admettant qu'ils soient à peu près réalisés, devrait exercer une influence expansionniste appréciable, mais il est impossible de dire si la ponction fiscale sera aussi forte que l'an dernier étant donné les méthodes de prévision peu réalistes encore appliquées pour estimer les recettes fiscales. Plus généralement, l'intention des autorités de

recourir plus activement à la politique conjoncturelle transparait déjà dans la formulation du budget et dans un certain élargissement du champ d'action imparti à la Banque Centrale. Mais des progrès importants dans cette direction dépendront du perfectionnement des instruments de politique économique et surtout de l'amélioration rapide et profonde des statistiques économiques.

Le cours relativement expansionniste de la politique actuelle s'inscrit dans le cadre d'un important changement d'orientation de la politique économique d'ensemble depuis la fin de 1968. Ainsi qu'il est mentionné succinctement dans la loi de finances pour 1971, la stabilité financière a été considérée, dans le passé, comme la priorité essentielle ; or, désormais on s'accorde pour reconnaître que l'accélération du développement économique est également un objectif primordial. A cet égard, on sait que la situation de la balance des paiements ne constitue pas une contrainte et qu'elle offre, au contraire, des possibilités étendues à une politique de développement dynamique. Des études antérieures de l'OCDE ont mis l'accent sur la nécessité de consacrer l'épargne nationale à des investissements intérieurs plutôt qu'à l'accroissement des réserves officielles et des avoirs financiers privés à l'étranger. La nouvelle orientation de la politique économique épouse d'ailleurs cet objectif général.

Il pourrait toutefois s'avérer difficile de réconcilier les objectifs de croissance économique et de stabilité relative des prix. Contrairement à l'évolution antérieure, les hausses de prix sont devenues importantes au cours de ces dernières années et le fait que les statistiques les plus récentes ne font apparaître aucune décélération constitue un sujet de préoccupation. La demande n'était nullement excessive durant la période examinée et c'est l'augmentation des coûts qui a manifestement été à l'origine de la hausse des prix. Dans l'ensemble, cette situation provient principalement du fait que les gains moyens de productivité ont été pendant longtemps insuffisants. Ceci était dû essentiellement à l'orientation passée de la politique économique qui était axée sur une approche statique de la stabilité financière laquelle était particulièrement inappropriée étant donné le stade de développement économique du Portugal. Lorsque le courant migratoire a atteint une ampleur importante, les hausses nominales de salaires se sont accélérées. Il devint vite évident que le changement qui affectait l'offre de main-d'œuvre privait une grande partie de la production agricole de sa base économique. Plus récemment, les salaires dans d'autres secteurs de l'économie ont commencé de subir indirectement l'influence des salaires dans certains pays hautement industrialisés. Dans ces conditions si, afin de réduire la pression sur les prix, la politique actuelle en faveur de la croissance était abandonnée, on aboutirait sûrement à un échec. L'intention des autorités d'accélérer la croissance des investissements, et qui ressort entre-autres des dotations budgétaires et de la révision en hausse des programmes d'investissement du Plan pour la période 1971-1973, doit être approuvée sans réserve. Le principal problème est celui de la réalisation effective de ces projets étant donné les délais considérables d'ordre technique et administratif que l'on a souvent observés dans le passé.

Une politique de développement appropriée devrait atténuer les tensions sur les coûts mais cela nécessitera un certain temps. Il s'ensuit que pour faire face dans l'immédiat aux problèmes de la hausse excessive des prix un recours très large à des mesures sélectives revêt une importance particulière. La politique budgétaire et la politique monétaire sont devenues, dans une certaine mesure, plus sélectives (c'est ainsi, entre-autres, qu'on a cherché à restreindre l'expansion

du crédit à la consommation et à encourager le crédit consacré à des opérations productives) et d'autres mesures dans ce sens pourraient probablement être envisagées. Des mesures qui produisent un effet rapide sur les coûts et les prix paraissent aujourd'hui particulièrement souhaitables. La décision récente de diminuer le prix des combustibles liquides en constitue un exemple ; mais des mesures beaucoup plus étendues paraissent s'imposer, telles qu'un recours plus accentué aux importations, la suspension des droits et taxes à l'importation et des diminutions temporaires d'autres impôts indirects. En ce qui concerne certains types de mesures structurelles (par exemple, l'amélioration des structures de distribution ou la rupture de situations monopolistiques), certaines actions produisant un effet relativement rapide pourraient être prises.

L'industrialisation et la réalisation d'une croissance rapide ne dépendent pas seulement d'un taux d'investissement élevé ; cet objectif nécessite, en outre, la mise en œuvre de vastes réformes structurelles et institutionnelles ainsi que cela est explicitement reconnu dans divers documents officiels. Des progrès substantiels ont déjà été accomplis dans certains domaines comme, à titre d'exemple, le fonctionnement du marché monétaire et celui du crédit à moyen terme. Dans d'autres domaines importants, par exemple celui de la formation professionnelle, l'état de préparation des mesures semble être assez avancé. A cet égard, il convient spécialement de mentionner les grandes orientations de la politique industrielle et agricole. L'agriculture n'est plus, à juste titre, considérée comme le secteur résiduel de la planification à long terme. Mais, en dépit de certains succès limités, la modernisation du secteur agricole paraît requérir des efforts encore plus importants que ceux qui sont actuellement envisagés. Le potentiel d'amélioration technique ne sera pas complètement atteint si les problèmes structurels, liés au caractère très morcelé des petites exploitations et à l'absentéisme des propriétaires de grands domaines, ne sont pas résolus. L'intention d'adapter la politique industrielle aux conditions actuelles est illustrée par la révision dans un sens libéral du système assez strict de contrôle des activités industrielles dont les modalités précises restent encore à définir. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le vrai problème n'est pas celui du degré de supervision ou d'initiative directe que l'administration peut exercer dans l'industrie. Plus que dans d'autres économies de marché, un degré raisonnable d'intervention apparaît nécessaire dans un pays en voie d'industrialisation, mais ainsi que des études antérieures de l'OCDE l'ont déjà mentionné, les méthodes d'intervention doivent être revues. Ainsi que le suggèrent nettement non seulement l'expérience des économies de marché mais encore celle des économies à planification centralisée, l'emploi de méthodes d'intervention générales qui ont des effets indirects paraît souvent plus efficace, compte tenu de l'environnement technologique et économique actuel, que des contrôles administratifs. Pour ne citer qu'un exemple, afin de stimuler les investissements, la réglementation en vigueur accorde à des secteurs industriels sélectionnés des réductions sur les droits d'importation frappant certaines catégories de matières premières et de biens d'équipement. Il est permis de se demander pourquoi en règle générale, étant donné que l'on s'est fixé un objectif d'industrialisation, tous les droits sur ces catégories d'importation ne devraient pas être suspendus.

Les objectifs de croissance économique et d'industrialisation impliquent à terme une amplification du courant d'importation, non seulement d'ailleurs pour les matières premières et les biens d'équipement. Il pourrait donc se faire



## *Portugal*

que le déficit de la balance des opérations courantes soit plus élevé pendant un certain temps que les entrées nettes de capitaux à long terme, mais le niveau des réserves de change est suffisamment important pour faire face à l'éventualité d'une telle situation. A moyen terme, les exportations pourraient aussi s'accroître rapidement pourvu qu'au niveau international les mesures protectionnistes ne s'étendent pas et que des arrangements satisfaisants soient conclus pour le commerce avec la Communauté Économique Européenne lorsque celle-ci aura été élargie. L'industrialisation devrait considérablement contribuer à la diversification et à la croissance des exportations. Il y a de bonnes raisons de penser que l'accélération de la croissance entraînera un équilibre approximatif de la balance de base à un niveau des échanges beaucoup plus élevé. Elle permettra aussi aux travailleurs portugais de trouver des possibilités d'emploi plus satisfaisantes dans leur propre pays.

**PAGE BLANCHE**

*ANNEXE STATISTIQUE*

**PAGE BLANCHE**

Tableau A **Produit national et dépense nationale**  
Millions d'escudos

59

	Chiffres définitifs						Chiffres provisoires		
	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1968	1969	1969 <sup>1</sup>
<i>Aux prix courants</i>									
Dépenses des consommateurs	66 400	70 800	78 625	87 314	92 662	107 336	103 206	116 578	119 235
Dépenses courantes de l'État	11 212	12 128	13 198	14 647	17 669	19 194	19 180	21 203	21 203
Formation brute de capital fixe	15 951	16 587	18 543	22 331	26 498	27 190	27 707	30 306	30 306
Variation des stocks	-247	1 018	1 567	-1 703	-405	22	4	393	393
DÉPENSE INTÉRIEURE	93 316	100 533	111 933	122 589	136 424	153 742	150 097	168 480	171 137
Exportations de biens et services (y compris le revenu des facteurs en provenance du reste du monde)	16 681	25 005	29 237	32 144	36 370	37 149	36 416	40 145	40 145
Importations de biens et services (y compris le revenu des facteurs versés au reste du monde)	21 606	28 970	33 967	36 922	39 329	43 955	40 763	46 406	46 406
PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	88 391	96 568	107 203	117 811	133 465	146 936	145 750	162 219	164 876
Moins : Revenus nets en provenance du reste du monde	-136	519	663	324	592	609	609	935	935
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	88 527	96 049	106 540	117 487	132 873	146 327	145 141	161 284	163 941
Moins : Impôts indirects, nets de subventions	6 989	7 713	8 601	9 675	11 724	13 010	13 024	14 960	14 960
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS	81 538	88 336	97 939	107 812	121 149	133 317	132 117	146 324	148 981
<i>Aux prix de 1963</i>									
Dépenses des consommateurs	66 400	68 809	73 317	76 303	78 539	87 998	83 693	89 848	91 692
Dépenses courantes de l'État	11 212	11 977	12 861	13 709	15 580	16 584	16 509	17 456	17 456
Formation brute de capital fixe	15 951	16 671	18 417	21 619	22 872	23 078	23 538	25 113	25 113
Variation des stocks	-247	1 034	1 499	-1 774	-455	171	567	382	382
DÉPENSE INTÉRIEURE	93 316	98 491	106 094	109 857	116 536	127 831	124 307	132 799	134 643
Exportations de biens et services (y compris le revenu des facteurs en provenance du reste du monde)	16 681	24 183	27 325	28 598	30 666	29 530	29 203	29 324	29 324
Importations de biens et services (y compris le revenu des facteurs versés au reste du monde)	21 606	28 017	31 745	32 849	33 161	34 940	32 689	33 898	33 898
PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	88 391	94 657	101 674	105 606	114 041	122 421	120 821	128 225	130 069
Moins : Revenus nets en provenance du reste du monde	-136	502	620	288	500	484	488	683	683
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	88 527	94 155	101 054	105 318	113 541	121 937	120 333	127 542	129 386
Moins : Impôts indirects, nets de subventions	6 989	7 459	8 038	8 610	9 885	10 342	10 353	10 927	10 927
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS	81 538	86 696	93 016	96 708	103 656	111 595	109 980	116 615	118 459

1 Y compris impôts directs.

Source : Mémoire statistique soumis par les Autorités portugaises à l'OCDE.

Tableau B Produit intérieur brut au coût des facteurs, par branches d'activité  
Millions d'escudos

	Chiffres définitifs						Chiffres provisoires		
	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1968	1969	1969 <sup>1</sup>
<i>Aux prix courants</i>									
Agriculture, sylviculture et pêche	18 234	18 313	20 873	21 319	24 197	24 835	24 775	26 051	26 051
Industries extractives	434	584	527	693	751	894	769	843	843
Industries manufacturières	24 805	28 821	32 777	36 457	40 797	47 192	45 976	51 786	51 786
Électricité, gaz et eau	2 053	2 237	2 382	2 563	2 973	3 152	3 144	3 134	3 492
Construction	4 404	4 470	5 016	6 402	6 591	7 055	6 925	7 425	7 425
Transports et communications	4 663	4 928	5 240	6 033	6 714	7 376	7 847	8 547	8 845
Commerce de gros et de détail	9 572	10 646	11 302	12 355	14 261	16 119	15 947	18 748	19 995
Banques, assurances et affaires immobilières	2 054	2 230	2 543	2 852	3 241	3 673	3 851	4 566	5 015
Propriétés immobilières	2 972	3 111	3 444	3 745	3 892	3 915	4 008	4 513	4 513
Administration publique et défense	5 718	5 969	6 243	6 999	8 452	8 967	8 910	9 331	9 331
Services divers	6 629	7 027	7 592	8 394	9 280	10 139	9 965	11 380	11 685
<b>PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS</b>	<b>81 538</b>	<b>88 336</b>	<b>97 939</b>	<b>107 812</b>	<b>121 149</b>	<b>133 317</b>	<b>132 117</b>	<b>146 324</b>	<b>148 981</b>
<i>Aux prix de 1963</i>									
Agriculture, sylviculture et pêche	18 234	17 694	18 802	16 986	18 795	19 402	19 176	18 779	18 779
Industries extractives	434	441	449	463	505	537	518	512	512
Industries manufacturières	24 805	28 587	31 510	33 679	36 243	40 408	39 342	42 893	42 893
Électricité, gaz et eau	2 053	2 283	2 449	2 650	2 862	3 120	3 120	3 435	3 627
Construction	4 404	4 474	5 054	6 320	5 582	5 952	5 844	6 145	6 145
Transports et communications	4 663	4 832	5 138	5 312	5 750	6 209	6 256	6 759	6 950
Commerce de gros et de détail	9 572	10 295	10 561	10 994	12 025	12 813	12 676	13 706	14 617
Banques, assurances et affaires immobilières	2 054	2 157	2 377	2 536	2 732	2 920	3 062	3 342	3 670
Propriétés immobilières	2 972	3 101	3 235	3 389	3 533	3 720	3 714	3 940	3 940
Administration publique et défense	5 718	5 969	6 243	6 808	7 804	8 325	8 238	8 576	8 576
Services divers	6 629	6 863	7 198	7 571	7 825	8 189	8 034	8 528	8 750
<b>PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS</b>	<b>81 538</b>	<b>86 695</b>	<b>93 016</b>	<b>96 708</b>	<b>103 656</b>	<b>111 595</b>	<b>109 980</b>	<b>116 615</b>	<b>118 459</b>

1 Y compris impôts directs.

Source : Mémorandum statistique soumis par les Autorités portugaises à l'OCDE.



Tableau D Production agricole

	Unité	Moyenne 1953- 1962	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Céréales	100 tonnes								
Blé	—	6 332	4 719	6 123	3 120	6 372	7 475	4 536	5 398
Seigle, orge et avoine	—	3 547	2 805	3 799	2 569	3 591	4 222	3 011	2 833
Mais	—	4 760	5 965	4 586	5 647	5 768	5 479	5 526	5 814
Riz	—	1 613	1 814	1 388	1 540	1 460	1 490	1 758	1 980
Pommes de terre et légumineuses									
Pommes de terre	—	10 540	11 434	8 880	9 233	12 957	10 831	11 264	12 200
Fèves, haricots et pois chiches	—	1 081	1 182	937	1 054	1 165	1 123	1 006	1 004
Vin	1 000 hl	10 745	13 595	14 749	8 928	9 740	11 690	8 081	11 328
Huile d'olive	—	918	450	788	414	879	581	790	687
Bétail abattu	tonnes	88 642	90 720	110 245	122 666	102 119	127 098	155 929	156 319
Bovins	—	38 766	42 594	57 566	61 063	50 319	58 535	79 908	88 851
Ovins et caprins	—	11 509	11 269	11 516	12 107	12 257	14 331	14 174	14 947
Porcs	—	38 367	36 857	41 163	49 496	39 543	54 232	61 847	52 321
Lait	1 000 l		465 285	501 734	488 247	483 973	529 115	572 977	591 593
Beurre	tonnes		2 124	1 975	1 515	1 472	2 121	2 169	1 996
Fromage	—		19 196	23 020	21 712	22 281	20 778	22 030	22 470
Pêche débarquée	—	312 870	417 074	404 596	360 875	400 484	355 794	319 051	335 954
<i>dont</i> : Sardines	—	120 044	163 294	137 762	124 830	114 696	79 526	64 103	65 993
Morue	—	69 388	75 920	71 280	71 217	97 312	79 413	62 699	66 541

Sources : Rapports annuels de la Banque du Portugal; Instituto Nacional de Estatística, Statistiques agricoles et alimentaires.



**Tableau E Production industrielle**  
Indices corrigés des variations saisonnières, 1963 = 100

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
<b>INDICES MENSUELS</b>										
Janvier	94.0	98.6	95.6	105.3	111.2	119.4	115.7	120.1	134.5	143.1
Février	93.8	98.4	97.7	100.7	115.2	120.6	114.1	121.4	136.9	143.2
Mars	99.9	93.8	98.3	102.2	111.5	125.4	115.2	123.2	134.7	142.7
Avril	98.4	92.4	98.2	105.2	114.0	126.5	116.1	120.5	132.0	148.3
Mai	97.3	95.3	100.5	106.5	113.3	123.6	111.9	125.4	134.1	137.6
Juin	96.0	100.0	97.1	111.6	110.4	118.9	125.3	120.6	136.9	151.4
Juillet	95.3	97.4	97.8	111.6	115.0	118.5	117.2	124.2	131.6	146.2
Août	91.8	98.8	99.1	108.3	114.4	121.5	119.3	125.7	134.5	138.0
Septembre	95.7	96.8	102.8	108.6	113.5	115.2	119.1	128.0	139.5	139.4
Octobre	96.7	93.7	102.1	111.1	113.9	115.3	122.9	126.9	139.7	135.6
Novembre	94.3	98.0	102.7	115.4	115.1	117.0	123.1	126.4	137.4	151.9
Décembre	95.1	94.8	108.8	113.1	123.5	116.6	116.5	132.6	138.1	138.6
<b>MOYENNE ANNUELLE<sup>1</sup></b>	<b>95.5</b>	<b>96.4</b>	<b>100.0</b>	<b>108.6</b>	<b>114.2</b>	<b>119.7</b>	<b>117.8</b>	<b>124.9</b>	<b>135.8</b>	<b>142.9</b>
<b>INDICES ANNUELS<sup>2</sup></b>	<b>87.6</b>	<b>92.4</b>	<b>100.0</b>	<b>111.7</b>	<b>118.6</b>	<b>126.9</b>	<b>133.8</b>	<b>147.6</b>	<b>162.8</b>	

1 Moyenne annuelle obtenue à partir des indices non corrigés des variations saisonnières.

2 Les indices annuels couvrent un champ beaucoup plus étendu que les indices mensuels.

Sources : OCDE : Production industrielle et Principaux indicateurs économiques.

Tableau F Prix et salaires  
Indices 1963 = 100

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
<b>Prix à la consommation</b>									
Lisbonne	98.1	100.0	103.4	107.0	112.4	118.6	125.8	136.9	145.6
Porto	98.2	100.0	103.4	107.9	115.7	120.8	128.2	141.2	146.9
Coïmbra	98.6	100.0	102.3	105.5	111.7	114.4	121.0	130.8	135.8
Evora	96.1	100.0	103.7	106.5	112.8	118.1	123.2	130.1	139.1
Viséu	98.6	100.0	101.8	106.8	114.3	118.0	123.2	128.9	137.1
Faro	100.2	100.0	102.1	115.1	127.5	133.1	140.6	149.9	156.9
<b>Prix de gros (Lisbonne)</b>	99.2	100.0	100.8	104.2	108.3	112.5	116.7	120.8	125.0
Produits manufacturés	102.8	100.0	100.9	102.8	111.2	117.8	117.8	118.7	118.7
Alimentation	96.4	100.0	102.7	107.1	112.5	112.5	115.2	121.4	124.1
<b>Salaires dans l'agriculture</b>	94.9	100.0	113.7	120.0	139.7	153.4	181.8	195.7	221.5
<b>Salaires dans l'industrie</b>									
Lisbonne	95.1	100.0	104.6	110.6	119.5	129.6	140.9	157.0	175.6
Porto	96.2	100.0	107.1	119.9	133.0	147.7	159.6	175.4	193.8

Source : Rapports annuels de la Banque du Portugal.

Tableau G Opérations des Administrations publiques  
Base comptabilité nationale, concepts normalisés  
En millions d'escudos

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 <sup>1</sup>
<b>ADMINISTRATION CENTRALE</b>									
<b>Recettes courantes</b>	10.51	11.72	12.34	13.43	16.13	17.49	20.05	22.80	25.77
Impôts et transferts courants en provenance des autres agents économiques	10.12	11.36	11.94	12.73	15.46	16.78	19.03	21.73	24.80

	Revenu de la propriété et de l'entreprise	0.39	0.36	0.40	0.70	0.67	0.71	1.02	1.07	0.97
	Dépenses courantes	10.86	11.79	12.19	13.11	14.81	16.15	19.06	21.29	22.49
	Biens et services	8.84	9.72	10.05	10.87	11.85	13.06	15.67	17.16	18.57
	Transferts courants au profit des autres agents économiques	2.02	2.07	2.14	2.24	2.96	3.09	3.39	4.13	3.92
	ÉPARGNE NETTE	-0.35	-0.07	0.15	0.32	1.32	1.34	0.99	1.51	3.28
	Transferts nets en capital au profit des autres agents économiques (—)	0.24	1.41	0.34	-0.04	0.07	0.30	0.11	0.34	-0.26
	Formation brute de capital fixe	0.97	1.37	1.88	1.92	1.70	1.63	1.83	2.22	2.52
	EMPRUNTS NETS (—) OU PRÊTS NETS	-1.08	-0.03	-1.39	-1.64	-0.31	0.01	-0.73	-0.37	0.50
	Prêts	+1.85	+3.10	+1.18	+1.80	+0.99	+1.23	+1.71	+1.54	+2.02
	Emprunts intérieurs	-2.02	-1.81	-1.50	-1.63	-2.14	-1.62	-1.28	-1.10	-0.93
	Emprunts extérieurs	+0.04	-1.66	-0.58	-1.95	-0.52	-0.47	+0.10	+0.56	+0.24
	Augmentation (+) diminution (—) de la situation de Trésorerie	-0.94	+0.35	-0.49	+0.14	+1.36	+0.86	-1.27	-1.36	-0.83
	COMPTE CONSOLIDÉ DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES									
	Recettes courantes	14.12	15.78	16.85	18.48	21.83	24.39	27.57	31.31	35.73
	Impôts et transferts courants en provenance des autres agents économiques	13.39	15.02	16.02	17.32	20.64	23.12	25.93	29.56	33.94
	Revenu de la propriété et de l'entreprise	0.74	0.76	0.83	1.17	1.18	1.26	1.63	1.75	1.79
	Dépenses courantes	13.49	14.69	15.45	16.81	19.00	20.93	24.37	27.10	28.82
	Biens et services	9.85	10.80	11.21	12.13	13.20	14.65	17.67	19.58	21.20
	Transferts courants au profit des autres agents économiques	3.64	3.89	4.23	4.68	5.81	6.29	6.70	7.52	7.61
	ÉPARGNE NETTE	0.63	1.09	1.40	1.67	2.83	3.46	3.20	4.21	6.91
	Transferts nets en capital en provenance des autres agents économiques	0.50	1.66	0.58	0.30	0.41	0.54	0.41	0.52	0.02
	Formation brute de capital fixe	1.85	2.28	3.11	3.06	2.94	3.45	3.46	3.81	4.19
	EMPRUNTS NETS (—) OU PRÊTS NETS	-0.72	0.47	-1.13	-1.09	0.30	0.55	0.15	0.93	2.74
	Prêts	+2.01	+3.64	+1.24	+2.18	+1.39	+2.01	+2.05	+1.84	+2.71
	Emprunts intérieurs	-1.29	-1.35	-0.79	-1.19	-1.43	-0.86	-0.57	-0.46	-0.33
	Emprunts extérieurs	+0.04	-1.66	-0.58	-1.95	-0.52	-0.47	+0.10	+0.56	+0.24
	Augmentation (+) ou diminution (—) de la situation de Trésorerie	-1.47	-0.15	-1.01	-0.13	+0.85	-0.14	-1.43	-1.02	+0.12

I Estimation.

Source : Estatísticas das Finanças Públicas, Instituto Nacional de Estatística, 1969.

Tableau H Masse monétaire et contreparties  
Fin de période, en millions d'escudos

	1965	1966	1967	1968	1969	1970
TOTAL DE LA MASSE MONÉTAIRE	93 506	104 053	115 588	130 980	153 670	173 415
Disponibilités monétaires	74 181	82 839	88 583	94 673	107 014	111 164
— Billets et monnaie en circulation	22 095	23 519	24 296	25 337	26 669	29 711
— Dépôts à vue	52 086	59 320	64 287	69 336	80 345	81 453
Disponibilités quasi-monétaires	19 325	21 214	27 005	36 307	46 656	62 251
CONTREPARTIES						
Avoirs extérieurs	32 074	35 442	40 037	44 961	47 230	49 424
Position nette au FMI	449	561	561	561	561	561
Crédits bancaires	62 475	70 815	76 108	87 175	105 933	125 866
Investissements de portefeuille	11 237	11 703	12 701	12 918	13 927	15 949
Compte de compensation avec les Provinces d'Outre-Mer	441	326	357	445	477	431
Divers	-13 170	-14 794	-14 176	-15 080	-14 458	-18 816

Source : Rapports annuels de la Banque du Portugal.

**Tableau I Ventilation des crédits bancaires**  
Fin de période, en millions d'escudos

	1965	1966	1967	1968	1969				1970			
					I	II	III	IV	I	II	III	IV
<b>SECTEUR DE FINANCEMENT</b>												
Secteur privé	57 610	66 564	70 800	82 587	83 477	89 282	93 545	101 550	102 772	108 223	112 923	120 805
Secteur public	3 675	3 103	4 446	3 020	2 916	3 233	3 436	3 342	3 213	3 249	3 170	3 630
Divers <sup>1</sup>	1 190	1 148	862	1 568	1 528	1 609	874	1 041	1 024	1 156	1 314	1 431
<b>SOURCE DE FINANCEMENT</b>												
Banques commerciales	41 922	48 725	54 164	63 267	63 977	69 308	71 856	78 136	79 185	82 713	84 638	89 537
CGDCP <sup>2</sup> et caisses d'épargne	13 972	15 629	16 334	17 658	17 920	18 375	19 189	20 030	20 697	22 111	23 849	26 064
Banque du Portugal <sup>3</sup>	6 281	6 200	5 666	5 688	5 564	5 915	6 948	7 839	7 083	7 647	8 999	10 244
<b>MODE DE FINANCEMENT</b>												
Effets commerciaux en portefeuille	37 482	40 597	45 315	52 595	52 944	56 985	60 094	66 889	67 116	70 261	72 086	78 775
Prêts et autres opérations de crédit (en escudos)	24 993	30 218	30 793	34 580	34 977	37 139	37 761	39 044	39 893	42 367	45 321	47 091
<b>TOTAL</b>	<b>62 475</b>	<b>70 815</b>	<b>76 108</b>	<b>87 175</b>	<b>87 921</b>	<b>94 124</b>	<b>97 855</b>	<b>105 933</b>	<b>107 009</b>	<b>112 628</b>	<b>117 407</b>	<b>125 866</b>

NOTE La ventilation intermédiaire du tableau (par source de financement) ne donne pas exactement le même total que les deux autres ventilations.

1 Compte tenu du poste d'ajustement.

2 Caisse générale de Dépôts, de Crédit et de Prévoyance.

3 Déduction faite des crédits au secteur monétaire.

Source : Rapports annuels de la Banque du Portugal et Relevés trimestriels.

Tableau J Émissions de valeurs mobilières  
Millions d'escudos

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
<b>A. ACTIONS</b>							
Émissions brutes, total	1 702	3 155	5 905	4 657	3 404	3 542	4 702
Sociétés privées non financières	1 396	2 314	5 668	4 066	3 031	2 909	3 392
Institutions financières	306	841	237	591	373	633	1 310
<b>B. OBLIGATIONS</b>							
Émissions brutes, total	1 770	1 691	1 075	1 072	1 805	1 122	1 673
Émissions nettes, total	1 635	1 579	751	521	840	313	700
Administration centrale	1 335	1 459	766	150	328	49	351
Administrations locales	—	—	—	—	—	—	200
Sociétés publiques non financières	—	—	26	32	110	—	125
Sociétés privées non financières	318	127	-63	308	378	324	59
Institutions financières	-18	-7	22	31	24	-60	-35
<b>C. CERTIFICATS DE DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE</b>	418	470	370	133	128	35	450
<i>Pour mémoire :</i>							
Émissions nettes des sociétés d'investissement ouvertes	—	—	166	297	-56	-46	52
Émissions brutes internationales à l'étranger par des résidents-obligations	374	578	575	834	977	431	—

Source : Statistiques financières de l'OCDE, supplément 2A 1971.

Tableau K Entrées de voyageurs étrangers, d'après le pays de nationalité

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Total	514 069	1 007 671	1 509 796	1 929 498	2 516 707	2 510 668	2 785 368	3 342 887
Allemagne (R.F.)	29 638	42 633	59 253	79 764	82 700	88 610	113 185	133 050
Argentine	3 619	20 433	24 735	25 319	27 033	27 043	35 782	37 508
Belgique	9 690	12 272	19 710	24 516	25 363	23 832	32 245	32 793
Bésil	14 960	20 887	24 467	48 187	44 144	49 802	56 826	66 588
Canada	7 738	11 944	16 724	20 500	22 024	31 136	38 575	47 377
Espagne	132 805	298 987	591 900	836 053	1 399 747	1 344 782	1 374 158	1 712 554
États-Unis	87 074	144 982	184 954	224 572	234 216	236 897	304 097	354 717
France	88 263	131 409	178 338	184 689	166 761	140 135	168 135	203 769
Hollande	13 710	17 143	20 775	26 826	25 429	29 528	40 552	41 583
Italie	11 858	42 702	48 472	54 674	73 490	79 307	88 899	79 406
Royaume-Uni	61 443	169 607	219 881	253 615	255 198	289 442	339 474	406 157
Suède	6 627	7 169	10 011	13 710	18 821	15 372	20 201	26 792
Suisse	8 895	12 906	16 166	24 377	22 417	23 638	32 772	32 482
Autres pays	37 749	74 597	94 410	112 696	119 364	131 144	140 467	168 111

Sources : Instituto Nacional de Estatística, Estatísticas do Turismo.

Tableau L Commerce extérieur par principaux groupes de produits, 1960-1970

En millions de dollars

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
<b>IMPORTATIONS, TOTAL</b>	<b>545.3</b>	<b>655.9</b>	<b>585.3</b>	<b>656.1</b>	<b>776.3</b>	<b>923.3</b>	<b>1 022.8</b>	<b>1 059.2</b>	<b>1 178.4</b>	<b>1 297.5</b>	<b>1 582.4</b>
Produits alimentaires et boissons	59.8	76.4	71.2	79.6	96.8	104.9	141.8	157.1	147.4	150.7	180.2
Matières brutes et demi-produits	160.6	179.8	171.7	206.3	224.9	264.8	235.6	256.1	283.7	305.4	342.4
Produits manufacturés											
Produits chimiques	52.2	59.1	55.3	62.9	73.2	82.3	88.7	95.5	111.7	134.3	158.9
Articles manufacturés classés d'après la matière première	101.7	124.6	97.8	105.8	160.7	190.6	210.2	207.5	237.1	266.5	353.8
Machines et matériel de transport	141.7	196.3	168.0	177.2	189.9	250.7	311.6	303.3	352.7	386.4	478.0
Articles manufacturés divers	16.7	16.4	15.3	16.8	22.0	29.8	34.6	39.3	45.6	53.2	68.7
Articles non classés par catégories	12.1	2.9	5.9	7.5	8.9	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2	0.3
<b>EXPORTATIONS, TOTAL</b>	<b>327.1</b>	<b>325.9</b>	<b>369.8</b>	<b>418.1</b>	<b>515.7</b>	<b>576.4</b>	<b>619.5</b>	<b>701.4</b>	<b>761.2</b>	<b>853.0</b>	<b>949.5</b>
Produits alimentaires et boissons	79.6	90.7	95.0	104.5	116.4	140.4	145.2	164.9	174.8	169.9	177.0
Matières brutes et demi-produits	67.7	59.8	67.6	66.8	75.0	78.9	82.2	81.5	108.9	128.1	162.6
Produits manufacturés											
Produits chimiques	27.6	22.1	25.0	32.4	40.8	40.3	44.5	46.3	45.7	51.9	69.5
Articles manufacturés classés d'après la matière première	126.5	129.9	151.5	171.8	223.6	244.5	264.1	297.0	294.6	337.8	335.1
Machines et matériel de transport	9.2	10.1	10.9	13.0	16.5	20.1	26.8	35.8	44.0	60.2	79.6
Articles manufacturés divers	11.0	11.9	15.3	24.4	36.3	44.4	49.5	66.6	83.4	93.1	112.2
Articles non classés par catégories	4.9	1.0	4.6	5.4	7.1	8.0	7.2	9.2	9.8	12.0	13.5

NOTE Par suite des arrondis, la somme des composantes ne correspond pas nécessairement au total.

Correspondance avec les sections de la CTCI :

Produits alimentaires et boissons : 0,1  
 Matières brutes et demi-produits : 2, 3, 4  
 Produits manufacturés : 5, 6, 7, 8  
 Produits chimiques : 5

Articles classés d'après la matière première : 6  
 Machines et matériel de transport : 7  
 Articles manufacturés divers : 8  
 Articles non classés : 9

Source : OCDE, Statistiques du commerce extérieur, Série B.



Tableau M Évolution de la structure géographique du commerce extérieur, 1962-1970  
En millions d'escudos

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
<i>Exportations</i>									
Total	10 632	12 024	14 831	16 573	17 812	20 166	21 917	24 526	27 299
Pays de l'OCDE	6 570	7 275	9 358	10 714	11 623	13 162	14 526	16 682	18 347
États-Unis	1 391	1 411	1 559	1 755	2 032	2 027	2 309	2 314	2 374
AELE	2 153	2 637	3 821	4 545	5 154	6 915	7 520	8 809	9 671
Royaume-Uni	1 277	1 627	2 340	2 922	3 327	4 330	4 611	5 158	5 570
Suède	292	352	526	556	559	944	1 139	1 402	1 450
Autres pays de l'AELE	584	658	955	1 067	1 268	1 641	1 770	2 249	2 651
CEE	2 473	2 637	3 070	3 436	3 464	3 356	3 645	4 411	5 005
Allemagne	855	904	1 125	1 339	1 134	1 073	1 258	1 570	1 728
France	507	607	741	764	905	937	1 006	1 278	1 245
Italie	565	527	436	487	591	494	490	636	834
Pays-Bas	242	273	399	445	438	474	475	498	758
Belgique-Luxembourg	304	326	369	401	396	378	416	429	440
Autres pays de l'OCDE	553	590	908	978	973	864	1 052	1 148	1 297
Pays non OCDE	4 062	4 749	5 473	5 859	6 189	7 004	7 391	7 844	8 952
dont : Zone Escudo	2 391	2 858	3 706	4 140	4 197	4 917	5 476	6 080	6 688
<i>Importations</i>									
Total	16 830	18 866	22 337	26 553	29 406	30 453	33 858	37 262	45 494
Pays de l'OCDE	12 070	12 974	15 715	18 681	21 054	21 391	23 772	26 502	33 216
États-Unis	1 499	1 670	2 364	2 151	2 346	2 094	2 469	1 814	3 251
AELE	3 915	4 113	4 810	5 763	6 885	7 094	7 625	8 984	11 023
Royaume-Uni	2 500	2 588	3 007	3 448	4 024	4 165	4 410	5 168	6 369
Suède	479	423	461	654	967	770	859	948	1 201
Autres pays de l'AELE	936	1 102	1 342	1 661	1 894	2 159	2 356	2 868	3 453
CEE	6 111	6 507	7 355	9 260	10 098	10 200	11 342	12 786	15 048
Allemagne	2 684	2 867	3 400	4 322	4 486	4 591	5 289	5 861	7 050
France	1 584	1 511	1 579	1 998	2 208	2 092	2 348	2 675	3 176
Italie	689	757	990	1 359	1 564	1 763	1 999	2 128	2 432
Pays-Bas	486	692	662	667	834	906	855	1 018	1 132
Belgique-Luxembourg	668	680	724	914	1 006	848	851	1 104	1 258
Autres pays de l'OCDE	545	684	1 186	1 507	1 725	2 003	2 336	2 918	3 894
Pays non OCDE	4 760	5 892	6 622	7 872	8 352	9 062	10 086	10 760	12 278
dont : Zone Escudo	2 122	2 701	3 325	3 651	3 943	4 352	5 343	5 599	6 717

Source : Instituto Nacional de Estatística, Boletim mensal de estatística.

Tableau N Balance des paiements de la zone Escudo, 1964-1970<sup>1</sup>

En millions de dollars

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970 <sup>2</sup>
Exportations	636	632	684	769	844	923	1 059
Importations	818	956	1 075	1 147	1 289	1 428	1 691
Balance commerciale	-182	-324	-391	-378	-444	-505	-632
Solde des services	120	178	270	282	224	163	225
Voyages	70	88	185	196	144	101	136
Transport	-1	5	-2	-1	9	24	32
Assurances	-2	-1	-1	-1	-2	-4	-7
Revenus du capital	-13	-13	-11	-10	-13	-11	-9
Opérations gouvernementales	17	20	42	37	25	13	} 73
Autres services	49	79	57	61	61	40	
Solde des transferts privés	78	108	159	211	265	397	489
Balance des opérations courantes	16	-38	38	115	45	55	82
Mouvements de capitaux à long terme	99	47	106	107	105	38	19
Secteur privé	38	27	87	99	88	33	46
Secteur public	61	20	19	8	17	5	-27
Mouvements de capitaux à court terme et opérations non recensées	-5	60	-10	-12	-7	-38	-13
Balance des opérations non monétaires	110	69	134	210	143	55	88
Institutions monétaires privées	7	-25	-5	-59	-8	-5	-39
Balance des règlements officiels	117	44	129	151	135	50	49
Avoirs et engagements divers, net	18	13	14	10	22	19	2
Variation des réserves de change	135	57	143	161	157	69	51
Or	16	46	66	57	157	23	23
Devises convertibles	119	11	73	104	—	46	28
Position au FMI	—	—	4	—	—	—	—

1 Les Autorités portugaises ne publient la balance des paiements selon le schéma FMI-OCDE que depuis 1964. Les opérations des provinces d'outre-mer sont comptabilisées sur la base des règlements.

2 Provisoire.

Sources : Mémoire statistique soumis par les Autorités portugaises à l'OCDE et Rapport annuel de la Banque du Portugal pour 1970.

*COMPARAISONS INTERNATIONALES*

Statistiques de base : Comparaisons internationales

			Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie <sup>4</sup>
<b>POPULATION</b>																									
	Fin de 1969	Milliers	7 384	9 660	21 260	4 906	4 707 <sup>1</sup>	50 526	61 195	8 842	204.0	2 927	54 302	102 930	338.5	12 958	3 867	9 514 <sup>3</sup>	33 250	8 014	6 184	34 828	55 643 <sup>3</sup>	204 351	20 462
	1959-1969	%	0.49	0.57	1.84	0.72	0.65	1.06	1.05	0.65	1.60	0.30	0.82	1.04	0.79	1.27	0.81	0.85 <sup>5</sup>	0.97	0.71	1.53	2.53	0.65 <sup>6</sup>	1.31	1.12
<b>EMPLOI</b>																									
	1969	Milliers	3 017	3 683	7 780	2 294	2 116	19 967	26 337	(3 662)	78 <sup>2</sup>	1 061	18 678	50 400	140	4 510	1 474	3 109	12 243	3 821	(2 740)	(13 519)	24 904	77 902	3 706
		En % du total	19.1	5.2	8.2	11.9	24.5	15.1	9.6	(48.2)	18.8 <sup>2</sup>	28.4	21.5	18.8	11.6	7.5	14.7	31.5	30.7	8.8	(7.3)	(72.1)	2.9	4.6	6.7
			39.9	44.8	32.3	38.5	34.6	40.6	49.1	(22.5)	37.3 <sup>2</sup>	29.7	43.1	35.0	45.7	41.3	36.8	35.5	37.1	40.4	(51.9)	(11.6)	46.8	(33.7)	46.8
			41.0	50.0	59.5	49.6	40.9	44.3	41.3	(29.3)	43.9 <sup>2</sup>	41.9	35.4	46.2	42.7	51.2	48.5	33.0	32.2	50.8	(40.8)	(16.3)	50.3	(61.7)	46.5
<b>PRODUCTION</b>																									
	1969	Dollars <sup>8</sup>	1 690	2 360	3 460	2 860	1 940	2 770	2 520	950	1 890	1 200	1 520	1 630	2 130 <sup>9</sup>	2 190	2 530	600	870	3 570	3 020	380	1 970	4 660	518 <sup>2</sup>
	1969	En % du total	7.0	5.3	5.9 <sup>9</sup>	8.9	14.7	6.0 <sup>11</sup>	3.0 <sup>11</sup>	20.3	..	19.7 <sup>2</sup>	11.3	8.7 <sup>12</sup>	6.2 <sup>9</sup>	7.0	6.5	17.7	15.0	5.9 <sup>9 11</sup>	6.4 <sup>10</sup>	32.2 <sup>12</sup>	3.0 <sup>14</sup>	2.9 <sup>11</sup>	19.5 <sup>2</sup>
			46.8	41.6	38.5 <sup>9</sup>	40.1	41.3	48.1 <sup>11</sup>	53.9 <sup>11</sup>	28.2	..	34.0 <sup>2</sup>	38.9	39.1 <sup>12 13</sup>	50.9 <sup>9</sup>	41.6	38.6	42.8	35.3	45.2 <sup>9 11</sup>	49.6 <sup>10</sup>	27.4 <sup>12</sup>	45.8 <sup>14</sup>	35.8 <sup>11</sup>	42.5 <sup>2</sup>
			46.2	53.2	55.6 <sup>9</sup>	51.0	44.0	45.9 <sup>11</sup>	42.5 <sup>11</sup>	51.5	..	46.3 <sup>2</sup>	49.8	52.2 <sup>12 13</sup>	42.9 <sup>9</sup>	51.4	54.9	39.7	49.6	48.9 <sup>9 11</sup>	44.0 <sup>10</sup>	40.5 <sup>12</sup>	51.3 <sup>14</sup>	61.3 <sup>11</sup>	38.0 <sup>2</sup>
	1969	%	6.4	6.5	5.0	7.7	9.3	7.9	7.9	7.8	0	2.7	5.9	12.5	7.8	5.1	4.7	4.4	7.7	5.8	5.4	6.2	1.3	2.8	..
	1964-1969		4.2	4.1	5.2	4.3	4.3	5.5	4.6	7.0	1.7	4.0	5.5	10.8	3.2	5.1	4.8	6.3	6.6	3.8	3.6	6.8	2.2	4.6	..
<b>INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE</b>																									
	1969	Dollars	970	1 470	2 050	1 770	1 060	1 680	1 390	640	1 190	720 <sup>2</sup>	960	840	1 300 <sup>9</sup>	1 220	1 410	430	600	1 790 <sup>3</sup>	1 740	..	1 230	2 850	275 <sup>2</sup>
		En % du PNB <sup>9</sup>	4.40	5.57	5.65 <sup>17</sup>	6.00 <sup>2</sup>	6.30 <sup>18</sup>	4.81	3.00 <sup>19</sup>	2.40 <sup>2</sup>	4.80	4.23	5.44	4.54 <sup>17</sup>	5.00 <sup>18</sup>	6.71	5.81	1.44 <sup>17</sup>	2.14 <sup>2</sup>	7.80 <sup>2</sup>	6.30	3.70	4.15 <sup>17</sup>	5.10	4.59
		Nombre	6.6	5.0 <sup>21</sup>	8.2	9.0	7.9	8.2	8.6	10.1	9.0 <sup>9</sup>	4.0	5.8 <sup>2</sup>	11.9	..	9.7	8.8	4.3	6.4	13.4	8.6	3.3	7.7	7.7	6.4
			144	187	298	209	124	240	199	18	185	123	151	52	235	165	166	37	50	253	206	4	196	410	28
			134	186	279	244	193	185	231	9	160 <sup>22</sup>	111 <sup>19</sup>	146	190	131	197	175	29	84	288	143	0	263	392	64
			159	181	408	292	204	141	172	76	330 <sup>22</sup>	87 <sup>9</sup>	135	204	281	216	284	65	105	478	417	12	218	523	31
			1.58	1.51	1.20 <sup>24</sup>	1.35 <sup>24</sup>	0.88	1.18	1.48	1.47	..	1.03 <sup>19</sup>	1.71	1.09 <sup>24</sup>	1.01	1.14	1.24	0.81 <sup>24</sup>	1.30	1.13	1.29	0.36	1.15	1.58	1.10
<b>INVESTISSEMENT FIXE BRUT<sup>25</sup> Total</b>																									
	Moyenne 1964-69	En % du PNB	24.8	21.5	23.6 <sup>28</sup>	22.7	25.0	25.1	25.6	25.4	29.7	20.6	19.7	35.2	26.9	26.8	29.2	19.0	24.5	23.9	27.6	16.8	18.4	16.7 <sup>28</sup>	..
			12.5	8.8	9.4	11.3	8.9	10.9	11.1	9.8	8.6	9.0	7.5	28.8 <sup>29</sup>	8.8	12.5	15.2	6.9	12.5	8.1	9.3	..	8.9	6.9 <sup>28</sup>	..
			4.4	5.6	3.8	4.4	5.5	6.6	5.8	6.3	6.3	4.0	6.5	6.4	18.1 <sup>30</sup>	5.2	4.5	4.3	4.6	6.1	7.1	3.5	3.6	3.6	..
			8.0	7.1	10.4	7.0	10.6	7.6	8.7 <sup>31</sup>	9.4	14.8	7.6	5.8	..	..	9.2	9.6	7.8	7.6	9.7	11.2	..	5.8	6.1	..
<b>ÉPARGNE BRUTE</b>																									
	Moyenne 1964-68	En % du PNB	26.6	22.8	23.9	20.0	27.1	25.7	26.2	20.4	..	18.1 <sup>37</sup>	23.0	36.7	28.0 <sup>37</sup>	27.1	28.5	..	22.9	23.9	28.0	..	18.2	18.5	..
<b>SECTEUR PUBLIC<sup>38</sup> Recettes courantes totales</b>																									
	1969	En % du PNB	37.5 <sup>3</sup>	34.2	35.2 <sup>3</sup>	37.1	35.9	38.1	37.9	26.9	33.9 <sup>3</sup>	30.7 <sup>2</sup>	33.3	21.2	36.0 <sup>9</sup>	41.9	43.4	..	22.4	48.1 <sup>3 23</sup>	28.1	..	39.0	31.5	32.6 <sup>3</sup>
<b>SALAIRES/PRIX</b>																									
	Accroissement annuel 1964-69	%	8.1 <sup>35</sup>	7.9	6.6 <sup>36</sup>	11.2 <sup>37</sup>	9.1	8.2 <sup>38</sup>	6.5	10.8	11.7 <sup>39</sup>	8.6 <sup>38</sup>	5.7 <sup>40</sup>	12.9 <sup>41</sup>	..	8.8 <sup>42</sup>	8.3 <sup>43</sup>	8.4 <sup>45</sup>	13.7 <sup>47</sup>	8.6 <sup>45</sup>	5.0 <sup>48</sup>	..	6.0 <sup>47</sup>	4.8 <sup>36</sup>	..
			3.4	3.5	3.7	6.5	5.3	3.8	2.6	2.5	11.5	4.6	2.8	5.2	2.8	5.0	3.7	5.8	6.5	4.0	3.4	7.4	4.3	3.4	14.9
			3.6	3.8	3.9	6.4	5.9	3.9	2.6	2.7	12.0	4.6	2.9	4.5	2.4	5.1	3.9	4.3	6.1	4.3	3.9	4.4	4.3	3.3	..
<b>COMMERCE EXTÉRIEUR</b>																									
		Millions de dollars <sup>48</sup>	3 146	8 392	15 757	3 791	1 941	16 032	29 331	1 654	139	1 302	12 285	14 128	546 <sup>9</sup>	11 472	3 798	1 418	4 031	6 078	5 357	..	23 535	48 078	1 991 <sup>9</sup>
		En % du PNB	27.7	40.5	25.3	30.6	24.2	14.2	20.3	21.9	45.0	43.6	16.4	10.0	77.2 <sup>9</sup>	45.5	42.1	28.3	15.6	23.8	31.1	..	22.9	5.5	21.0 <sup>9</sup>
		Millions de dollars <sup>48</sup>	3 004	8 420	15 441	3 578	2 006	16 024	34 385	965	110	1 216	14 618	15 353	559 <sup>9</sup>	11 586	3 958	1 267	3 360	5 920	6 161	..	23 847	50 594	1 875 <sup>9</sup>
		En % du PNB	26.5	40.6	24.8	28.9	25.0	14.2	23.8	12.8	35.4	40.8	19.5	10.8	79.0 <sup>9</sup>	45.9	43.9	25.3	13.0	23.1	35.8	..	23.2	5.7	19.7 <sup>9</sup>
<b>BALANCE DES PAIEMENTS</b>																									
	Moyenne 1964-69	En % du PNB	-0.5	1.1 <sup>21</sup>	-1.1	-2.2	-1.2	-0.2	0.7	-3.6	-3.8	-3.0	2.8	0.7	..	-0.2	-0.5	1.9	-1.5	-0.5	1.0	-0.9	-0.3	0.3	..
		%	49.5	25.1 <sup>21</sup>	35.2	11.1	18.2	26.0	45.6	19.9 <sup>18</sup>	34.6	44.3	35.5	25.6	..	24.2	21.8	96.2	38.2	10.9	72.7	48.5	13.0	36.3	6.4
		Millions de dollars	334	539 <sup>21</sup>	1 032	70	124	1 364	9 246	53	18	64	1 102	1 979	..	780	204	116 <sup>51</sup>	789	272	608	167	660	-2 612	-46
<b>APPORT NET DE RESSOURCES AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT<sup>52</sup></b>																									
		En % du PNB	0.65	1.12	0.50	1.13	.. <sup>53</sup>	1.24	1.33	.. <sup>54</sup>	.. <sup>55</sup>	.. <sup>55</sup>	1.03	0.76	.. <sup>53</sup>	1.34	0.78	1.74	.. <sup>54</sup>	0.77	0.64	.. <sup>54</sup>	0.97	0.49	.. <sup>54</sup>
<b>RÉSULTATS RELATIFS OBTENUS À L'EXPORTATION<sup>55</sup></b>																									
	1968 à 1969	%	18.4	19.8	12.1	14.8	14.6	17.5	14.1	18.9	13.7	6.9	17.9	12.9	..	18.9	15.2	17.5	15.0	15.9	17.4	16.3	13.7	14.1	..
	1960 à 1969 (moyenne)		10.1	10.4	13.5	9.1	9.5	8.0	9.8	10.4	9.5	7.1	9.7	9.3	..	9.7	9.0	11.0	9.4	9.2	9.9	13.4	8.8	8.8	..
	1968 à 1969	%	2.9	3.6 <sup>21</sup>	-2.9	-0.3	6.7	0.7	2.9	-0.5	17.3	4.7	-2.6	10.4	..	0.5	-1.5	-5.7	4.6	0	-2.0	-8.1	-1.2	-4.5	..
	1960 à 1969 (moyenne)		-1.8	1.0<																					

# LA MESURE DE LA PRODUCTION EN TERMES RÉELS

par  
T.P. HILL

*Cette étude analyse les méthodes utilisées pour estimer le Produit Intérieur Brut en termes réels, examine l'importance possible des marges d'erreurs — qui n'apparaissent pas négligeables — susceptibles d'affecter cette estimation et s'efforce d'isoler les sources d'erreur. On y trouve aussi des données inédites sur les taux de croissance de 46 branches d'activités dans 11 pays.*

Février 1971 120 pages F 20 FS 17,50 DM 13,60 \$ 4,50 £ 1,50  
(11 70 03 2)

# OECD SALES AGENTS

## DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

### ARGENTINE

Librería de las Naciones  
Alsina 500, BUENOS AIRES.

### AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty, Ltd.,  
178 Collins Street, MELBOURNE 3000.

### AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1.  
Sub-Agent : GRAZ : Buchhandlung Jos. A.  
Kienreich, Sackstrasse 6.

### BELGIUM - BELGIQUE

Librairie des Sciences  
Coudenberg 76-78, B 1000 BRUXELLES 1.

### BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A.,  
Rua Guaipá 518, SAO PAULO 10.  
Rua Senador Dantas 19 a/205-6, RIO DE  
JANEIRO GB.

### CANADA

Information Canada  
OTTAWA.

### DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Boghandel, Ltd., Nørregade 6,  
KOBENHAVN K.

### FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,  
HELSINKI.

### FORMOSA - FORMOSE

Books and Scientific Supplies Services, Ltd.  
P.O.B. 83, TAIPEI,  
TAIWAN.

### FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE  
2, rue André-Pascal, 75-PARIS 16<sup>e</sup>  
Principaux sous dépositaires :  
75-PARIS : Presses Universitaires de France,  
49, bd Saint-Michel, 5<sup>e</sup>  
Sciences Politiques (Lib.). 30 rue Saint-Guil-  
laume 7<sup>e</sup>  
13 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Uni-  
versité.  
38 GRENOBLE : Arthaud.  
67 STRASBOURG : Berger-Levrault.  
31 TOULOUSE : Privat.

### GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.  
Postfach 9380, 53 BONN.  
Sub-Agents : BERLIN 62 : Elwert & Meurer.  
HAMBURG : Reuter-Klöckner ; und in den  
massgebenden Buchhandlungen Deutschlands.

### GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,  
ATHÈNES 132.  
Librairie Internationale Jean Mihalopoulos et  
Fils, 75 rue Hermou, B.P. 73, THESSALONIKI,

### ICELAND - ISLANDE

Snebörn Jónsson and Co., h.f, Hafnarstræti 9,  
P.O.B. 1131, REYKJAVIK.

### INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co. :  
NEW DELHI, Scindia House.  
CALCUTTA, 17 Park Street.

### IRELAND - IRLANDE

Eason and Son, 40-41 Lower O'Connell Street,  
P.O.B. 42, DUBLIN 1.

### ISRAEL

Emanuel Brown,  
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.,  
TEL-AVIV.

### ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni :  
Via Lamarmora 45, 50 121 FIRENZE.  
Sous-dépositaires :  
Editrice e Libreria Herder,  
Piazza Montecitorio 120, 00 186 ROMA.  
Libreria Rizzoli, Largo Chigi 13, 00 187 ROMA.  
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20 121 MILANO.  
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10 122 TO-  
RINO.  
La diffusione delle edizioni OCDE è inoltre  
assicurata dalle migliori librerie nelle città  
più importanti.

### JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,  
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO 103,  
P.O.B. 5050, Tokyo International 100-31.

### LEBANON - LIBAN

Redico  
Immeuble Edison, Rue Blas, B.P. 5641  
BEYROUTH.

### MALTA - MALTE

Labour Book Shop, Workers' Memorial Build-  
ing, Old Bakery Street, VALETTA.

### THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

W.P. Van Stockum  
Buitenhof 36, DEN HAAG.  
Sub-Agents : AMSTERDAM C : Scheltema  
and Holkema, N.V., Rokin 74-76. ROTTER-  
DAM : De Wester Boekhandel, Nieuwe  
Binnenweg 331.

### NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Government Printing Office,  
Mulgrave Street (Private Bag), WELLINGTON  
and Government Bookshops at  
AUCKLAND (P.O.B. 5344)  
CHRISTCHURCH (P.O.B. 1721)  
HAMILTON (P.O.B. 857)  
DUNEDIN (P.O.B. 1104).

### NORWAY - NORVÈGE

Johan Grundt Tanums Bokhandel,  
Karl Johansgate 41/43, OSLO 1.

### PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-  
Azam, LAHORE 3.

### PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

### SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID 1.  
Librería Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,  
BARCELONA 1.

### SWEDEN - SUÈDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,  
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

### SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE  
11 et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,  
MONTREUX, BERNE, BALE, ZÜRICH.

### TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyo-  
glu, ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi,  
ANKARA.

### UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569, LONDON  
S.E.1.  
Branches at : EDINBURGH, BIRMING-  
HAM, BRISTOL, MANCHESTER,  
CARDIFF, BELFAST.

### UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1207,  
1750 Pennsylvania Ave, N.W.  
WASHINGTON, D.C. 20006. Tel. : (202)  
298-8755.

### VENEZUELA

Librería del Este, Avda. F. Miranda 52,  
Edificio Galipan, CARACAS.

### YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36,  
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire

peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75 Paris 16<sup>e</sup>

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to  
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75 Paris 16<sup>e</sup>

PUBLICATIONS DE L'OCDE  
2, rue André-Pascal, Paris XVI<sup>e</sup>  
Dépôt légal n° 2216 1971.  
N° 29094.



*IMPRIMÉ EN FRANCE*

# PUBLICATIONS STATISTIQUES

## du département des affaires économiques et statistiques

---

### PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Cette publication mensuelle, qui tire parti des techniques les plus modernes de présentation statistique sous la forme de tableaux et de graphiques, est destinée à fournir une vue instantanée de l'évolution économique la plus récente des pays de l'O.C.D.E., ainsi qu'un ensemble de statistiques internationales illustrant la situation économique de la zone O.C.D.E. au cours des dernières années.

Les indicateurs retenus couvrent la comptabilité nationale, la production industrielle, les livraisons, stocks et commandes, la construction, les ventes au détail, la main-d'œuvre, les salaires, les prix, les finances intérieures et extérieures, les taux d'intérêt, les échanges et paiements. Des suppléments trimestriels contiennent des précisions sur les prix de détail et la production industrielle.

### BULLETINS STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR : SÉRIES A, B et C

La **Série A - Commerce total par pays** (trimestrielle) donne une vue d'ensemble du commerce total des pays de l'O.C.D.E. (sans ventilation par produits) décomposé par pays et zones d'origine et de destination.

Les tableaux comportent une nomenclature géographique normalisée, et couvrent les quatre dernières années, les douze derniers trimestres et les seize derniers mois disponibles. Ils sont mis à jour par un supplément mensuel dans l'intervalle de deux parutions trimestrielles.

La **Série B - Échanges par produits, Tableaux analytiques** (trimestrielle) est destinée à l'analyse générale de la structure des échanges des pays de l'O.C.D.E., individuellement et par groupes, selon les principales catégories de produits et les zones et pays partenaires les plus importants.

Les catégories de produits, aussi bien que les pays et zones partenaires, suivent des nomenclatures normalisées, mais seuls les éléments significatifs apparaissent. La série paraît en six fascicules, dont chacun comprend les données relatives à plusieurs pays, dans l'ordre de leur réception.

La **Série C - Échanges par produits, Résumé par marchés** (semestrielle) fournit des informations détaillées sur les échanges des pays de l'O.C.D.E. par principaux produits et pays partenaires. La série paraît en trois volumes, couvrant respectivement les échanges par principales catégories de produits (valeurs seules) et les échanges par groupes, sous-groupes et positions de la C.T.C.I. (quantités et valeurs, un volume consacré aux exportations et un aux importations).

Les chiffres sont regroupés sous forme de tableaux synoptiques rassemblant les pays qui constituent le marché d'un produit déterminé, en tant que débouchés ou fournisseurs, aussi bien au sein de la zone O.C.D.E. que dans les transactions entre celle-ci et le reste du monde.

### ANNUAIRES STATISTIQUES

Les **Statistiques rétrospectives** (paraissant tous les deux ans) rassemblent en deux volumes des chiffres trimestriels et mensuels couvrant la dernière décennie, pour toutes les séries contenues respectivement dans les *Principaux Indicateurs Économiques* et leur supplément *Production industrielle*. Les deux volumes contiennent en outre des chiffres annuels pour une période plus longue, ainsi qu'un choix de taux de variation. Dans l'intervalle de deux parutions, ils sont tenus à jour par des suppléments encartés dans les *Principaux Indicateurs Économiques*.

**Comptes Nationaux des pays de l'O.C.D.E.** (annuel) contient, pour chaque pays de l'O.C.D.E. et pour les groupes importants de pays Membres, les principaux agrégats de la comptabilité nationale, présentés sous une forme normalisée pour la dernière décennie (parfois une période plus longue).

En outre, des tableaux supplémentaires présentent diverses mesures analytiques, telles que des triangles de croissance, des indices de prix et de volume, et le rapport de certaines composantes aux agrégats correspondants.

**Statistiques de la population active** (annuel) donne, à partir de données normalisées, une vue d'ensemble de l'évolution de la main-d'œuvre et de l'emploi dans les pays de l'O.C.D.E. au cours de la dernière décennie.

Les chiffres publiés concernent, en particulier, la population totale, les composantes de l'évolution démographique, la répartition par âge, la population active totale et civile, le chômage, ainsi que l'emploi (total et ventilé par branche d'activité et situation professionnelle, ainsi que par branche d'industrie dans le cas des salariés).



OCDE

*Département des Affaires Économiques et Statistiques*

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES  
*Études détaillées du développement économique  
dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays	F 3,60	FS 3	\$ 0,80	£ 0,27	DM 2,80
Abonnement pour la série	F 54	FS 43,20	\$ 11,80	£ 4,10	DM 35,70

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique la plus récente dans l'ensemble de la zone OCDE et, au moyen d'une série de prévisions quantitatives intégrées, évaluent les perspectives. En supplément, cette publication contient fréquemment des études spéciales destinées à faciliter l'interprétation des tendances économiques.*